

ORGANIZATION OF
AFRICAN UNITY

SECRETARIAT

P. O. Box 3243

ADDIS ABABA

ORGANISATION DE L'UNITE
AFRICAINNE

SECRETARIAT

B. P. 3243

CM/187

CONSEIL DES MINISTRES

Dixième session ordinaire

~~Lusaka~~, février 1968

Addis Ababa

PROJET DE RAPPORT DU RAPPORTEUR SUR LA CINQUIEME SESSION ORDINAIRE
DU COMITE CONSULTATIF SUR LES QUESTIONS BUDGETAIRES ET FINANCIERES
TENUE A ADDIS ABABA, DU 18 AU 22 DECEMBRE 1967

LISTE DES APPENDICES

- A. Ordre du jour
- B. Liste des questions du Conseil des Vérificateurs aux comptes et réponses du Secrétariat général.
- C. Rapport du Conseil des vérificateurs aux comptes CM/178
- D. Projet de budget de l'exercice financier 1968/69 CM/180/Rev.1
- E. Projet de budget de la Commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage CM/188 - CM/188/Add.1
- F. Budget supplémentaire pour l'exercice 1967/68 - CM/181
- G. Approbation à effet rétroactif des dépassements et des dépenses non autorisées au cours de l'exercice financier 1966/67 - CM/189
- H. Barème des cotisations des Etats membres de l'OUA CM/179
- I. Rapport sur l'exécution des décisions financières et budgétaires adoptées par le Conseil des Ministres à Kinshasa à la suite des recommandations formulées par le Comité consultatif lors de sa réunion à Bathurst - CM/184

FBM/1

18 décembre 1967

COMITE CONSULTATIF SUR LES QUESTIONS
BUDGETAIRES ET FINANCIERES
Cinquième session
Addis Abéba, décembre 1967

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA REUNION DU COMITE CONSULTATIF SUR
LES QUESTIONS BUDGETAIRES ET FINANCIERES DE L'OUA

1. Discours inaugural du Président.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Organisation des travaux de la session.
4. Déclaration du Secrétaire général administratif.
5. Examen du rapport du Conseil des vérificateurs aux comptes.
6. Examen du projet de budget de l'exercice financier 1968/1969.
7. Examen du budget supplémentaire destiné à permettre au Secrétariat de se faire représenter à d'importantes réunions.
8. Barème des cotisations des Etats membres de l'OUA.
9. Rapport sur le financement de l'action en justice relative au Sud-Ouest africain.
10. Rapport sur l'amortissement des constructions de la C.S.T.R. à Lagos.
11. Rapport sur la mise en exécution des décisions financières et budgétaires prises par le Conseil des Ministres, à Kinshasa, conformément aux recommandations formulées par le Comité consultatif lors de sa réunion à Bathurst.
12. Questions diverses.

PROJET DE RAPPORT DU RAPPORTEUR SUR LA CINQUIEME SESSION ORDINAIRE
DU COMITE CONSULTATIF SUR LES QUESTIONS BUDGETAIRES ET FINANCIERES
TENUE A ADDIS ABEBA, DU 18 AU 22 DECEMBRE 1967

Le Comité consultatif sur les questions budgétaires et financière a tenu sa cinquième session ordinaire à l'Africa Hall, Addis Abéba, du 18 au 22 décembre 1967. Les cinq pays membres du Comité étaient représentés comme suit :

| <u>Pays</u> | <u>Délégués</u> |
|-----------------------|--|
| Burundi | S.E. M. Baragernance, Ambassadeur à Addis Abéba |
| Gambie | S.E. Alhaji A.B. N'Jie, Président, Ministre des Affaires étrangères M. E.M. Taal, Secrétaire adjoint au Ministère des Affaires étrangères |
| Nigéria | S.E. M. Adedokun A. Haastrup, Ambassadeur à Addis Abéba Col. O. Olutoye, Sous-secrétaire (cadres militaires) au Ministère des Affaires extérieures, Lagos M. O. Adniji, directeur du département africain, Ministère des Affaires extérieures, Lagos M. A.E.H. Emenyi, deuxième secrétaire, Ambassade du Nigéria, Addis Abéba |
| République Arabe Unie | Dr. A. Fawzi, Chargé d'affaires par intérim, Addis Abéba |
| Sénégal | M. Gaye, Chargé d'affaires par intérim, Addis Abéba |

2. Le Président, Son Excellence Alhaji A.B. N'Jie, Ministre des Affaires étrangères de Gambie, a déclaré ouverte la cinquième session ordinaire du Comité consultatif des question budgétaires et financières à 16 h. 30, le 18 décembre 1967. Il a souhaité la bienvenue aux membres du Comité et formulé l'espoir que l'atmosphère calme des délibérations antérieures du Comité se maintiendrait. Puis le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine a souhaité la bienvenue à Addis Abéba au Président et aux membres du Comité et dit que le Secrétariat général se

plaçait à la disposition du Comité pour lui permettre d'exercer les lourdes responsabilités qui lui ont été confiées par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Il a déclaré ensuite que le Secrétariat général avait fait tout ce qui était possible pour mettre en application un meilleur système de comptabilité et pour se conformer aux principes d'austérité et d'économie recommandés par le Conseil. Il espérait que l'atmosphère de gêne qui a existé au Conseil l'année précédente ne se reproduirait pas cette année.

3. Examen de l'ordre du jour

Le projet d'ordre du jour présenté par le Secrétariat général a été examiné et adopté avec des amendements.

ORDRE DU JOUR DE LA REUNION DU COMITE CONSULTATIF SUR LES QUESTIONS BUDGETAIRES ET FINANCIERES DE L'OUA

1. Discours inaugural du Président
2. Déclaration du Secrétaire général administratif
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Organisation des travaux de la session
5. Examen du rapport du Conseil des vérificateurs aux comptes
6. Examen du projet de budget de l'exercice financier 1968/1969
7. Examen du projet de budget de la Commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage
8. Examen du budget supplémentaire pour l'exercice 1967/68 relatif :
 - a) à la participation à certaines réunions approuvées
 - b) au Comité consultatif de l'OUA sur le Nigéria
 - c) au Comité de l'OUA sur les mercenaires
9. Approbation à effet rétroactif des dépassements et des dépenses non autorisées au cours de l'exercice financier 1966/1967
10. Barème des cotisations des Etats membres de l'OUA
11. Rapport sur le financement de l'action en justice relative au Sud-Ouest Africain
12. Rapport sur l'amortissement des bâtiments de la CSTR à Lagos
13. Rapport sur l'exécution des décisions financiers et budgétaires adoptées par le Conseil des Ministres, à Kinshasa à la suite des recommandations formulées par le Comité consultatif lors de sa réunion à Bathurst
14. Questions diverses

4. Examen du rapport des vérificateurs aux comptes

Le Président invite les membres du Comité à présenter leurs observations sur le rapport des vérificateurs aux comptes (document CM/178). Le Comité se déclare d'avis que le rapport des vérificateurs est un document très important car il est un guide pour le Comité qui doit examiner le projet de budget. Après une brève discussion il est décidé d'examiner le rapport paragraphe par paragraphe. Dans le présent rapport ne sont mentionnés que les paragraphes à propos desquels des débats ont eu lieu.

Le Président a appelé l'attention du Comité sur la déclaration faite par le Comité des vérificateurs aux comptes que le Secrétariat général avait été mis à même de donner des explications sur toutes les questions que le Conseil des vérificateurs avait estimé devoir consigner dans son rapport.

Le Secrétaire général adjoint a déclaré que le Conseil des vérificateurs aux comptes a suivi un système de travail assez peu normal, car la plupart des critiques formulées dans son rapport n'avait pas encore été communiquées au Secrétariat pour lui permettre de fournir des explications. L'année précédente le rapport des vérificateurs aux comptes avait été présenté accompagné des observations du Secrétariat. Cette année le Conseil des vérificateurs a fait savoir au Secrétariat qu'il désapprouvait cette procédure. Il préférerait présenter au Secrétaire général administratif une liste de questions sur lesquelles il désirait des explications et que le Secrétaire général administratif y répondit par écrit. Les points sur lesquels le Comité allait s'accorder avec le Secrétaire général administratif ne figureraient pas dans le rapport. En cas de désaccord les critiques du Comité seraient maintenues dans le rapport qui reproduirait les questions et les réponses. Le Secrétaire général adjoint a ajouté qu'une liste de questions a été présentée par le Conseil des vérificateurs aux comptes et que des réponses écrites ont été fournies par le Secrétariat, mais qu'il regrettait de constater que certaines critiques formulées dans le rapport des vérificateurs aux comptes ne figureraient pas dans la liste des questions présentées. En conséquence, il déclare que le Secrétariat général n'a pas été mis à même d'expliquer au Comité des vérificateurs aux comptes la plupart des critiques contenues dans le rapport.

A un stade subséquent des délibérations du Comité le représentant éthiopien du Conseil des vérificateurs, aux comptes a été invité à se présenter. Il a déclaré au Comité que le Conseil des vérificateurs pouvait avoir des explications du personnel de la comptabilité mais non du Secrétaire général adjoint. Le Comité a en conséquence décidé que les explications du Secrétaire général adjoint seraient fournies au cours des débats et qu'elles seraient consignées dans le rapport du rapporteur.

5. Rapports financiers (paragraphe 6 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Des membres du Comité demandent pourquoi les comptes régionaux ne sont pas compris dans le bilan. Le Secrétaire général adjoint a répondu qu'à l'heure actuelle les rapports qui existaient entre le Siège de l'Organisation et les bureaux régionaux n'étaient pas suffisants. Il en résultait un certain nombre de difficultés qui étaient à l'origine de la situation signalée par le Conseil des vérificateurs.

6. Recettes des bureaux régionaux (paragraphe 10 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Comité a relevé dans le rapport qu'il était question souvent des bureaux régionaux et a fait observer qu'il y avait un manque de contrôle de la part du Siège de l'Organisation sur les bureaux régionaux. Le Secrétaire général administratif a répondu que la même difficulté, précédemment exposée par le Secrétaire général adjoint, se présentait en l'occurrence. En particulier, le bureau de l'OUA du Groupe africain à New York était depuis quelque temps dans une mauvaise situation. La raison en était que le Secrétaire exécutif avait démissionné et que l'effectif du bureau ne comprenait plus que quelques secrétaires. Cette situation ne permettait pas un fonctionnement adéquat de ce bureau.

7. Reçus (paragraphe 11 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Il a été demandé au Secrétaire général administratif pourquoi il n'était pas délivré de reçus pour les cotisations des Etats membres. Le Secrétaire général adjoint a fait observer qu'il existait un système d'accusé de réception des contributions et de délivrance de reçus automatique. Les rares cas indiqués dans le rapport des vérificateurs aux comptes devaient être dus à une inattention de la part du personnel comptable. Le Secrétaire général adjoint a alors promis de faire une enquête à ce propos et de régulariser la situation.

8. Intérêts produits par les dépôts (paragraphe 13 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Secrétaire général adjoint informe le Comité que le Secrétariat général a discuté cette question avec la banque mais qu'il lui a été répondu qu'il n'était pas possible de modifier le système comptable de la banque pour satisfaire un seul client de l'établissement. Le système adopté par la banque s'appliquait à tous ses clients. Si la banque faisait une exception pour un de ses clients, elle aurait eu à le faire de plus en plus fréquemment. Néanmoins, le Secrétaire général adjoint a demandé au Comité d'examiner s'il convenait d'autoriser le Secrétariat général de saisir le Gouvernement éthiopien de cette question en vue d'obtenir de la banque des conditions spéciales pour les comptes du Secrétariat général. Le Comité s'est déclaré d'accord que le Secrétariat général entamât des discussions avec le Gouvernement éthiopien en vue de rectifier la situation signalée par le Conseil des vérificateurs aux comptes

9. Dépenses de l'exercice budgétaire (paragraphe 14 et 15 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Secrétaire général adjoint a indiqué au Comité que les dépassements de crédit et les dépenses non-autorisées mentionnées dans lesdits paragraphes du rapport des vérificateurs aux comptes étaient les mêmes que ceux qui avaient été examinés par le Comité à Bathurst, Gambie, et par le Conseil des Ministres à Kinshasa. Ce n'était donc pas des faits nouveaux ignorés du Comité et du Conseil des Ministres. Pour ce qui était du budget supplémentaire dont le Conseil des vérificateurs disait qu'il n'avait pu trouver d'approbation du Conseil des Ministres, le Secrétaire général adjoint a répondu qu'en novembre 1966 le budget supplémentaire présenté par le Secrétariat général avait été d'abord examiné par le Conseil des Ministres mais qu'il avait été ultérieurement renvoyé à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, car les membres du Conseil n'avaient pu se mettre d'accord sur la décision à prendre à propos du budget supplémentaire. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement ayant été saisie de la question du budget supplémentaire, l'approbation de celui-ci ne pouvait se trouver dans les comptes-rendus des réunions du Conseil mais dans ceux de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Si le Conseil des vérificateurs avaient consulté ces derniers, il l'aurait trouvée.

10. Codification des comptes budgétaires (paragraphe 16 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Comité a pris note de la déclaration du Secrétariat général expliquant que le système avait été changé pour se conformer à la présentation du budget approuvé par le Conseil des Ministres.

11. Ajustement des dépenses (paragraphe 17 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Secrétaire général adjoint a déclaré qu'il ne partageait pas l'opinion du Conseil des vérificateurs et qu'à son avis ces erreurs d'écritures ne sont pas dues au système des bordereaux adopté mais au fait que l'employé des cadres inférieurs n'était pas accoutumé au nouveau système. Le personnel comptable s'était présentement accoutumé au système et les erreurs seraient réduites au minimum. Il s'est déclaré d'accord toutefois à adopter le système des bordereaux de régularisation.

12. Indemnités journalières (paragraphe 20 du rapport des vérificateurs aux comptes)

En réponse à une question d'un membre du Comité, le Secrétaire général adjoint a répondu que le Secrétariat général allouait un taux uniforme d'indemnité journalière et qu'étant donné le volume du travail il n'était pas possible de procéder à une étude sur les divers taux applicables dans les différentes capitales. Le Comité a décidé qu'une étude devait être élaborée sur cette matière et qu'elle devrait être présentée avant septembre 1968.

Le Comité a décidé en outre que lorsque des fonctionnaires des cadres supérieurs seraient considérés comme des invités par un gouvernement, ils ne devraient pas recevoir l'indemnité journalière intégralement. Il convenait en conséquence que le Secrétariat général établît les pourcentages du taux de l'indemnité journalière fixée correspondant aux diverses catégories d'invitation qu'ils recevaient des gouvernements.

13. Indemnités d'installation et de logement (paragraphe 21 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Comité a été d'accord qu'il ne convenait pas d'allouer en même temps à un membre du personnel l'indemnité d'installation et celle de logement. Une des deux indemnités seulement devait payée aux agents de l'Organisation dans les trois premières semaines de leur entrée en fonction.

14. Voyages en dehors du Siège de l'Organisation (paragraphe 22 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Secrétaire général adjoint déclare que le cas mentionné à titre d'illustration dans le rapport des vérificateurs au paragraphe susdit est assez malheureux, car les vérificateurs n'ont pas demandé d'explication à ce propos au Secrétaire général adjoint. S'ils l'avaient fait, ils auraient su que le fonctionnaire en question avait été autorisé à prolonger sa mission pour assister à une réunion officielle à Genève. Il était exact que les documents relatifs au voyage examinés par le Conseil des vérificateurs n'indiquaient pas les jours que ce fonctionnaire devait passer à Genève. Toutefois, après son départ du Siège de l'Organisation, qui avait eu lieu sur la base des documents délivrés pour ce voyage, il a reçu un télégramme alors qu'il se trouvait à Paris lui demandant d'assister à une autre réunion, c'est ce qui a prolongé son voyage au delà du nombre de jours prévus initialement. La copie du télégramme aurait pu être présentée au Conseil des vérificateurs comme justification du nombre de jours supplémentaires invoqués par le fonctionnaire, si des explications avaient été demandées.

15. Dépenses relatives aux communications (paragraphe 23 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Les membres du Comité sont convenus qu'il était impossible de contrôler ces dépenses dans le détail et qu'ils devaient s'en remettre à la bonne foi et au sens des responsabilités de l'agent qui assumait cette charge. Le Comité a décidé de plus que le Secrétariat général devait tenir un registre de l'affranchissement du courrier comme l'a recommandé le Conseil des vérificateurs aux comptes.

16. Avances (paragraphe 24 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Secrétaire général adjoint a informé le Comité que le taux d'intérêt de trois pour cent était le même qu'appliquait la banque d'Ethiopie au compte des dépôts de l'OUA. Le Secrétariat général a donc fixé le taux des intérêts sur les avances à trois pour cent parce que ce taux représentait les intérêts que les fonds auraient rapportés s'ils étaient restés à la banque et n'étaient pas payés comme avances au personnel.

Le Comité a approuvé le maintien du taux des intérêts à trois pour cent, actuellement appliqué par le Secrétariat général aux avances au personnel.

17. Imputation erronée des avances (paragraphe 26 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Secrétaire général adjoint a déclaré qu'il s'agit ici d'une erreur d'écriture et que la régularisation nécessaire a été faite.

18. Paiement fait à M. Iassu Amde Michael (paragraphe 27 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Secrétaire général adjoint a déclaré que M. Amde Michael était détaché par la CEA au service de l'OUA et a eu une fracture à la jambe dans l'exercice de ses fonctions auprès de l'OUA. Il a dû dépenser quelques milliers de dollars pour frais d'hospitalisation que la CEA a refusé de lui rembourser.

Le Comité a approuvé ce paiement tout en précisant qu'il ne doit pas constituer un précédent.

19. Achats - Généralités (paragraphe 28 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Secrétaire général adjoint a informé le Comité qu'à l'origine, les services généraux recevaient d'habitude les demandes des divers départements et achetaient au détail les articles requis au fur et à mesure de leur demande. C'était une procédure erronée et des mesures ont été prises pour que les demandes soient recueillies de manière à pouvoir acheter en gros par voie d'adjudication.

20. Achats pour la résidence du Secrétaire général administratif (paragraphe 29 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Comité a pris note de la recommandation du Conseil et a approuvé que la résidence du Secrétaire général administratif soit complètement meublée.

21. Frais de banque (paragraphe 30 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Un certain nombre d'orateurs ont exprimé leur inquiétude au sujet des frais de banque tels qu'ils résultent du rapport du Conseil des vérificateurs aux comptes. D'autres membres ont même proposé, pour éviter le paiement de frais bancaires aussi élevés, d'autoriser les Etats membres

à payer une partie de leurs cotisations aux bureaux régionaux de l'OUA se trouvant dans leurs pays. Le Secrétaire général adjoint a expliqué que les frais de banque encourus par le Secrétariat sont inévitables étant donné que c'est l'usage de la banque d'Ethiopie de débiter le Secrétariat général des frais dus sur ses opérations bancaires. Si le Comité juge nécessaire de modifier cette situation en ce qui concerne les opérations de l'OUA effectuées à Addis Abéba, la question devrait être discutée sur le plan politique, afin d'obtenir la coopération du Gouvernement éthiopien dans ce domaine. Il insiste sur le fait que sans la coopération du Gouvernement Ethiopeen, il sera impossible pour les banques d'Addis Abéba d'accorder aux opérations bancaires de l'OUA un traitement différent celui qui est réservé aux transactions effectuées pour le compte des autres clients. Le Comité a été d'accord que le Secrétariat général devrait discuter cette question avec le Gouvernement éthiopien.

22. Paiement des traitements en devises étrangères (paragraphe 31 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Pour ce qui est des points soulevés dans ce paragraphe du rapport du Conseil des vérificateurs aux comptes, le Secrétaire général adjoint a expliqué que pour éviter de payer des frais de banque élevés, le Secrétariat général a ouvert deux comptes, l'un en devises étrangères, l'autre en monnaie locale. Les paiements effectués par le Secrétariat général en monnaie locale entraînent toujours un virement du compte en devises étrangères au compte en monnaie locale, sur lequel le Secrétariat général doit payer des frais de banque. Ainsi le Secrétariat économise des sommes considérables en payant le plus possible son personnel en devises étrangères étant donné que la conversion en monnaie locale exigerait des frais de banque. Le Secrétaire général adjoint s'est donc opposé sur la seule base de l'économie à la recommandation du Conseil des vérificateurs aux comptes relative à cette question. Le Comité a approuvé, en base des explications données par le Secrétaire général adjoint, qu'aucune restriction ne devrait être établie sur le montant payé au personnel en monnaie étrangère.

23. Contrats (paragraphe 32 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Secrétaire général adjoint a expliqué que l'asphaltage de la cour de l'OUA a été fait avec la coopération de l'Autorité impériale de la voirie du Gouvernement éthiopien.

5

24. Fonds de roulement (paragraphe 33 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Sur la question relative à la situation du fonds de roulement, le Secrétaire général adjoint a porté à la connaissance du Comité les divers paiements qui auraient dû être effectués par prélèvement sur le fonds de roulement mais qui ont été faits sur le fonds général pour que les montants déposés au premier compte continuent à rapporter des intérêts. Si les paiements faits pour l'action en justice relative au Sud-Ouest africain avaient été faits par prélèvements directs sur le fonds de roulement, comme cela avait été décidé, ce fonds aurait été considérablement amoindri et les intérêts produits auraient été réduits. Pour pouvoir avoir le plus d'intérêts possible de la banque, le Secrétariat général voudrait que tous les paiements à faire sur le fonds de roulement soient pris sur le fonds général. Cependant, dans les livres et documents comptables du Secrétariat général, comparés au relevé de la banque, le fonds de roulement apparaît toujours avec son solde effectif comme si les paiements qui auraient dû être passés à son débit, l'ont été. Après avoir entendu cette explication du Secrétaire général adjoint, le Comité a approuvé le maintien du système actuel tel quel, dans l'intérêt de l'Organisation de l'Unité Africaine.

25. Fonds spécial (paragraphe 34 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Comité a approuvé le transfert de la somme de \$ 378,82 au fonds général, comme l'ont recommandé les vérificateurs aux comptes.

26. Observations du Conseil des vérificateurs aux comptes sur le rapport du contrôleur financier interne sur les comptes du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique (paragraphe 39 des vérificateurs aux comptes)

Un certain nombre de membres du Comité ont déclaré que les observations du contrôleur financier donnent une image très désavantageuse de l'intégrité des personnes en charge. Ils ont cité les déclarations sérieuses contenues au paragraphe 4 de l'Annexe, selon lesquelles aucun reçu régulier n'a été fourni pour un montant de £ 4.000 payé au GRAE. Le Secrétaire général administratif a expliqué que le Secrétariat général rencontrait certaines difficultés du fait que le Secrétaire exécutif et ses assistants étaient des fonctionnaires politiques. Après une longue discussion, le Comité a approuvé les recommandations spécifiques à faire au Conseil pour que les activités du Secrétaire exécutif soient soumises aux règlements du Secrétariat général.

27. Contrôleur financier interne (paragraphe 40 du rapport des vérificateurs aux comptes)

En ce qui concerne la situation résultant de ce paragraphe du rapport du Conseil des vérificateurs aux comptes, le Secrétaire général administratif a demandé au Comité de laisser au Secrétariat général le soin de régler la question par les voies administratives. Le Comité a approuvé cette proposition.

28. Effectifs du bureau général de la comptabilité (paragraphe 41 du rapport des vérificateurs aux comptes)

Le Secrétaire général adjoint a expliqué en détail la situation du personnel dans le service des finances du Secrétariat général et a insisté sur l'insuffisance de son effectif actuel. Le Comité a accepté que la recommandation faite à cet égard par le Conseil des vérificateurs aux comptes soit exécutée immédiatement, sous réserve des crédits budgétaires que le Conseil approuvera pour le personnel du Secrétariat général.

29. Conseil des vérificateurs aux comptes (paragraphe 42 du rapport du Conseil)

Le Comité a fait sien le point de vue formulé par le Conseil des vérificateurs aux comptes.

30. Observations du Conseil des vérificateurs aux comptes sur les comptes de la CSTR

En ce qui concerne les observations du Conseil des vérificateurs aux comptes sur les comptes de la CSTR à Lagos, le Secrétaire général administratif a expliqué qu'une des raisons des difficultés rencontrées tant par le Secrétariat général que par le siège de la CSTR, dans la surveillance des bureaux régionaux dépendant du bureau de Lagos, provient du fait qu'ils sont dispersés dans cinq capitales de pays membres de l'OUA. Il a rappelé que quelques uns de ces bureaux étaient autrefois à Londres et à Paris. Sur la recommandation du Conseil des Ministres, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a, à juste titre, décidé de les transférer en Afrique et de les établir dans diverses capitales des Etats membres. Cette décision a été prise à la session de novembre de la Conférence des Chefs d'Etat, mais l'expérience a maintenant prouvé qu'il serait judicieux de la réexaminer

pour assurer plus d'efficacité à ces bureaux. En effet il ne s'agit pas seulement d'un problème de surveillance, mais plutôt du bon fonctionnement de ces bureaux dans les capitales où ils ont été établis. Pour ce qui est des avances consenties à quelques fonctionnaires sur leurs traitements, et figurent à l'Annexe VII, paragraphe 3, du rapport du Conseil des vérificateurs aux comptes, le Secrétaire exécutif de la CSTR a expliqué qu'elles n'étaient pas, en fait, des avances, comme l'a déclaré le Conseil des vérificateurs aux comptes, mais un échange de chèques. En d'autres termes chacun des fonctionnaires dont il s'agit avait donné un chèque personnel en échange de la somme indiquée devant son nom. Il ne s'agissait donc pas d'avances dans le sens habituel du mot. Cependant le Secrétaire général adjoint a invité le Comité à autoriser le Secrétariat général à régler cette question par les voies administratives conformément au Règlement financier.

En ce qui concerne le paragraphe 10 de l'Annexe VII le Comité a été d'avis que, les sommes indiquées dans ce paragraphe soient remboursées par les fonctionnaires intéressés.

31. Observations du Conseil des vérificateurs aux comptes figurant dans l'Annexe VIII (les comptes du Secrétariat permanent du bureau de l'OUA du groupe africain à New York)

Le Secrétaire général administratif a expliqué au Comité que le bureau est dans un mauvais état, par suite de la rémunération insuffisante, ce qui a poussé le précédent occupant à donner sa démission de son poste de Secrétaire exécutif de ce bureau. Tous les efforts du Secrétariat général pour se procurer les services d'une autre personne, n'ont eu aucun succès, jusqu'à dernièrement, quand un fonctionnaire qui a été nommé à un poste au Secrétariat général a été provisoirement détaché à ce poste à New York. Pour que le bureau puisse fonctionner convenablement, il lance un appel au Comité d'accorder un soin particulier à l'examen des propositions budgétaires faites pour le bureau de l'OUA auprès des Nations Unies. Ce n'est que lorsque ce bureau sera doté du personnel approprié qu'on pourra aisément modifier la situation à laquelle fait allusion le rapport du Conseil des vérificateurs aux comptes.

En ce qui concerne le paragraphe 4 de l'Annexe VIII, le Comité a approuvé de solder les montants dont il est question. Quand au paragraphe 5

de la même Annexe, il a donné des directives pour que le montant y mentionné soit remboursé par le fonctionnaire intéressé. Le Secrétaire général administratif a ensuite expliqué, pour ce qui est du paragraphe 10, qu'il a été constaté que les numéros des chèques ne figuraient pas dans les relevés de la banque fournis par le bureau de New York. Le Comité a recommandé que cette situation soit examinée et régularisée.

32. Observations du Conseil sur les comptes de l'action en justice relative au Sud-Ouest Africain

Le Comité a accepté d'ajourner l'examen de cette question jusqu'à la discussion du point 11 de l'ordre du jour.

Parlant du paragraphe 6, le Secrétaire général adjoint a déclaré que le Mali avait à l'origine versé la cotisation à l'OUA et que celle-ci avait été passée au crédit du fonds général, parce qu'aucune instruction n'avait été reçue du Gouvernement de ce pays. Il a ajouté que la régularisation nécessaire sera opérée.

33. Examen du projet de budget de l'exercice 1968/1969

Lorsque le Président du Comité eut ouvert la discussion du budget, le représentant du Sénégal a rappelé au Comité qu'une situation très embarrassante s'est présentée l'année précédente lorsque le Secrétariat général et le rapporteur du Comité ont trouvé une difficulté considérable à défendre le budget alors soumis. Il a lancé donc un appel aux membres du Comité et au Secrétariat général pour faire en sorte qu'une telle situation ne se présente point lorsque le budget sera soumis à la dixième session ordinaire du Conseil des Ministres. A cet égard, il a insisté pour que le rapporteur soit prêt à présenter le rapport du Comité et à intervenir au sein du Conseil pour défendre convenablement les recommandations du Comité. Pour que le rapporteur et les membres du Comité soient à même de défendre convenablement les recommandations du Comité relatives au budget, il est indispensable qu'au besoin le Secrétariat général fournisse au Conseil des explications appropriées. Et pour que le Secrétariat général puisse donner ces explications appropriées, il est nécessaire de présenter au Comité tous les faits et tous les chiffres sur lesquels ont été basées les prévisions budgétaires. Cela permettrait au Comité non seulement de faire des recommandations qu'il pourrait défendre mais aussi des recommandations qui apparaîtraient raisonnables aux yeux du Conseil. Le Comité s'est rallié à la position adoptée par le

représentant du Sénégal et a invité le Secrétariat à fournir lors de la discussion de chaque poste du budget tous les faits et tous les chiffres susceptibles de le corroborer.

Le Comité a établi certains principes basés sur les décisions prises par le Conseil des Ministres à Kinshasa, à savoir qu'aucun nouveau poste ne sera créé sans l'autorisation préalable du Conseil et que la classe d'aucun poste ne sera élevée, parce qu'un tel reclassement avait été rejeté par le Conseil à Kinshasa. En base de ces principes tous les nouveaux postes et tous les reclassements proposés dans le budget ne devraient pas être approuvés.

Le Secrétaire général adjoint a observé qu'en appliquant ces principes au budget, le Comité voudrait bien se rappeler qu'à Kinshasa, le Conseil des Ministres a décidé qu'il fallait autant que possible nommer à titre permanent des interprètes/traducteurs et autres membres du personnel technique. Pour pouvoir donner suite à cette décision du Conseil, le Secrétariat général a proposé la création de nouveaux postes dans le budget, sous la rubrique relative à la Division des conférences du Secrétariat général. Il a également fait observer qu'en ce qui concerne les services du personnel technique, il a été jugé nécessaire d'augmenter le nombre de personnel pour le Conseil des Ministres et la Conférence des Chefs d'Etat. Cette augmentation est due au fait qu'actuellement le Conseil a constitué trois comités qui n'étaient pas prévus au précédent budget et aussi au fait qu'à Kinshasa on s'est rendu compte qu'il fallait prévoir la réunion de comités restreints pour les consultations privées entre les Chefs d'Etat. Il a donc prié le Comité d'étudier ces prévisions dans leur juste perspective lors de l'examen du budget. Le Président a alors déclaré que les points soulevés par le Secrétaire général adjoint n'étaient pas incompatibles avec les principes énoncés, puisque les postes nouveaux figurant au budget des services des conférences n'étaient pas en opposition avec les nombreuses décisions du Conseil.

Le Comité a procédé ensuite à l'examen du projet de budget sur la base des principes établis. Le budget, tel qu'amendé par le Comité, figure dans le document CM/180/Rev.1. La plupart des amendements apportés par le Comité ont été adoptés à l'unanimité, à l'exception des sections suivantes au sujet desquelles des réserves ont été faites :

- a) Compte No 600 - Papéterie et fournitures de bureau.
Le Sénégal a fait des réserves quant à sa position.
- b) Compte No 708 - Equipement pour l'interprétation.
Le Sénégal a fait des réserves quant à sa position.
- c) L'élévation de grade du poste de Secrétaire exécutif du bureau du Groupe africain à New York.
Le Nigéria a fait des réserves quant à sa position.

Le Comité a chargé le Secrétariat général de soumettre les faits et chiffres à l'appui des dépenses proposées pour :

- 1) les déplacements en mission officielle,
- 2) les dépenses courantes afférentes au personnel,
- 3) les immobilisations,

et d'incorporer au budget sous forme de notes explicatives les faits et chiffres présentés au Comité relativement à ces sections.

34. Examen du projet du budget de la Commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage

Quand le Président a invité les membres du Comité à examiner les deux budgets proposés par la Commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage, le Secrétaire général adjoint a pris la parole pour expliquer que le Secrétariat général trouvait quelque difficulté en soumettant ces budgets au Comité. Il pensait que le Comité devrait d'abord décider s'il est habilité, de par son mandat, à examiner le budget d'un organisme de l'OUA qui ne relève pas directement du Conseil, mais de la Conférence des Chefs d'Etat. Le Comité a décidé qu'en vertu de ses attributions, il est compétent à examiner le budget de la Commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage, puisqu'il lui incombe la responsabilité d'étudier toutes les propositions budgétaires de l'Organisation.

Toutefois, en examinant le budget, le Comité a estimé que les émoluments du Président et du Vice-Président de la Commission devraient être étudiés par le Conseil des Ministres directement et que ceux des autres

membre du personnel doivent être conformes au barème des traitements du Secrétariat général. Les budgets, tels qu'adoptés par le Comité figurent dans les documents CM/188 et CM/188/Add.1.

35. Examen du budget supplémentaires pour :

- a) la participation aux réunions approuvées,
- b) le Comité consultatif de l'OUA sur le Nigéria,
- c) le Comité spécial de l'OUA sur les mercenaires.

Le Secrétaire général adjoint a informé le Comité qu'il est devenu nécessaire d'établir un budget supplémentaire par suite des décisions adoptées par la neuvième session du Conseil et la quatrième session de la Conférence des Chefs d'Etat, à Kinshasa, au cours de ces deux sessions le Secrétariat général a été autorisé à prendre part à quelques réunions internationales. Les Chefs d'Etat ont aussi décidé de constituer deux comités importants, à savoir le Comité consultatif sur le Nigéria et le Comité spécial sur les mercenaires. Aucune prévision budgétaire n'avait été faite pour ces deux Comités et pourtant un budget supplémentaire était nécessaire. Après avoir étudié la liste des réunions auxquelles les fonctionnaires du Secrétariat général devraient assister, et après avoir entendu le Secrétaire général administratif, qui a informé le Comité de la générosité manifestée jusqu'ici par le Gouvernement de la République démocratique du Congo en ce qui concerne les dépenses du Comité spécial sur les mercenaires, le Comité a approuvé le budget supplémentaire en lui apportant quelques amendements.

36. Approbation des dépassements de crédit et des dépenses non-autorisées de l'exercice financier 1966/1967

Le Comité avait décidé antérieurement, à sa réunion de Bathurst, que le Secrétariat devait demander l'approbation des dépassements de crédits et des dépenses non-autorisées portées sur l'état des dépenses effectives relatives à l'exercice financier 1966/1967 qui figure dans le document CM/158. Le Secrétariat général a présenté une liste de ces dépenses et le Comité les a approuvées en donnant instruction au Secrétariat d'éviter à l'avenir de se trouver dans les mêmes situations et dans le cas où il ne pourrait les empêcher, de faire état des économies réalisées en présentant la demande d'approbation.

37. Barème des cotisations

Le Président en ouvrant la discussion sur cette question a fait observer qu'en fin de compte le Secrétariat général avec la collaboration de l'expert du Kenya, avait réussi à présenter un bon rapport qui méritait de la part des membres du Comité une étude attentive. En présentant le document CM/179, le Secrétaire général a expliqué assez longuement les divers principes qui avaient été adoptés pour établir le barème des cotisations recommandé. Il a souligné que le document résultait de travaux pour lesquels les chiffres nécessaires concernant certains pays n'étaient pas disponibles. Le barème qui était recommandé devait en conséquence n'être utilisé que provisoirement et sous réserve des directives que pourrait donner le Conseil à l'avenir en cette matière. Après une brève discussion le Comité est convenu de recommander au Conseil des Ministres le barème des cotisations proposé par le Secrétariat général. La délégation du Sénégal a réservé sa position à cet égard.

38. Financement du cas du Sud-Ouest Africain

Le Comité a pris note du rapport et a demandé au Secrétariat général de poursuivre ses démarches auprès du Gouvernement du Libéria à propos de cette question et de faire rapport à la prochaine réunion du Conseil des Ministres.

39. Amortissement des bâtiments de l'OUA, à Lagos (CSTR)

Le Comité a adopté le rapport du Secrétariat général sur cette question et a convenu que le Secrétariat général devait prendre les mesures recommandées dans le rapport.

Le Comité a recommandé également qu'un rapport détaillé fut établi sur cette question par les liquidateurs nommés par le Conseil des Ministres qui les a chargés d'une enquête sur l'actif de l'ancienne CCTA.

40. Mise en oeuvre des décisions budgétaires et financières du Conseil des Ministres adoptées à Kinshasa, basées sur les recommandations du Comité consultatif prises à sa réunion de Bathurst

a) Etude sur la structure générale des traitements du Secrétariat général

Le Comité a demandé au Secrétariat d'accomplir avec diligence le travail sur la structure des traitements du Secrétariat général et de présenter un rapport à ce sujet, en septembre, au Conseil des Ministres.

b) Subvention au Conseil supérieur du Sport pour l'Afrique

Le Comité n'a pas accepté l'explication donnée par le Secrétariat général et a demandé à celui-ci de payer sur les propres fonds du Secrétariat le montant de 20.000 livres St. au Conseil supérieur du Sport pour l'Afrique.

c) Réduction du loyer de la résidence du Secrétaire général administratif

Le Comité a donné instruction au Secrétariat général de se mettre en rapport avec le propriétaire de la résidence du Secrétaire général administratif et de faire rapport sur les résultats des pourparlers.

d) Personnel technique permanent

Il a été donné instruction au Secrétaire général administratif de recruter du personnel technique permanent pour réaliser des économies.

e) Résolutions et décisions ayant des incidences financières

Le Secrétaire général adjoint a déclaré au Comité que le Secrétariat général ferait de son mieux pour que les décisions ayant des incidences financières fussent adoptées avec les dispositions relatives à leur financement, mais qu'en dernière analyse il dépendait du Conseil des Ministres de prévenir l'adoption de décisions ayant des incidences financières sans des dispositions financières y relatives. A ce propos, il a mis en relief le rôle que pouvait jouer le Comité pour aider le Secrétariat général à conseiller le Conseil des Ministres sur ces questions. Le Comité a été d'accord pour que l'attention du Conseil des Ministres fut attirée sur toute résolution ou décision pouvant avoir des incidences financières.

41. Questions diverses

En clôturant la session du Comité, à 17 h. 30 le 22 décembre 1967, le Président a remercié les membres du Comité de leur coopération effective, le Secrétaire général administratif et son personnel de leur aide, et le personnel technique, qui a fourni les services nécessaires au succès de la réunion.

Addis Abéba, le 6 décembre 1967

Le Conseil des Vérificateurs aux Comptes de l'OUA
Session de Novembre-Décembre 1967

à

Monsieur le Secrétaire général de l'O.U.A.

Excellence,

Pendant nos travaux de vérification des comptes de l'Organisation de l'Unité Africaine pour l'exercice financier Juin 1966 - Mai 1967, un certain nombre de points n'ont pas reçu des réponses suffisantes.

Avant de formuler des observations sur ces questions dans notre rapport destiné au Conseil des Ministres, nous avons tenu à nous conformer aux prescriptions du paragraphe IX, alinéa 3 du Règlement financier.

En conséquence, vous voudrez trouver ci-jointe la liste des questions pour lesquelles nous souhaiterions avoir votre point de vue, le plus tôt possible.

Nous vous informons que nous écarterons de notre rapport les commentaires, pour les questions dont vos éclaircissements pourraient nous convaincre. Dans le cas contraire, nous reproduirons dans ce rapport nos questions et vos réponses.

Nous vous serons très obligés de la diligence avec laquelle vous voudrez bien nous donner ces informations.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de notre haute considération.

RELEVÉ DES QUESTIONS A L'ATTENTION DE Mr
LE SECRETAIRE GENERAL ADMINISTRATIF DE L'O.U.A.

1°) Fonds spécial concernant le Sud-Ouest Africain

Pour arrêter la situation financière du fonds spécial créé pour l'action en justice en faveur du Sud-Ouest Africain, le Conseil des Vérificateurs aux comptes désire savoir si la cotisation versée à cette fin par le Tchad est la seule qui soit comprise dans le solde du Fonds Général au 31 mai 1967, ou, si celle versée par le Mali y est comprise également.

2°) Le 25 juin 1965, le Secrétaire Permanent du Groupe Africain aux Nations Unies, également gestionnaire du Fonds Spécial du Sud-Ouest Africain a effectué un virement de 5,000 \$ E.U. du fonds spécial au Secrétariat permanent.

3°) De l'examen des dépenses du fonds spécial, telles qu'elles figurent dans les documents consultés, il apparaît que la somme de 666,924.59 \$ E.U. a été payée, alors que le total des honoraires est de 573,924.59 \$ E.U. au 31.12.66, d'où un trop payé de 93,000 \$ E.U.

Le Secrétaire général aurait-il un complément d'information à donner au Conseil des Vérificateurs sur cette affaire ?

Secrétariat Permanent à New York

4°) Le Secrétaire exécutif du Groupe Africain aux Nations Unies, Mr PEDANOU, a démissionné au 1er Décembre 1966, et sa situation financière a été liquidée par le paiement d'une indemnité compensatrice de congé.

Rien n'indique que Mr PEDANOU serait revenu sur sa décision et aurait repris son service après accord du Secrétaire général administratif de l'O.U.A., puisqu'aucun document n'existe dans son dossier au Personnel et qu'aucun salaire ou indemnité ne lui est versé depuis le 1er janvier 1967. Pourquoi cette personne désormais étrangère à l'O.U.A. continue-t-elle de gérer les fonds de l'Organisation à New York en signant des chèques jusqu'au 31 mai 1967 ?

5°) Secrétariat exécutif à Dar-es-Salaam

Suivant le rapport du contrôleur financier interne et les explications fournies à notre Conseil par le Secrétaire exécutif du Comité de Libération de l'Afrique à Dar-es-Salaam, le Conseil estime que la somme

supérieure à 4.000 \$ constitue une dilapidation des deniers publics inadmissible à mettre à la charge du Secrétaire exécutif Mr MAGOMBE, et aimerait savoir quelles mesures le Secrétaire général envisage de prendre, tant pour recouvrer la somme exacte, que pour sanctionner disciplinairement ce membre du personnel défaillant dans la gestion financière pour éviter des faits semblables à l'avenir.

6°) Secrétariat général

Dans le rapport CM/157, page 9, alinéa 24, vous avez indiqué au Conseil des Ministres que les bureaux régionaux envoient régulièrement toutes leurs comptabilités mensuelles au Secrétariat général, ce qui devait faciliter le travail du Conseil des Vérificateurs. Or, le Conseil n'a pu trouver et examiner que les comptabilités de mars et mai 1967 pour Dar-es-Salaam, celles de décembre 1966 à mai 1967 pour New York, et celles de février, mars et avril 1967 pour Lagos.

Le Secrétaire général pense-t-il que cette situation sera normalisée à l'avenir ?

7°) L'inventaire des ameublements de la résidence du Secrétaire général n'a été fait en septembre 1967 que pour les objets payés depuis mars 1967. Est-ce qu'il faut conclure que cette résidence n'était pas meublée avant mars 1967 ?

Si oui, où est l'inventaire initial et ses aménagements successifs ?

8°) Pourquoi les articles, estimés à 4.237 \$ E.U., mais partiellement réglés par DV n° 30/8/66 pour un montant de 237 \$ E.U. n'étaient pas achetés localement, afin d'éviter la dépense des frais de transport dont la part de Djibouti à Addis-Abéba est de 167 \$ Eth. réglés par DV n° 39/10/66 ?

De : Secrétaire général

CABD/31/67

à : Messieurs les Contrôleurs financiers

7 décembre 1967

Messieurs les Contrôleurs financiers,

Je reçois votre lettre datée d'hier à l'instant même où des obligations impérieuses m'obligent à quitter Addis Abéba pour Khartoum.

J'espère être de retour à Addis Abéba demain matin. En attendant mon retour, j'ai transmis votre lettre et votre questionnaire au Secrétaire général adjoint, M. YOLAH en lui demandant de préparer par écrit, en coopération avec le Chef de service des Finances et le Contrôleur financier interne, les réponses adéquates à vos demandes d'explications et d'éclaircissements.

J'espère donc être en mesure dès demain de vous fournir une réponse écrite complète. Néanmoins, je suis en mesure de vous communiquer d'ores et déjà les précisions ci-après :

1.- Concernant le point 4 de votre questionnaire relatif au Secrétariat permanent à New York, c'est moi qui ai demandé à M. PEDANOU, lorsqu'il a quitté le Secrétariat, d'offrir gracieusement ses services pour assurer la gestion du budget, gestion qui ne concernait en fait que le paiement des deux Secrétaires, du chauffeur et des menus services d'usage courant de bureau.

J'ai été contraint de recourir à cet expédient car ni le chauffeur, ni les deux Secrétaires n'étant africains et aucun diplomate africain accrédité aux Nations Unies n'ayant accepté le salaire dérisoire prévu pour le poste, il me fallait, à tout prix, trouver la solution pratique la plus élégante et qui ne coûte rien à l'O.U.A. pour assurer le fonctionnement aussi normal que possible du Secrétariat. C'est ce que j'ai fait. Je dois vous informer qu'un fonctionnaire du Secrétariat général, originaire du Niger, M. Wright, est à présent à New York jusqu'à ce que le problème de ce Secrétariat soit exposé et, nous l'espérons, résolu lors de la prochaine session du Conseil des Ministres.

2. Concernant le point numéro 6 relatif au Secrétariat général, j'ai demandé par instruction écrite à tous nos Bureaux régionaux de fournir mensuellement leurs rapports de comptabilité. N'ayant jamais reçu ni du Secrétaire général adjoint chargé des Finances, ni du Chef de service des Finances, ni du Contrôleur financier interne aucune observation ni plainte à ce sujet, j'ai pensé que mes directives étaient fidèlement exécutées. Quoi qu'il en soit, je me propose de prendre immédiatement des mesures énergiques pour que les rapports de comptabilité mensuelle parviennent régulièrement au Secrétariat général.

Je vous transmettrai avant votre départ copie de la directive que je préparerais dès mon retour de Khartoum à tous les Secrétaires exécutifs et aux Chefs comptables des bureaux extérieurs.

3. Concernant le point n° 7 relatif à l'inventaire des ameublements de la résidence officielle du Secrétaire général, M. FASSIL, Chef des services généraux tient un dossier complet. Je lui donne des instructions de le mettre à votre disposition et suis prêt à fournir tous éclaircissements que vous jugerez utiles au cas où ce dossier vous paraîtra insuffisant.

Il est néanmoins bon que vous soyez informés que la presque totalité des meubles qui se trouvent à ma résidence sont ma propriété personnelle, la somme votée à cet égard étant trop dérisoire pour faire face aux frais qu'exigeait l'ameublement normal de cette résidence.

Pour les autres points non mentionnés dans cette note hâtive comme pour les points ci-dessus évoqués, je demande à M. YOLAH et à ses collaborateurs de préparer à votre intention un rapport complet. Si pour quelque raison que ce soit j'étais retenu à Khartoum, je demande à M. YOLAH de répondre par écrit à votre questionnaire et de considérer ce rapport comme la position officielle du Secrétariat général de l'O.U.A.

Haute et fraternelle considération.

DIALLO TELLI
Secrétaire général administratif.

Le 8 décembre 1967

Au Conseil des Vérificateurs
aux comptes
Organisation de l'Unité Africaine
ADDIS-ABEBA

Messieurs,

QUESTIONNAIRE

Votre lettre du 6 décembre 1967 adressée au Secrétaire général administratif, accompagnée d'un questionnaire concernant les points sur lesquels vous demandez des éclaircissements, m'a été transmise pour la suite qu'elle comporte. J'ai également été informé de la réponse donnée provisoirement par le Secrétaire général administratif à certaines de vos questions.

En complément de la réponse du Secrétaire général, je vous adresse les réponses ci-jointes à vos questions. Au cas où vous désiriez avoir oralement de plus amples renseignements, sur les réponses écrites qui vous sont données tant par le Secrétaire général administratif que par moi-même, je serais très heureux de discuter avec vous toute question que vous aimeriez soulever.

Sincèrement.

S.U. YOLAH
Secrétaire général adjoint
Organisation de l'Unité Africaine.

Point n° 1

Fonds spécial pour le financement de l'action en justice relative au Sud Ouest africain.

Il résulte des dossiers du Secrétariat permanent du Groupe africain aux Nations Unies que le Mali a payé au Secrétariat général de l'O.U.A. ses contributions au financement de l'action en justice relative au Sud Ouest africain.

Comme il n'y a pas de trace de ce paiement au Secrétariat général, des mesures sont prises pour demander au bureau de New York d'éclaircir ce point.

Point n° 2

En raison de l'insuffisance de fonds dans les comptes du Secrétariat permanent, le Secrétaire exécutif a viré une somme de 5.000 \$ E.U. du fonds spécial au compte du Secrétariat permanent en attendant qu'il reçoive la subvention du Secrétariat général, mais il a oublié de la transférer ensuite au fonds spécial.

Point n° 3

Le trop perçu de 93.000,00 \$ E.U. a été relevé par le Contrôleur financier interne au cours de sa récente visite au Secrétariat permanent du Groupe africain aux Nations Unies.

Les Gouvernements du Libéria et de l'Ethiopie ont été priés d'aider le Secrétariat général à récupérer cette somme.

Point n° 4

La réponse à cette question a été donnée par le Secrétaire général lui-même.

Point n° 5

Le Secrétaire général administratif prendra les mesures appropriées.

Point n° 6

Les bureaux régionaux n'ont pas encore donné suite à cette demande malgré les nombreuses lettres qui leur ont été adressées à cet effet. Comme l'a déclaré le Secrétaire général administratif lui-même, des mesures énergiques seront prises pour régulariser sans délai cette situation.

Point n° 7

Le premier budget de l'O.U.A. pour la période du 1er mars 1965 au 31 mai 1966; prévoyait un crédit de 10.000,00 \$ E.U. pour l'ameublement de la résidence officielle (cf. document CM/41/Rev.1).

De ce montant, il a été dépensé 8.630,70 \$ E.U. seulement pour l'ameublement de la résidence officielle.

L'inventaire de la résidence du Secrétaire général, qui a été soumis au Conseil des vérificateurs aux comptes, n'indique que les effets appartenant à l'O.U.A. qui ont été achetés avec les fonds de l'Organisation.

Point n° 8

La somme de 167,00 \$ Eth. a été payée pour le transport, de Djibouti à Addis-Abéba, de verrerie achetée de la Société TUZEK Foreign Trade Co Tchécoslovaquie, en vue d'éviter le paiement des droits de douane qui s'élèvent normalement à 63 pour cent sur les articles de cette catégorie.

Le prix original comprend le transport CIF Djibouti.

**ORGANIZATION OF
AFRICAN UNITY
SECRETARIAT
P. O. Box 3243**

ADDIS ABABA

**ORGANISATION DE L'UNITE
AFRIQUAINE
SECRETARIAT
B. P. 3243**

CONSEIL DES MINISTRES
Dixième session ordinaire
Lusaka - février 1968

CM/I78

RAPPORT DES VERIFICATEURS AUX COMPTES

Rapport sur les comptes de l'Organisation
de l'Unité africaine pour la période du
1er juin 1966 au 31 mai 1967.

INTRODUCTION

Généralités. Le Conseil des vérificateurs aux comptes s'est réuni à Addis-Abéba entre le 14 novembre et le 8 décembre 1967 pour s'acquitter de la mission qui lui est confiée en vertu du paragraphe 3, chapitre IX, du règlement financier approuvé de l'Organisation de l'Unité Africaine. Cet article 3, chapitre IX, charge les vérificateurs aux comptes, notamment, de procéder à la vérification externe de la comptabilité de l'Organisation, y compris les comptes de fidei-commis et les comptes spéciaux. Outre l'homologation des comptes, le Conseil est également chargé de formuler toutes observations qu'il juge nécessaires sur l'efficacité des méthodes financières, du système comptable, du contrôle financier interne et, d'une manière générale, des conséquences financières des usages administratifs.

2. Le présent rapport concerne l'examen des comptes de l'Organisation de l'Unité Africaine pour la période allant du 1er juin 1966 au 31 mai 1967. Au cours du contrôle des comptes, le Secrétariat, et tout particulièrement le personnel comptable, ont eu l'occasion de fournir des explications sur toutes les questions que le Conseil a estimé nécessaire d'inclure dans son rapport. Les observations formulées dans le présent document sont donc le résultat de la discussion des comptes contrôlés avec le personnel du Secrétariat et ont pour but de :

- a) fournir des renseignements sur les comptes.
- b) perfectionner les systèmes comptables et les contrôles financiers
- c) réaliser des économies dans la gestion financière de l'Organisation.

3. Portée du contrôle - Au cours de la vérification des comptes de l'Organisation, le Conseil a examiné les registres et documents comptables ci-après :

- i) Livre de la petite caisse
- ii) Le Journal

- iii) documents de la banque
- iv) bordereaux des recettes
- v) bordereaux de paiement (dépense)
- vi) documents auxiliaires
- vii) documents des magasins.

Bien que le contrôleur financier interne ait minutieusement examiné les comptes de la période sous examen et présenté un rapport à cet égard, le Conseil des contrôleurs financiers a néanmoins estimé nécessaire de soumettre ces comptes à un examen détaillé, en raison de la nature de certaines opérations et de nombreuses erreurs comptables qui n'ont pas été corrigées et qui ont été relevées dès le début de la vérification.

4. Les rapports du contrôleur financier interne sur les comptes du Secrétariat général et des bureaux régionaux de Dar-es-Salaam, Lagos et New-York ont été soumis à l'examen du Conseil. En raison de circonstances indépendantes de la volonté du Conseil, les membres de celui-ci n'ont pu visiter aucun des bureaux régionaux, mais les quelques comptes de ces bureaux qui étaient disponibles à Addis-Abéba ont été examinés. En outre, le Conseil a eu l'occasion, à Addis-Abéba, de discuter avec le Secrétaire exécutif du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique les comptes de ce Comité et le rapport du contrôleur financier interne sur ces comptes.

Les observations résultant de la vérification des comptes des bureaux régionaux et des rapports du contrôleur financier interne figurent aux annexes VI, VII et VIII du présent rapport.

TENUE DES COMPTES

5. Etat des comptes. Les comptes sont proprement tenus et ont été promptement soumis à la vérification. Le système comptable appliqué l'an dernier est resté en vigueur jusqu'en avril 1967, date à laquelle des changements lui ont été apportés dans le but de le perfectionner. C'est avec plaisir que le Conseil observe que le nouveau système comptable a, depuis son introduction, réduit au minimum les nombreuses erreurs comptables dues au précédent système. L'innovation la plus heureuse apportée concerne une forme de Journal où les chiffres sont reportés d'un mois à l'autre, ce qui donne une idée globale des dépenses. Un Journal de ce genre peut faire entrevoir une éventuelle mécanisation des comptes.

6. Rapports financiers. En exécution du paragraphe I, chapitre VIII, du Règlement financier, le Secrétariat général a présenté au Conseil des vérificateurs aux comptes des relevés des recettes et des dépenses pour la période allant du 1er juin 1966 au 31 mai 1967 ainsi qu'un bilan au 31 mai 1967, que le Conseil a vérifiés et certifiés, sous réserves des observations contenues dans le présent rapport. Des copies de ces relevés figurent dans les annexes I, II et III. Un premier bilan originairement a été soumis au Conseil qui ne l'a pas accepté parce qu'il ne mentionnait pas certains éléments d'actifs comme les prêts à court terme, les effets à recevoir et les stocks de l'Organisation. Le Conseil a par la suite accepté une version révisée de ce bilan, dans lequel ne figure pas l'actif des bureaux régionaux.

R E C E T T E S

7. Pour l'exercice financier expirant le 31 mai 1967, l'Organisation a fonctionné grâce aux recettes accumulées provenant des cotisations fixées dans le premier budget régulier pour la période allant du 1er Mars 1965 au 31 Mai 1966. Au cours de l'exercice sous examen des cotisations dues non versées d'un total de \$EU 1.102.864,94 ont été reçues des Etats membres qui devaient encore des arriérés de l'année précédente.

Ces cotisations se répartissent comme suit :

| | | | | |
|--------------------|-------|------------|---|--------------------|
| Fonds général | \$ EU | 909.299,85 | } | |
| Fonds de roulement | \$ EU | 193.565,09 | } | \$ EU 1.102.864,94 |

8. Au 31 Mai 1967, l'état des cotisations dues, non versées et les versements excédentaires effectués par les Etats membres se présente comme suit :

| | | |
|---|-------|------------|
| Arriérés dus par 13 Etats membres | \$ EU | 222.402,54 |
| Versements excédentaires par 16 Etats membres " | | 188.843,23 |

Les détails des contributions dues non versées figurent à l'Annexe IV du présent rapport.

9. En ce qui concerne le recouvrement des cotisations dues, le Conseil pense qu'il est regrettable que sa recommandation d'appliquer des sanctions contre les Etats membres en défaut n'ait pas été retenue. Cela est d'autant plus vrai que certains Etats membres ont perdu de vue les résolutions CM/Res.61 (IV) et ECM/Res.8 (V) du Conseil des Ministres, invitant les Etats membres à verser intégralement leurs cotisations à une date déterminée.

10. Recettes des Bureaux régionaux. A la date de la vérification, qui a eu lieu six mois environ après la clôture de l'exercice financier, le Secrétariat général n'avait pas encore été informé des autres recettes perçues par les bureaux régionaux, pour qu'il puisse les inclure dans les comptes généraux. Cette manière de procéder a pour conséquence de fausser les comptes finaux de l'organisation et il convient donc d'y mettre un ter

11. Reçus - Il a été observé que bien que le Secrétaire général administratif ait rappelé à son personnel la nécessité d'émettre des reçus officiels pour toutes les recettes perçues, ces instructions n'ont pas toujours été suivies par le personnel comptable. Il a été constaté à cet égard, qu'aucun reçu n'a été délivré à l'occasion des contributions reçues des Etats membres suivants :

| | | |
|---------------|-------|------------|
| Gabon | \$ EU | 52.224,31 |
| Côte d'Ivoire | | 7,58 |
| Sénégal | | 111,750,-- |
| Sierra Leone | | 44.288,-- |
| Togo | | 520,-- |

Il convient donc d'insister une fois de plus sur la nécessité de se conformer au paragraphe 2 de la Section VI du Règlement financier.

12. Remboursement des trop perçus - La procédure adoptée par le service financier dans les passations comptables relatives au remboursement des trop perçus n'a pas été jugée satisfaisante. Il est recommandé qu'à l'avenir tous les trop perçus remboursés soient constatés par des reçus officiels et passés au crédit des comptes qui avaient été originellement débités, lorsque le remboursement se fait au cours du même exercice financier. Mais lorsque le remboursement a lieu au cours d'un exercice subséquent, les montants doivent être passés au crédit du compte "Recettes diverses".

13. Intérêts produits par les dépôts. Aux termes du paragraphe I du chapitre VI du Règlement financier, les intérêts produits par les fonds déposés sont comptabilisés comme recettes diverses. Or, comme les dates du versement des intérêts par la banque ne correspondent pas à celle de l'expiration de l'exercice financier de l'Organisation, un problème comptable se pose. En fait, la banque verse les intérêts semestriellement, le 15 décembre et le 15 juin de chaque année, alors que l'exercice financier de l'Organisation

se clôture le 31 mai. Ce problème peut être résolu par voie de négociation avec la banque afin que celle-ci verse tous les intérêts dus à l'Organisation le 31 mai de chaque année. Au cas où cela ne s'avèrerait pas possible, deux alternatives peuvent se présenter, à savoir :

- 1) ou bien comptabiliser les intérêts versés par la banque, c'est-à-dire au 15 décembre,
- 2) ou bien se faire délivrer par la banque un relevé des intérêts courrus au 31 mai. Dans ce cas, les intérêts à passer en compte seront comme suit :
 - (1) intérêts au 15 décembre, plus
 - (2) intérêts dus au 31 mai.

Dans cette seconde alternative, il faudra procéder à l'ajustement de la situation des intérêts au cours de l'exercice financier suivant. Le Conseil préconise la première alternative.

D E P E N S E S

14. Le budget - Le budget total des dépenses de l'Organisation de l'Unité Africaine pour la période du 1er juin 1966 au 31 mai 1967 figure dans le document CM/106/Rev.I et se monte à \$ EU 1.707.923,00 - Ce chiffre a été amendé ultérieurement dans le document CM/106/Rev.2 et porté à \$ EU 1.891.536,00 par l'addition d'un crédit de \$ EU 137.717,00 affecté au Secrétariat du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique, ainsi que d'un crédit supplémentaire général de \$ EU 45.896,00. Le Conseil n'a pu trouver dans les résolutions du Conseil des Ministres qui ont été publiées, aucune indication que ce budget total de \$ EU 1.891.536,00 ait été approuvé. De l'examen des comptes finaux de l'Organisation, il est résulté cependant que plusieurs crédits figurant au budget de l'exercice financier 1966/1967 ont fait l'objet de dépassements substantiels. Dans plusieurs cas, le Conseil a relevé avec inquiétude que des dépenses considérables ont été faites, bien qu'aucun crédit ne soit prévu à cet effet au budget. Un tableau des dépenses non autorisées et des dépassements est joint au présent rapport en annexe V.

15. Des éléments disponibles, le Conseil ne peut s'empêcher d'arriver à la conclusion que les dépenses non autorisées et les dépassements de crédit indiquent l'existence d'un relâchement sérieux dans les techniques budgétaires de l'Organisation ainsi qu'une tendance de la part de celle-ci à ignorer les limites des dépenses établies par le budget. Le Conseil juge nécessaire d'insister une fois de plus, sur l'importance de maintenir les dépenses dans le cadre du budget approuvé. Il est toutefois rassurant de constater que le Secrétariat a introduit récemment l'usage d'un relevé mensuel de la "situation des crédits" qui lui permettra de surveiller la marche des dépenses.

16. Codification des comptes budgétaires

Au cours de l'exercice sous examen, le Secrétariat a adopté un procédé inusité en changeant la codification de ses postes des dépenses deux mois avant la fin de l'exercice financier. Cette modification a non seulement rendu la vérification difficile, mais elle a occasionné des erreurs d'imputation qui ont dû être corrigées par la suite. Pour éviter toute confusion, le directeur des services financiers a été conseillé de s'en tenir à la codification en vigueur au début de l'exercice financier.

17. Ajustements des dépenses

Le Conseil a relevé que les bordereaux ordinaires de paiement sont utilisés par le Secrétariat quand il s'agit d'effectuer des régularisations comptables. L'emploi des bordereaux de paiement à cette fin a eu pour résultat de faire confondre les ajustements avec les dépenses normales et il n'est pourtant pas étonnant qu'un certain nombre d'ajustements n'aient pas été reportés dans les comptes du Grand-livre, jusqu'à ce que le Conseil des vérificateurs aux comptes ait attiré l'attention sur ce fait. Le Conseil recommande que le Secrétariat prépare et utilise des bordereaux d'ajustement appropriés en leur donnant des numéros d'ordre par séries distinctes.

18. Evaluation générale des dépenses

Dans plusieurs secteurs des dépenses, le Conseil a découvert au cours de sa vérification, des signes indiquant un manque de contrôle de la part du

Secrétariat sur la dépense des fonds mis à sa disposition, particulièrement en ce qui concerne les indemnités journalières, les voyages en mission officielle les salaires, les fournitures et les télécommunications. Pour ce qui est des allocations et autres conditions du service applicables au personnel de l'Organisation, le Secrétariat semble avoir adopté les mêmes normes que les Nations Unies dans une mesure que ne peuvent guère justifier les circonstances et les ressources respectives des deux organisations. A la lumière de ces observations, le Conseil recommande une révision minutieuse de l'administration financière de l'Organisation dans le but d'éliminer toute source de gaspillage

19. Vérification des bordereaux de paiement

Les paragraphes qui suivent renferment quelques observations résultant de la vérification des bordereaux individuels de paiement qui illustrent les points soulevés au paragraphe 18 ci-dessus.

20. Indemnités journalières "per diem"

Au cours de l'exercice sous examen, les documents comptables montrent que le Secrétariat a continué à payer les indemnités journalières à des taux uniformes, sans tenir compte du coût de la vie dans les pays où se rendent les membres du personnel et des facilités mises à leur disposition par le pays hôte. A cet égard, le Conseil insiste sur les observations contenues dans le paragraphe 15 de son précédent rapport. En outre, le Conseil pense que les indemnités journalières devraient couvrir les frais de subsistance aussi bien que les faux frais au départ et à l'arrivée, comme les pourboires payés par les voyageurs. Dans un cas, (bordereau de paiement N° 36 du 12 avril 1967), il a été observé que des faux frais ont fait l'objet d'un remboursement distinct à un membre du personnel de l'Organisation.

21. Indemnités d'installation et de logement

Dans quelques cas, il a été constaté que le Secrétariat a payé à son personnel des indemnités d'installation et de logement en même temps. Or, le but pour lequel les deux genres d'indemnités sont accordés étant le même, soit aider à loger les membres du personnel, le Conseil estime qu'on ne doit payer

au membre du personnel qui y a droit, que l'une ou l'autre des deux indemnités seulement. Une solution idéale serait de payer l'indemnité d'installation pendant une période déterminée, après laquelle le membre du personnel recevra une indemnité de logement.

22. Voyage en dehors du siège

Il résulte des pièces comptables que les déplacements du personnel de l'Organisation en mission en dehors d'Addis-Abéba ont lieu d'une manière assez libérale et sont également coûteux. Au cours de la période de douze mois qui a pris fin le 31 mai 1967, le Secrétariat n'a pas dépensé moins de \$ EU 42.555,52 en billets de voyage et indemnités journalières pour son personnel voyageant en missions officielles. La dépense totale de \$ EU 42.555,52 représente un excédent de \$ EU 27.555,52 au-delà du crédit original de \$ EU 15.000,00 affecté à cette fin. A partir de ces éléments, le Conseil a eu l'impression que le contrôle sur ce chapitre des dépenses était virtuellement inexistant, ce qui a permis à certains membres du personnel de se rendre à l'extérieur sous des prétextes futiles. A cet égard, l'opinion du Conseil est renforcée, entre autres, par le cas de M. Pognon. En effet, le Conseil a constaté qu'une somme de \$ EU 1.300,10 a été payée à celui-ci par un bordereau de paiement N° 4/8/66, représentant son per diem pour 55 jours de voyage en dehors du siège. Selon l'itinéraire approuvé, M. Pognon devait assister à la Conférence de l'OIT à Genève du 1er au 23 juin 1966, puis à la Conférence régionale de la CEA à Tanger du 20 au 27 juin 1966, et enfin à la fête nationale de la République Algérienne du 4 au 6 juillet 1966. Il a été constaté qu'outre les jours officiels d'absence autorisés, M. Pognon a passé 16 jours à Genève du 7 au 22 juillet 1966, en une visite qui était de toute évidence strictement privée, et a reçu une indemnité journalière à raison de \$ EU 30 par jour. Le Conseil a relevé en outre qu'à l'origine, M. Pognon était autorisé à voyager selon l'itinéraire Addis-Genève-Tanger-Addis, mais a reçu ultérieurement des instructions à l'effet de se rendre en Algérie. Le voyage de retour devait donc se faire d'Alger à Addis, via le Caire, et ce, en conformité du Chapitre VI, paragraphe 3 des Règlements et Statuts du personnel, aux termes duquel les voyages en missions officielles doivent se faire selon l'itinéraire le plus court et le plus approprié.

Au contraire, M. Pognon est rentré à Addis via Paris - Genève - Athènes, occasionnant ainsi à l'Organisation des dépenses supplémentaires. Selon toute apparence, M. Pognon n'a été ni interrogé sur sa manière d'agir, ni invité à rembourser les 16 jours de "per diem" qu'il a passés à Genève, du 7 au 22 juillet 1966.

23. Dépenses relatives aux communications

Un autre secteur des dépenses où des économies s'imposent, est celui des communications. Les dépenses concernant l'affranchissement postal, les télégrammes et les téléphones sont toujours élevées sans aucune amélioration sensible dans le système du contrôle exercé sur l'usage de ces services. Le Conseil a constaté avec satisfaction qu'une circulaire datée du 17 octobre 1967 a été émise par le Secrétaire général administratif en ce qui concerne les communications téléphoniques privées. Mais la situation en ce qui concerne l'affranchissement postal est loin d'être satisfaisante. Le contrôle exercé sur l'usage des timbres postaux se fait au moyen d'états mensuels contenant des indications relatives aux lettres expédiées. Le Conseil estime que de tels états ne représentent pas une garantie appropriée contre les abus et l'usage déplacé des quantités énormes de timbres achetées. Ce qu'il faut, c'est un registre de timbres postaux tenu par un fonctionnaire responsable.

24. Avances

Les avances consenties aux membres du personnel sur leurs salaires pour l'achat de voiture, aux termes du règlement promulgué par le Secrétaire général administratif, se sont élevées au cours de l'exercice sous examen à un total de \$ EU 30.152,47 et \$ EU 39.546,35 respectivement. En ce qui concerne les avances pour achat de voiture, le Conseil a relevé qu'alors que le Secrétariat a veillé à l'application des dispositions de ce règlement se rapportant au droit des fonctionnaires aux avances, il ne s'est pas soucié d'assurer la stricte observation de celles qui sauvegardent les intérêts de l'Organisation par rapport aux avances consenties. Ainsi, quatre membres du personnel qui ont acheté des voitures usagées sans les faire évaluer par un expert, comme le prévoit le paragraphe xiii du règlement relatif à ces avances, ont reçu cependant le montant maximum de l'avance autorisée. Même dans le cas de M. Gédéon, où la voiture usagée a été estimée par un expert à \$ Eth. 4.500, ce

fonctionnaire a obtenu une avance maximum de \$ Eth. 6.000, payée par bordereau N° 37/9/66. De même, bien que le règlement impose aux fonctionnaires qui reçoivent des avances pour achat de voiture de passer des actes donnant les voitures en garantie au Secrétariat, le Conseil a observé que les fonctionnaires suivants ont obtenu des avances sans passer de tels actes :

| <u>Nom</u> | <u>Avance</u> | <u>Date</u> |
|-----------------------|-----------------|-------------|
| M. H. Jobet | \$ EU. 2 400,00 | 22/6/66 |
| M. C. Segbenou | 2 400,00 | 21/6/66 |
| Dr. D. H. Ali | 2 400,00 | 22/6/66 |
| Mlle A. A. Abdel Aziz | 2 400,00 | 22/6/66 |
| M. K.M. Khogali | 1 200,00 | 22/6/66 |
| Mme Sunnigh Legesse | 1 200,00 | 5/7/66 |
| M. Tezera W. Michael | 1 200,00 | 6/7/66 |
| M. E.D. Basita | 1 000,00 | 17/8/66 |
| M. M. Sentekpeati | 2 400,00 | 26/8/66 |
| M. Gedeon Dimetros | 2 400,00 | 20/9/66 |
| M. F. Warsama | 1 713,15 | 13/1/67 |
| M. K.M. Katondo | 2 333,20 | 13/3/67 |

Pour ce qui est des intérêts calculés sur les avances pour l'achat de voitures, le Conseil estime que le taux de 3 pour cent fixé par le Secrétaire général administratif est plutôt bas, étant donné que les banques commerciales perçoivent un intérêt de 9 pour cent sur les prêts qu'elles consentent à leurs clients. En prenant tous les éléments en considération, le Conseil pense qu'un taux de 6 pour cent serait équitable en pareils circonstances et recommande par conséquent de porter à six pour cent le taux des intérêts calculés sur les prêts accordés au personnel de l'Organisation pour l'achat de voitures.

26. Imputations erronées des "Avances"

Vers la fin de l'exercice financier sous examen, c'est-à-dire en mai 1967, les avances suivantes ont été payées aux personnes ci-après dénommées :

| | | | | |
|----|---------|-------|----------|---|
| BP | 32/5/67 | \$ EU | 427,10 | Avance sur le traitement du mois de juin de M. Michel Théa |
| BP | 40/5/67 | \$ EU | 56,00 | Avance sur le traitement du mois de juin de M. Beleta Gedamu |
| " | 63/5/67 | " " | 2 333,33 | Avance sur le traitement du mois de juin de M. Diallo Telli |
| " | 70/5/67 | " " | 664,00 | Avance sur les traitements des mois de juin et juillet de M. Asare Pobi |
| " | 71/5/67 | " " | 1 036,59 | Avance sur les traitements des mois de juin et juillet de M. Sentekpeati Michel |
| " | 72/5/67 | " " | 464,80 | Avance sur les traitements des mois de juin et juillet de M. P. Bukassa |

Les susdites avances sur salaire qui auraient dû être imputées au compte approprié des avances N° AR/1, ont été passées au compte Traitements fixes (compte N° 100) au mois de mai 1967. Cette imputation erronée a eu pour effet d'accroître indument les dépenses faites sur le crédit des traitements fixes de l'exercice 1966-67, par des paiements qui devaient se faire aux mois de juin et juillet de l'exercice suivant. Le Conseil des vérificateurs aux comptes a conseillé au Directeur du service financier de procéder à l'ajustement nécessaire.

27. Paiement fait à M. Iassu Amde Michael

Par bordereau de paiement N° 20/6/66, une somme de \$ Eth. 1 000 a été payée à M. Amde Michael pour des services rendus à l'Organisation de l'Unité Africaine au cours de la période allant d'août 1965 à mai 1966. Or, le Conseil des Vérificateurs aux Comptes a appris qu'au cours de la dite période, M. Amde Michael, qui était au service de la C.E.A., a encaissé son salaire normal de cette dernière organisation alors qu'il était détaché auprès de l'OUA. Il va de soi par conséquent, que M. Amde Michael a reçu une double rémunération pour cette période. Le Conseil pense que si aucune explication satisfaisante n'est fournie, le montant payé par l'OUA doit être remboursé.

28. Achats - Généralités

Le Conseil a observé avec regret que le Secrétariat n'a pas organisé des adjudications en ce qui concerne les achats d'une certaine importance. Les comptes montrent que des achats dépassant \$ Eth. 3.750 ou \$ E.U. 1.500 ont été régulièrement faits auprès de la Ethio-International (Private) Company Ltd sans avoir recours au préalable à la procédure d'adjudication. Au cours d'une période d'un seul mois, le mois de mars 1967, des achats de fournitures de bureau et de papèterie s'élevant à \$ Eth. 11.248,05 ont été fractionnés en neuf opérations. Même si ces achats ont été, selon toute vraisemblance, ainsi répartis pour éviter la procédure d'adjudication, la valeur de deux des commandes exigeait le recours à cette procédure. Les bordereaux de paiement relatifs à ces opérations sont :

| | | | |
|-------------|------------------|-------------|------------------|
| BP 84/3/67 | \$ Eth. 355,50 | BP 87/3/67 | \$ Eth. 5 375,00 |
| BP 99/3/67 | \$ Eth. 3 875,00 | BP 95/3/67 | \$ Eth. 37,60 |
| BP 116/3/67 | \$ Eth. 312,50 | BP 117/3/67 | \$ Eth. 277,00 |
| BP 120/3/67 | \$ Eth. 245,25 | BP 130/3/67 | \$ Eth. 41,20 |
| BP 140/3/67 | \$ Eth. 729,00 | | |

29. Achats pour la résidence du Secrétaire général administratif

Il s'avère nécessaire de définir en termes précis quels sont les privilèges et droits du Secrétaire général administratif en ce qui concerne l'ameublement de sa résidence. A cet égard, le paragraphe 1 du Chapitre II

du règlement du personnel dispose simplement que le Secrétaire général administratif a droit à une résidence officielle meublée. Il n'était pas clair au Conseil des vérificateurs aux comptes si, oui ou non, cette disposition doit être interprétée comme comprenant la fourniture d'articles en porcelaine, poterie, argenterie et verrerie.

30. Frais de banque

Le Conseil estime qu'il est de son devoir d'attirer l'attention sur les commissions élevées perçues par la banque sur les opérations bancaires accomplies par l'Organisation. Au cours de l'exercice financier qui a pris fin le 31 mai 1967, les commissions et autres charges perçues par la banque se sont élevées à \$ EU 5 032,92, accusant une augmentation de \$ EU 1 889,94 par rapport au chiffre de l'année précédente. A titre d'exemples de ces frais perçus dans des cas particuliers et qui ont paru exorbitants, on peut citer la conversion de \$ EU 100 000,00 en monnaie locale, et pour laquelle la banque a débité l'OUA d'une somme de \$ Eth. 1 875,00 et le transfert de \$ EU 112 000,00 à la Commission scientifique, technique et de la recherche, qui a coûté à l'Organisation \$ Eth. 2 117,00.

31. Paiement des traitements en devises étrangères

Il a été relevé que les traitements d'un certain nombre de ressortissants africains qui travaillent auprès du Secrétariat sont versés partie en dollars éthiopiens et partie en dollars des Etats-Unis. Dans un ou deux cas, cependant, il a été remarqué que les traitements ont été intégralement payés en dollars des Etats-Unis. Sans critiquer la possibilité offerte aux fonctionnaires non éthiopiens de transférer une partie de leurs traitements dans leurs pays respectifs, le Conseil pense qu'il faut fixer la quotité transférable du traitement. Il est proposé qu'un pourcentage soit établi à cet effet, pour que la règle soit applicable uniformément.

32. Contrats

Il est nécessaire d'insister une fois de plus sur l'obligation pour le Secrétariat de s'en tenir à une procédure agréée en ce qui concerne les contrats et les adjudications. Dans le cas du contrat relatif à l'asphaltage

de la cour de l'Organisation de l'Unité Africaine, il apparait que le contrat a été négocié de gré à gré avec l'Ethio-International Company, sans adjudication. En outre, le paiement définitif fait en vertu du contrat n'a pas été basé sur l'attestation d'un ingénieur qualifié certifiant que les travaux ont été exécutés d'une manière satisfaisante. On n'a pas également retenu une partie du montant dû à l'entrepreneur comme garantie de la qualité du travail accompli.

POSTES DU BILAN

33. Fonds de roulement

Le solde de \$ EU 399 128,95 figurant au bilan renferme des intérêts dus s'élevant à \$ EU 8 331,34, qu'il fallait passer au crédit du compte "Recettes diverses", en application du paragraphe 1, section VI, du Règlement financier. La situation véritable de ce fonds au 31 mai 1967 devait être comme suit :

| | | | |
|---|------------------|---------------------------------------|-----------|
| Avance : affaire du Sud-ouest africain | \$ EU 70 010,04 | Contributions totales fixées | \$ EU 500 |
| Contributions dues non versées | 48 642,35 | Paiement excédentaire par le Kenya | 9 |
| Solde au 31 mai 1967 | 390 797,61 | | |
| | <hr/> | | <hr/> |
| | \$ EU 509 450,00 | | \$ EU 509 |
| | ===== | | ===== |

La régularisation nécessaire doit être effectuée.

34. Fonds Spécial

Ce fonds qui a été créé pour la période transitoire, montrait à fin mai 1967, un solde de \$ EU 378,82. Aucune opération ne l'a affecté au cours de l'exercice 1966-1967. Il semble que le but pour lequel le fonds a été créé n'existe plus. Dans ces conditions, le Conseil recommande le virement du solde au Fonds général afin de solder ce compte.

COMPTES RELATIFS AUX STOCKS

35. Documents relatifs aux stocks

Une vérification par sondage des documents relatifs aux stocks a montré que le compte des entrées et des sorties d'articles est toujours tenu d'une manière satisfaisante. D'une manière générale, le Conseil pense que quelques perfectionnements sont possibles en ce qui concerne les périodes où les achats devraient se faire, et qu'on n'a tiré que peu ou point d'avantage des commandes groupées.

36. Carnets de bord des véhicules

En l'absence de carnets de bord appropriés indiquant les déplacements des véhicules automobiles de l'OUA, ainsi que la consommation de carburant, le Conseil n'a aucun doute que le contrôle exercé sur l'usage des voitures officielles est inefficace. Le Conseil recommande l'emploi immédiat de ces carnets sur lesquels seront enregistrées les quantités de carburant fournies à chaque véhicule, la distance parcourue d'un endroit à l'autre et la consommation moyenne d'essence, soit le nombre de milles parcourus par litre d'essence.

QUESTIONS GENERALES

37. Bureaux régionaux

Dans l'ensemble, les comptes tenus par les bureaux régionaux au cours de l'exercice financier qui a pris fin le 31 mai 1967 n'ont pas été satisfaisants du tout, ainsi que le démontre le rapport du contrôleur financier sur ces comptes. Non seulement ces bureaux n'ont pas suivi les principes comptables généralement admis, mais on note aussi des signes de relâchement de la discipline financière dans ces bureaux.

38. Dans le but d'harmoniser les systèmes comptables et de rendre plus stricts les contrôles financiers exercés dans les bureaux régionaux, le Conseil présente les recommandations suivantes :

- a) Les règlements promulgués par le Secrétariat général doivent s'appliquer à tous les bureaux de l'Organisation sans exception ;
- b) Les fonctionnaires chargés de l'administration des bureaux régionaux devraient informer le Secrétaire général administratif pour son appréciation de tous les usages locaux d'ordre financier, dont l'ignorance par l'Organisation pourrait lui porter préjudice dans les pays où ils sont en vigueur ;
- c) Tous les comptes de l'Organisation, y compris ceux des bureaux régionaux, devraient être tenus sur des documents identiques et selon des méthodes comptables uniformes ;
- d) Le système et les documents comptables devraient être conçus et confectionnés par les soins du Secrétariat général, qui les fera parvenir aux bureaux régionaux ;
- e) Les virements de fonds destinés aux frais courants des bureaux régionaux devraient être subordonnés à l'envoi régulier, au Secrétariat général, de leurs comptes antérieurs ;
- f) Les pièces justificatives accompagnant les comptes mensuels préparés par les bureaux régionaux doivent comprendre les chèques annulés ainsi que les billets de voyage aériens dont le prix est payable sur les fonds de l'OUA ;
- g) Des copies de toutes les lettres de recrutement devraient être envoyées au Secrétariat général qui devrait être tenu également informé de toute modification intervenant dans la situation du personnel des bureaux régionaux ;
- h) Les fonctionnaires chargés de la tenue des comptes dans les bureaux régionaux devraient être compétents en matière de comptabilité ;
- i) De son côté, le Secrétariat général devrait veiller à ce que les comptes présentés par les bureaux régionaux soient vérifiés et incorporés dans les comptes généraux du Secrétariat.

39. Comme il a été précisé au paragraphe 4 ci-dessus, les principales observations du Conseil sur les comptes vérifiés des bureaux régionaux, figurent dans les annexes du présent rapport.

40. Contrôleur financier interne

Le Conseil apprécie avec satisfaction le bon travail accompli par le contrôleur financier de l'OUA qui a pu, au cours de l'exercice sous examen, trouver le temps nécessaire pour visiter tous les bureaux régionaux en vue d'en vérifier les comptes. Le Conseil a cependant relevé avec une grande inquiétude que peu d'attention a été accordée aux rapports que le contrôleur financier interne a établis après examen des comptes tant au siège de l'OUA qu'au niveau régional. Il convient de souligner que rien n'est plus pénible à un contrôleur financier que le sentiment que l'Administration n'accorde pas à ses rapports la considération qu'ils méritent. La situation est d'autant plus grave que dans une réponse à son rapport, des insinuations sont faites sur son jugement et son sens de la responsabilité. Le Conseil a eu connaissance de cette réponse venant du Secrétaire exécutif de la Commission scientifique, technique et de la recherche, et qui, de l'avis du Conseil, doit être énergiquement désapprouvée. Le Conseil estime également qu'il y a lieu de faire une distinction nette entre les fonctions du Directeur des services financiers, qui est le responsable de la comptabilité, et celles du service du contrôle financier.

41. Bureau général de la comptabilité

Le Conseil a examiné la disposition du bureau de la comptabilité et a décidé de faire les recommandations suivantes :

- i) Il échet de nommer un Directeur titulaire du service financier ;
- ii) Les tâches et les responsabilités de chaque membre du personnel du bureau de la comptabilité devraient être clairement définies ;
- iii) Le personnel du Bureau de la comptabilité est insuffisant pour les responsabilités dévolues à ce bureau et son nombre doit être accru.

42. Conseil des vérificateurs aux comptes

Pour pouvoir s'acquitter de ses fonctions d'une manière efficace, le Conseil estime que tous ses membres devraient arriver à Addis-Abéba avec toute la célérité souhaitable, aussitôt qu'ils y sont invités, et y demeurer pendant toute la durée des travaux du Conseil.

43. Dans le cadre de ses attributions, le Conseil désigne, par les présentes, le représentant de l'Ethiopie comme son porte-parole, afin d'assurer la liaison avec le Secrétariat pour toutes les questions d'ordre pratique se rapportant au travail du Conseil.

44. Le Conseil des vérificateurs aux comptes a pris acte des dispositions en vue de permettre la vérification des comptes de l'Organisation à partir du deuxième lundi du mois de novembre de chaque année. Le Conseil formule l'espoir que les comptes de l'Organisation seront préparés à cet effet dans leur forme définitive, compte tenu des dispositions du chapitre VIII, paragraphe 1, du règlement financier.

45. Remerciements

Le Conseil voudrait exprimer sa profonde appréciation au Secrétaire général administratif et son personnel pour la coopération et l'assistance qu'ils lui ont accordées dans l'accomplissement de sa mission au Secrétariat général.

Conseil des vérificateurs aux comptes

1. Algérie
2. Cameroun
3. Ethiopie
4. Ghana

Amr Abdou
Enguend
Hailu Kinfu

ANNABI

Enguend

HAILU KINFU

V. A. Nkansah

V. A. Nkansah

Liste des annexes

- Annexe I - Bilan
- Annexe II - Relevé des cotisations
- Annexe III - Relevé des dépenses
- Annexe IV - Relevé des contributions dues
- Annexe V - Relevé des dépenses non autorisées et des dépassements
- Annexe VI - Observations du Conseil sur les comptes du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique
- Annexe VII - Observations du Conseil sur les comptes de la Commission scientifique, technique et de la recherche
- Annexe VIII - Observations du Conseil sur les comptes du Groupe africain aux Nations Unies
- Annexe IX - Observations du Conseil sur les comptes de l'affaire du Sud-ouest africain.

ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

SECRETARIAT GENERAL

B I L A N

au 31 mai 1967

(tous les chiffres sont indiqués en dollars des E.U.)

CM/178

ANNEXE I

page I

P A S S I F

Passif exigible

comptes à payer

obligations arriérées US \$ 43.470,46

Valeur nette :

Bilan au 31 mai 1967 US \$ 2.128.555,57

Total du passif et du capital
US \$ 2.171.026,03

A C T I F

Actif réalisable

Espèces en banque

Bilan du fonds général US \$ 1.499.850,17

Bilan du fonds de r a lement US \$ 399.128,95

Bilan des comptes spéciaux
(période intérimaire) US \$ 378,82

Espèces disponibles

Bilan du compte "avances de caisse" US \$ 70,91

Comptes à recevoir

cotisations arriérées
(premier budget régulier) US \$ 222.402,54

Avances recouvrables US \$ 34.003,78

Inventaire des réserves

Papeterie et fourniture de bureau US \$ 14.665,96

Réserves disponibles US \$ 1.524,90

Total de l'actif réalisable US \$ 2.172.026,03

Le Chef par intérim du service financier, -

NOTE :

1. Le fonds de roulement est trop riche de 253.520,94 dollars E.U. qui représentent des dépenses qui auraient normalement dû être débitées au fonds de roulement, conformément à la décision du Conseil des ministres, mais qui ont été débitées au fonds **général** afin que le fonds de roulement puisse continuer de produire des intérêts.
2. 13.238,59 dollars E.U., représentant la contribution du Tchad à la défense de l'affaire du Sud-Ouest Africain à la Haye, ont été inclus dans le bilan du fonds général.
3. Le bilan ne comprend pas les capitaux fixes, dont la situation au 31 mai 1967 s'établit comme suit :

| | <u>Valeur originale :</u> | <u>Dépréciation</u> | <u>Valeur actuelle :</u> |
|---|------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|
| a). Equipement et fournitures de bureau | US \$ 94.471,51 | US \$ 16.345,26 | US \$ 78.126,28 |
| b). Matériel de transport | 27.524,30 | 10.096,22 | 17.428,08 |
| Mobilier de la résidence du Secrétaire général administratif | 8.630,70 | 1.294,61 | 7.336,09 |
| | <hr/> US \$ 130.626,51 <hr/> <hr/> | <hr/> US \$ 27.736,09 <hr/> <hr/> | <hr/> US \$ 102.890,45 <hr/> <hr/> |

RECETTES DES COTISATIONS VERSEES
AU BUDGET ORDINAIRE DE L'O.U.A. DU 1er JUIN 1966 AU 31 MAI 1967

| Pays membres | Fonds général 1966/67 | Fonds de roulement | TOTAL |
|---|--------------------------|--------------------|---------------------|
| 1. Algérie | - | - | - |
| 2. Burundi | 40.849,48 | 9.450,00 | 50.299,48 |
| 3. Cameroun | (1.237,74) | - | (1.237,74) |
| 4. Rép. Centrafricaine | 83.519,02 | 9.450,00 | 92.969,02 |
| 5. Tchad | 47.592,41 | 9.450,00 | 57.042,41 |
| 6. Congo (Brazza) | - | - | - |
| 7. Congo (Kinshasa) | - | 15.737,44 | 15.737,44 |
| 8. Dahomey | - | - | - |
| 9. Ethiopie | - | - | - |
| 10. Gabon (aucun reçu) | 42.774,31 | 9.450,00 | 52.224,31 |
| 11. Gambie | 3.907,22 | 442,40 | 4.349,62 |
| 12. Ghana | - | - | - |
| 13. Guinée | - | - | - |
| 14. Côte d'Ivoire (aucun reçu) | 7,58 | - | 7,58 |
| 15. Kenya | 83.577,20 | 9.450,00 | 93.027,20 |
| 16. Liberia | - | - | - |
| 17. Libye | - | - | - |
| 18. Madagascar | - | - | - |
| 19. Malawi | - | - | - |
| 20. Mali | - | - | - |
| 21. Mauritanie | 30.680,26 | 1.450,00 | 40.130,26 |
| 22. Maroc | - | - | - |
| 23. Niger | - | - | - |
| 24. Nigeria | - | - | - |
| 25. Rwanda | 63.575,48 | 9.450,00 | 73.025,48 |
| 26. Sénégal (aucun reçu) | 99.490,04 | 11.750,00 | 111.240,04 |
| 27. Sierra Leone (aucun reçu) | 44.288,11 | - | 44.288,11 |
| 28. Somalie | 55.575,48 | 6.429,25 | 62.004,73 |
| 29. Soudan | 23.183,59 | 16.500,00 | 39.683,59 |
| 30. Tanzanie | - | - | - |
| 31. Togo (aucun reçu pour \$ EU 520,000) | 34.610,86 | 9.450,00 | 44.060,86 |
| 32. Tunisie | 30.000,00 | - | 30.000,00 |
| 33. Ouganda | 32.307,52 | 9.450,00 | 41.757,52 |
| 34. République Arabe Unie | 120.467,40 | 48.206,00 | 168.673,40 |
| 35. Haute Volta | 74.131,63 | 9.450,00 | 83.581,63 |
| 36. Zambie | - | - | - |
| | <u>909.299,85</u> | <u>193.565,09</u> | <u>1.102.864,94</u> |

RELEVÉ DES DÉPENSES RÉELLES ENCOURUES DURANT LA PÉRIODEALLANT DU 1^{er} JUIN 1966 AU 31 MAI 1967

| Codificat du compte | DENOMINATIONS | Crédits en \$ E.U. | Obligations dues | Total général en \$ E.U. | Solde disponible ou dû |
|------------------------|--|-----------------------|---------------------|-----------------------------|---------------------------|
| | <u>SECTION I - TRAITEMENTS ET SALAIRES</u> | | | | |
| 100 | Postes approuvés | 619.333,00 | - | 383,433,68 | 235.899,32 |
| 101 | Consultants et groupes d'experts | - | - | - | - |
| 102 | Assistance temporaire | - | 6,80 | 48.189,21 | (48.196,01) |
| 103 | Heures supplémentaires et indté pour travail nocturne | - | - | 80,00 | (80,00) |
| | TOTAL SECTION I | 619.333,00 | 6,80 | 431.702,89 | 187,623,31 |
| | <u>SECTION II - DÉPENSES COURANTES</u> <u>APPLICABLES AU PERSONNEL</u> | | | | |
| 200 | Frais de voyage lors du recrutement | 40.000,00 | - | 14.054,80 | 25.945,10 |
| 201 | Frais de voyage pour congé dans les foyers et lors de la cessation des services | 20.000,00 | - | 13.074,99 | 6.925,01 |
| 202 | Frais de voyage en cas de transfert | - | - | - | - |
| 203 | Indemnité d'installation | 25.000,00 | - | 7.917,00 | 17,083,00 |
| 204 | Indemnité pour personnes à charge | 25.000,00 | - | 10.312,03 | 14.681,97 |
| 205 | Indemnité de logement pour le siège | 27.000,00 | - | 25.088,44 | 1.911,56 |
| 206 | Caisse des pensions de l'OUA | - | - | - | - |
| 207 | Système d'assurance de l'OUA | - | - | - | - |
| 208 | Système de prestation médicale de l'OUA | 15.000,00 | - | 4.510,10 | 10.489,90 |
| 209 | Gratification lors de la cessation des sces | 5.000,00 | 1.806,00 | 5.471,04 | (2.277,04) |
| 210 | Loyer de la résidence officielle (Secrétaire général) | 9.600,00 | - | 9.600,00 | - |
| 211 | Indté de logement (4 Secrét. généraux adjts) | 14.400,00 | - | 14.400,00 | - |
| | TOTAL SECTION II | 181.000,00 | 1.806,00 | 104.428,50 | 74.765,50 |

| Coûtitat. du compte | DENOMINATIONS | Crédits en \$ E.U. | Obligations dues | Total général en \$ E.U. | Solde disponible ou dû |
|------------------------|---|-----------------------|---------------------|-----------------------------|---------------------------|
| | <u>SECTION III - VOYAGES DU PERSONNEL EN MISSION OFFICIELLE</u> | | | | |
| 300 | Département de l'Administration | | - | 12.321,26 |) (27.555,52) |
| 301 | Département des affaires politiques | | 455,60 | 12.608,50 | |
| 302 | Département des affaires économiques et sociales | 15.000,00 | - | 11.441,16 | |
| 303 | Département des affaires culturelles et scientifiques | | - | 5.729,00 | |
| | TOTAL SECTION III | 15.000,00 | 455,60 | 42.099,92 | (27.555,52) |
| | <u>SECTION IV - LOYERS ET ENTRETIEN DU MATERIEL ET DES LOCAUX</u> | | | | |
| 400 | Loyers des bureaux | | - | 144,00 | (144,00) |
| 401 | Entretien des véhicules | 15.000,00 | 357,00 | 8.159,54 | 5.900,92 |
| 402 | Entretien de l'équipement | | 176,04 | 763,50 | |
| 403 | Entretien des locaux | 20.000,00 | 68,84 | 1.605,67 | 18.325,19 |
| 404 | Services publics (électricité et eau) | 15.000,00 | 284,00 | 3.374,66 | 11.341,34 |
| 405 | Transformation des locaux | - | 10.000,00 | - | (10.000,00) |
| 406 | Assurances des véhicules de l'équip. etc.. | 5.000,00 | - | 2.192,20 | 2.807,30 |
| | TOTAL SECTION IV | 55.000,00 | 10.885,88 | 16.239,57 | 27.874,55 |
| | <u>SECTION V - COMMUNICATIONS</u> | | | | |
| 500 | Télégrammes | | - | 13.272,31 |) 65.728,61 |
| 501 | Téléphone | | - | 7.391,88 | |
| 502 | Affranchissements postaux | 100.000,00 | - | 13.607,20 | |
| 503 | Valise diplomatique | | - | - | |
| 504 | Frêt | | - | - | |
| | TOTAL DE LA SECTION V | 100.000,00 | - | 34.271,39 | 65.728,61 |

| Coefficient du compte | DENOMINATIONS | Crédits en \$ E.U. | Obligations dues | Total général en \$ E.U. | Solde disponible ou dû |
|-----------------------|---|--------------------|------------------|--------------------------|------------------------|
| | <u>SECTION VI - FOURNITURES ET SERVICES DIVERS</u> | | | | |
| 600 | Papeterie et fournitures de bureau | 25.000,00 | - | 27.093,80 | (2.093,80) |
| 601 | Frais bancaires et timbres fiscaux | - | - | 5.032,92 | (5.032,92) |
| 602 | Dépenses encourues par la vérification aux comptes | - | - | - | - |
| 603 | Frais d'accueil | 5.000,00 | 2.085,44 | 4.950,84 | (2.036,28) |
| 604 | Bien-être du personnel | - | - | - | - |
| 605 | Livres pour la bibliothèque et publications périodiques | - | - | - | - |
| 606 | Abonnement aux journaux et périodiques | - | - | 1.931,06 | (1.931,06) |
| 607 | Fournitures et autres services de bureau | - | - | 3.648,10 | (3.684,10) |
| | TOTAL SECTION VI | 30.000,00 | 2.085,44 | 42.656,72 | (14.742,16) |
| | <u>SECTION VII - IMMOBILISATIONS</u> | | | | |
| 700 | Terrains et bâtiments | - | - | - | - |
| 701 | Amélioration des locaux | - | - | - | - |
| 702 | Mobilier et aménagements | - | 8.764,20 | 7.139,46 | (15.903,66) |
| 703 | Matériel de bureau | - | 2.253,60 | 5.193,34 | (7.446,94) |
| 704 | Équipement pour la reproduction des documents | - | 2.006,00 | - | (2.006,00) |
| 705 | Équipement de télécommunications | - | - | 680,00 | (680,00) |
| 706 | Équipement pour la presse et l'inform. | - | - | 5.558,74 | (5.558,74) |
| 707 | Matériel de transport | - | - | 3.608,40 | (3.608,40) |
| 708 | Équipement pour l'interprétation | - | - | - | - |
| 709 | Autres équipements | - | - | - | - |
| | TOTAL SECTION VII | - | 13.023,20 | 22.179,94 | (35.203,74) |

| Codificat. du compte | DENOMINATIONS | Crédits en \$ E.U. | Obligations dues | Total général en \$ E.U. | Solde disponible ou dû |
|-------------------------|---|-----------------------|---------------------|-----------------------------|---------------------------|
| | <u>SECTION VIII - CONFERENCE ET REUNIONS</u> | | | | |
| 800 | Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvern. | 37.080,00 | .6.257,34 | i 74.559,97 | (43.737,31) |
| 801 | Conseil des Ministres | 33.764,00 | - | ii 41.949,30 | (8.185,30) |
| 802 | Commission économique et sociale | 22.010,00 | iii 3.356,10 | - | 18.653,90 |
| 803 | Commission de l'éducation, de la science, de la culture et de la santé | 22.010,00 | iv 3.356,10 | - | 18.653,90 |
| 804 | Commission de la défense | 14.180,00 | v 2.237,40 | - | 11.942,60 |
| 805 | Commission des réfugiés | - | - | - | - |
| 806 | Commission spéciale pour le différend frontalier algéro-marocain | 20.000,00 | - | 11.598,70 | 8.401,30 |
| | TOTAL SECTION VIII | 149.044,00 | 15.206,94 | 128.107,97 | 5.729,09 |
| | <u>SECTION IX - BUREAUX REGIONAUX</u> | | | | |
| 900 | C.S.T.R. | 544.267,00 | - | 414.952,48 | 129.314,52 |
| 901 | Secrétariat du groupe africain aux N.U. | 60.175,00 | - | 36.000,00 | 24.175,00 |
| 902 | Secrétariat du Comité de Libération pour l'Afrique | 137.717,00 | - | 81.232,75 | 56.484,25 |
| | TOTAL SECTION IX | 742.159,00 | - | 532.185,23 | 209.973,77 |
| | TOTAL GENERAL | 1.891.536,00 | 43.470,46 | 1.353.872,13 | 494.193,86 |

- (i) voir page 13 pour les détails des dépenses
(ii) voir page 14 pour les détails des dépenses

iii)
iv)
v)

voir note explicative sur les obligations à la page 15

Cotisations dues, non versées au 31 mai 1967

| <u>Etats membres</u> | | <u>Contributions dues</u> |
|------------------------------|-------|---------------------------|
| 1. République Centrafricaine | \$ EU | 56,46 |
| 2. Dahomey | | 31 043,45 |
| 3. Gabon | | 10,21 |
| 4. Gambie | | 84 313,46 |
| 5. Libye | | 10,39 |
| 6. Malawi | | 70 625,48 |
| 7. Mali | | 10,39 |
| 8. Sénégal | | 10,21 |
| 9. Somalie | | 20,75 |
| 10. Soudan | | 0,04 |
| 11. Tunisie | | 25 666,60 |
| 12. République arabe Unie | | 10 644,00 |
| 13. Haute Volta | | 0,01 |
| | | <hr/> |
| | TOTAL | \$ EU 222 402,54 |
| | | ===== |

DEPENSES NON AUTORISEES ET DEPASSEMENTS DE CREDITS

| Comptes | Libellés | Crédits (1) | Dépenses (2) | Obligations (3) | Total (2) + (3) | Dépassements |
|-----------------|--|----------------|-----------------|--------------------|--------------------|--------------|
| 102 | Section I - Assistance temporaire | - | 48,189,21 | 6,80 | 48,196,01 | 48,196,01 |
| 103 | Heures supplémentaires et travail nocturne | - | 80,00 | - | - | 80,00 |
| 209 | Section II- Gratifications | 5.000,00 | 5.471,04 | 1.806,00 | 7.277,04 | 2.277,04 |
| 300 à 303 | Section III-Voyages du personnel en mission officielle | 15.000,00 | 42.099,92 | 455,60 | 42.555,52 | 27.555,52 |
| 400 | | - | 144,00 | - | 144,00 | 144,00 |
| 405 | Section IV- Transformation des locaux | - | - | 10.000,00 | 10.000,00 | 10.000,00 |
| 600 | Section VI - Papeterie et fournitures de bureau | 25.000,00 | 27.093,80 | - | 27.093,80 | 2.093,80 |
| 601 | Frais bancaires et timbres fiscaux | - | 5.032,92 | - | 5.032,92 | 5.032,92 |
| 603 | Frais d'accueil | 5.000,00 | 4.950,84 | 2.085,44 | 7.036,28 | 2.036,28 |
| 606 | Abonnement aux journaux | - | 1.931,06 | - | 1.931,06 | 1,931,06 |
| 607 | Fournitures et autres services de bureau | - | 3.648,10 | - | 3.648,10 | 3.648,10 |
| 702 | Section VII- Mobilier et aménagements | - | 7.139,46 | 8.764,20 | 15.903,66 | 15.903,66 |
| 703 | Matériel de bureau | - | 5.193,34 | 2.253,60 | 7.446,94 | 7.446,94 |
| 704 | Equipment pour la reproduction | - | - | 2.006,00 | 2.006,00 | 2.006,00 |
| 705 | Equipment de télécommunication | - | 680,00 | - | 680,00 | 680,00 |
| 706 | Equipment pour la presse et l'information | - | 5.558,74 | - | 5.558,74 | 5.558,74 |
| 707 | Matériel de transport | - | 3.608,40 | - | 3.608,40 | 3.608,40 |
| 800 | Section VIII-Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement | 37.080,00 | 69.210,67 | 6.257,34 | 75.468,01 | 38.388,01 |
| 801 | Conseil des Ministres | 38.764,00 | 41.949,30 | - | 41.949,30 | 8.185,30 |
| TOTAL EXCES | | | | | | 184.627,78 |

Observations du Conseil des vérificateurs aux comptes
sur le rapport du Contrôleur Financier interne
sur les comptes du Comité de coordination pour la libération de l'Afrique

Comme il est déclaré au paragraphe 4 du rapport principal sur les comptes de l'Organisation de l'Unité africaine, le Conseil n'a pas pu procéder à une vérification sur les lieux des comptes du Comité de libération à Dar-es-Salaam. Les observations formulées ci-après sont fondées par conséquent sur le rapport du contrôleur financier interne qui a examiné les comptes du comité pour la période du 1er juin 1966 au 31 mai 1967.

2. Comptes en banque.- Dans son rapport sur les comptes du comité, le Conseil a manifesté des appréhensions en ce qui concerne les cinq comptes en banque ouverts par le comité. Lors de la visite qu'il a faite à Dar-es-Salaam, le contrôleur financier a mentionné dans son rapport que les cinq comptes étaient toujours maintenus. Le Conseil pense toujours que la multiplicité des comptes en banque n'est pas désirable. Le Secrétariat général est donc instamment prié de donner des instructions à l'effet de réduire ces comptes à deux, à savoir le compte N° 1 en monnaie locale, pour les dépenses du Secrétariat exécutif, les conférences et les réunions, et le compte N° 2, en livres sterlings, pour les versements qui ne rentrent pas dans le cadre du compte N° 1.

3. Paiements irréguliers .- Le rapport du contrôleur financier a relevé une série de paiements irréguliers et a recommandé d'en récupérer les montants. Le total de ces montants s'élève à \$ EU. 5 318,45 et doit être remboursé par 16 personnes, dont le Secrétaire exécutif. Bien que celui-ci ait convenu, en réponse au dit rapport, que l'ensemble des paiements irréguliers devraient être récupérés, le Conseil a constaté qu'aucun remboursement n'a été fait. Le Secrétariat devrait insister sur le remboursement des montants dont il s'agit.

4. Païement prétendument fait au GRAE .- Le Conseil considère avec désapprobation et suspicion les circonstances qui ont accompagné l'encaissement par le Secrétaire exécutif d'un chèque tiré en faveur du GRAE pour un montant de £ 4 091. A cet égard, le Conseil relève que le Secrétaire exécutif s'est écarté de l'usage normal suivi pour le transfert de fonds au GRAE qui doit se faire par l'entremise du Gouvernement de la République démocratique du Congo (Kinshasa). Le Conseil se rallie à l'opinion du contrôleur financier que le païement de cette somme de £ 4 091 ne peut point être considéré comme régulièrement fait, jusqu'à la réception d'un reçu officiel de M. Holden Roberto, chef du GRAE.
5. Centres d'entraînement .- Le Conseil déplore le fait que les comptes des païements faits aux centres d'entraînement n'aient pas été vérifiés. Le Conseil estime à cet égard qu'il convient de demander aux gouvernements de préparer et soumettre au Secrétariat général les comptes nécessaires pour leurs vérifications par le contrôleur financier.
6. Comptes des mouvements de libération .- Dans son rapport, le contrôleur financier regrette le fait que les mouvements de libération ne se sont pas conformés à la décision du Comité financier permanent d'après laquelle il leur faut rendre compte des fonds qui leur sont payés. Le Conseil estime qu'il est nécessaire que lesdits mouvements présentent les comptes relatifs à la somme totale de £ 50 339/16/ qui leur a été payée jusqu'ici et que ces comptes soient vérifiés par le contrôleur financier aussitôt qu'ils auront été préparés.
7. Commission militaire neutre .- Le rapport du contrôleur financier critique les dépenses faites par ce comité comme étant extravagantes. Le Conseil propose que des mesures soient immédiatement prises pour mettre un terme à cette façon de dépenser suivie par la commission. Le prêt de \$ EU. 160 accordé au colonel Nega doit également être récupéré.

8. Généralités .- Des preuves contenues dans le rapport du contrôleur financier et de la connaissance qu'a eue le Conseil des comptes du Comité de libération, celui-ci a eu une idée très défavorable de la manière dont le Secrétaire exécutif et son personnel ont géré les fonds du Comité.

Observations du Conseil sur les comptes
de la Commission scientifique, technique et de la recherche

Les comptes reçus par le Secrétariat général au titre de l'exercice financier 1966-67 concernent les mois de février, mars, avril et mai 1967. Le Conseil n'a pu, de ce fait, évaluer les recettes ni vérifier les recettes et dépenses de la C.S.T.R. d'une façon approfondie. Des observations et des suggestions ont été faites dans le rapport général sur les comptes de l'Organisation de l'Unité Africaine, dans le but d'harmoniser toute la comptabilité.

2. Trésorerie .- Le B.I.S. (Paris) semble avoir utilisé indistinctement son compte bancaire et son compte chèques postaux ; aucun relevé concernant le CCG n'est joint aux comptes envoyés au siège de l'Organisation.

3. Le Conseil a relevé que de fortes sommes sont payées en espèces :

- i) Salaires : Paris, mai 1967 : FF 2.996,30 soit près de 600 \$ US
- ii) Avances : Lagos, avril 67 : £ 27.6.0 Miss OBILANA
- iii) " " : £ 146.3.- M. ODELOLA
- iv) " Mai 67 : £ 25 Miss OBILANA
- v) " Mai 67 : £ 152.4.1 M. ODELOLA
- vi) Salaires : Nairobi, mai : Shs 955
- " février : Shs 790

vii) A Lagos, un remboursement du 5.5.67 de £ 145.1.4 par M. ODELOLA a été versé à la petite caisse, et non à la Banque.

4. Bureau In africain, Nairobi .- Pour le mois de février 1967, aucune pièce justificative n'est jointe aux comptes. Pour ce même mois, le premier bordereau de paiement du mois porte le N° 9 et le premier bordereau d'encaissement le N° 3. Le bordereau de recettes N° 5 (Receipt Voucher) d'un montant de 290 Shs apparaît au crédit sur le relevé de la banque pour la somme de 285 Shs, et le bordereau de recettes N° 6 d'un montant de 150 Shs, pour la somme de 155 Shs.

5. Le Conseil a noté que le bordereau N° 44, chèque N° 655955, est daté du 29 mai 1967, alors que le chèque a été encaissé le 17 mai 1967, ce qui indique que le chèque a été encaissé avant l'établissement du bordereau y relatif.
6. Calcul des frais de mission .- Le bordereau relatif à ces paiements doit indiquer les dates effectives de départ et d'arrivée. Si les indications portées sur les bordereaux N°s 13 et 14 sont exactes, MM. Osman et Atang ont perçu 50 \$ US chacun en trop.
7. Fournitures .- La nature des fournitures achetées n'est pas précisée dans les bordereaux. Un exemple typique est :
- Nairobi : Bordereau 38/5, pour Shs 6.291,80
8. Inventaires .- Aucun inventaire n'a été adressé au Secrétariat général, malgré les instructions données dans ce sens par ce dernier.
9. Trop perçu .- Le Conseil a pris connaissance d'une lettre du 11 octobre 1967, par laquelle le Secrétaire général administratif demande au Secrétaire exécutif de prendre les mesures nécessaires au recouvrement des sommes indûment payées à quelques membres du personnel.
10. Paiement par chèque N° 429848 du 9 septembre 1966 .- Le Conseil estime que la somme de Shs 867 payée par ce chèque doit être récupérée du fonctionnaire qui en a autorisé le paiement.

OBSERVATIONS DU CONSEIL SUR LES COMPTES DU
SECRETARIAT PERMANENT DU GROUPE AFRICAIN DE L'O.U.A.
AUX NATIONS UNIES A NEW YORK

1. Les documents suivants ont été soumis au Conseil qui les a examinés:
 - (i) Comptes des mois de décembre 1966, janvier, février, mars, avril et mai 1967.
 - (ii) Rapport financier du Secrétariat permanent (Document CM/158/Add.3)
 - (iii) Rapport du contrôleur financier pour la période allant du 1er juin 1966 au 31 mai 1967.
2. De la vérification à laquelle il a procédé, le Conseil a conclu que les comptes envoyés au Secrétariat général par le Groupe africain aux Nations Unies ne sont pas des comptes proprement dits, mais des relevés relatifs à l'utilisation des crédits qui avaient été mis à sa disposition. Les comptes, comme ils sont qualifiés, ne sont pas accompagnés de relevés de banque, de reçus ni factures. Les bordereaux de paiement ne sont pas signés par les bénéficiaires. Toutefois les comptes des mois de mars et d'avril 1967 ont été envoyés au Secrétariat général avec les documents requis.

Comptes de décembre 1966

3. Achats de fournitures - Le Conseil estime qu'il convenait qu'un minimum de renseignements soit fourni sur la somme de \$ 440,67 qui figure aux dépenses du mois de décembre 1966 au compte "Fournitures de bureau". Il aurait fallu préciser si cette dépense avait pour objet des fournitures de papeterie ou des fournitures d'une nature plus durable.

4. Dépenses afférentes au personnel - Le contrôleur financier interne, dans son rapport du 25 septembre 1967, fait état des gratifications payées à l'occasion de la fête de Noël. Le Conseil a noté que cette dépense n'est pas couverte par un crédit budgétaire, ni prévue par le règlement du personnel. Il est d'avis; en conséquence, que la personne qui l'a autorisée doit en être tenue responsable. Il estime, au surplus, que les gratifications ayant été reçues de bonne foi, on ne peut en demander le remboursement. Le cas de M. Pedanou peut être envisagé différemment.

Le Conseil est d'avis que la somme de \$ EU 312,50 qui lui a été payée, le 22 décembre 1966, devrait être remboursée parce qu'après le 1er décembre 1966, date de l'entrée en vigueur de la démission de M. Pédanou, il n'existait plus de lien entre lui et l'Organisation de l'Unité Africaine.

5. M. Pedanou a reçu, en décembre 1966, à titre de traitements et gratifications, les montants suivants :

| | |
|---|----------------|
| - Traitement, par chèques N° 720 et 721 en dates des 15 et 28 décembre; | 750.- |
| - Indemnité de logement, chèques N° 701 et 722 en dates des 15 et 28 décembre | <u>500.-</u> |
| | 1.250.- |
| - Gratification de fin de service , chèque 699 en date du 12/12/66 | <u>1.250.-</u> |
| | 2.500.- |
| | ===== |

Comme M. Pédanou a manifesté son intention de démissionner avec effet à compter du 1er décembre 1966, l'article 4, chapitre VIII du règlement du personnel aurait dû s'appliquer en l'occurrence. S'il est vrai que le congé auquel M. Pedanou avait droit au 30 novembre 1966 était d'un mois seulement, il aurait dû recevoir le traitement correspondant à ce congé, soit 1.250.- Le Conseil estime donc que M. Pédanou doit être invité à rembourser le trop perçu qui s'élève à \$ EU 1.250.-

6. Le Conseil relève de la photocopie des passations comptables, qui aurait dû être certifiée conforme qu'il résulte que le solde final est de \$ EU 7.610,38, alors que la lettre N° 002/OUA/67 du 6 janvier 1967, accompagnant les comptes, indique que ce solde est de \$ EU 7.555,00. La différence de \$ EU 55,38 qui apparait dans le relevé final en date du 31 mai 1967, doit être expliquée.

7. Comptes du mois de janvier 1967 - La photocopie des passations comptables ne se trouvait pas avec les documents examinés par le Conseil, bien qu'elle ait été mentionnée dans la lettre de garde N° 13 du 7 février 1967 comme une de ses annexes.

8. Achat d'une voiture Buick - Cette transaction appelle les observations suivantes :

Selon le paragraphe 4 du Chapitre VIII du Règlement financier, le produit des ventes doit être comptabilisé comme "Recettes diverses". Les passations comptables auraient donc dû indiquer : sous la rubrique "Recettes diverses" : Vente de la Buick en 1966 :

\$ 2.000,00.

sous la rubrique "Dépenses": achat d'un véhicule "Buick"

\$ 4.000,00.

Or les passations effectuées par le Secrétariat permanent n'indiquent ni la vente, ni la recette, ni le prix d'achat réel. En outre, le Conseil n'a pas trouvé, dans les comptes qu'il a vérifiés, la facture relative à cette opération.

Le même numéro d'ordre figure sur deux bordereaux de paiement différents :

Bordereau N° 5/67 - Compte 106 - Chèque N° 731 du 13/1/67
Essence \$ 85,31

Bordereau N° 5/67 - Compte 106 - Chèque N° 732 du 13/1/67
Garage \$ 66,72

9. Comptes du mois de mars 1967 - Une somme de \$ 50,00 a été payée le 10 mars 1967 (Bordereau N° 29, Chèque N° 765) pour "coût de réparation" d'une voiture achetée le 31 janvier 1967 (Chèque N° 750). Le Conseil pense qu'il convenait de donner un minimum

de précision. En effet, compte tenu de la période très brève qui sépare ces deux paiements, et du fait que, pour désigner cette dépense de \$ 50,00, le terme "réparation" ait été utilisé, on est enclin à se demander si elle n'aurait pas dû être supportée par le fournisseur.

10. Comptes du mois d'avril 1967 - Le relevé de la banque est annexé aux comptes, mais les numéros des chèques n'y figurent pas. La photocopie porte les passations suivantes :
Chèque N° 788 \$ 11,79 essence
Chèque N° 789 \$100,00 avance aux membres du personnel. Sur le bordereau de paiement accompagnant le chèque 788 figure une somme de \$ 100,00 et l'indication "avance aux membres du personnel". Il n'y a pas de bordereau d'accompagnement pour le chèque N° 789.
11. Au 30 avril 1967, le solde en banque, après redressement, était \$ 8.648,32 tandis que la photocopie du journal indique une solde de 8.648,37.
Comptes du mois de mai 1967
12. Le rapport financier CM/158/Add.3 du Secrétariat permanent indique un solde final au 31 mai 1965 de \$ 6.449,81 tandis que dans la photocopie du journal de mai ce solde est de \$ 6.438,02 Cette différence de \$ EU 11,79 correspond au montant du chèque 788 susmentionné.
13. Généralités - Le Conseil recommande que le Secrétariat permanent envoie des reçus officiels au Secrétariat général pour les fonds que ce dernier lui transfère.

OBSERVATIONS DU CONSEIL
SUR LES COMPTES DE L'AFFAIRE DU SUD-OUEST AFRICAIN

1. Ce fonds est géré par le Groupe OUA aux Nations Unies à New York et le Secrétariat général ne tient aucune comptabilité qui s'y rapporte.

Le Conseil a examiné les comptes adressés au Secrétariat, ainsi que le rapport établi par le Contrôleur financier interne, en ce qui concerne les contributions et les notes d'honoraires et de frais présentées par l'Etude d'avocat qui s'est occupée de l'affaire.

Le Conseil relève dans ce rapport du Contrôleur financier qu'il n'existe aucun registre comptable concernant cette affaire.

2. Interrogé sur ce point par le Conseil, le Contrôleur financier a précisé que les registres dont il est question à la page 5 de son rapport ne sont que le résultat des reconstitutions qu'il a pu faire à partir des notes présentées par l'Etude, des souches des chéquiers et des relevés de Banque.

3. Devant cette situation, le Conseil des Vérificateurs aux comptes a interrogé par écrit le Secrétaire général administratif qui a répondu en ces termes :

"Le paiement excédentaire de \$ E.U. 93.000,00 a été découvert par le Contrôleur financier au cours de sa récente visite au Secrétariat permanent du Groupe africain aux Nations Unies.

Des contacts ont eu lieu avec les Gouvernements du Libéria et de l'Ethiopie pour leur demander d'aider le Secrétariat à récupérer ce paiement excédentaire".

4. Malgré cette déclaration du Secrétaire général administratif, le Conseil estime que des mesures efficaces doivent être prises sans délai pour retrouver ce compte.

5. La situation des contributions dues, au 31 août 1967 se présente ainsi :

| | | | |
|----------------------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|
| Montants reçus | 530.813,40 | Contributions dues | 481.614,48 |
| Contributions dues, non versées. | 113.173,34 | Versements excédentaires | 162.372,26 |
| | <u>643.986,74</u> | | <u>643.986,74</u> |

L'état des comptes établi par le Contrôleur financier interne est comme suit :

| | |
|---|------------|
| Paiements fait à l'étude d'avocats du 19/10/60 au 31/12/66 \$ E.U. | 666.924,59 |
| Notes présentées par l'étude d'avocats du 19/10/60 au 31/12/66 \$ E.U. | 573.924,59 |
| Versements excédentaires \$ E.U. | 93.000, - |

6. Le Conseil relève ici une divergence entre le document CM/158 qui indique, en page 16, que dans le solde du Fonds général au 31 mai 1967, figure la contribution du Tchad au financement de cette action, et le rapport du Contrôleur financier (pp. 7 et 8), d'après lequel la contribution du Mali est également comprise dans ce solde.

Consulté par écrit sur ce point, le Secrétaire général a répondu qu'il n'y avait pas de traces au Secrétariat général du paiement de la cotisation du Mali, mais que les dossiers du Secrétariat permanent du Groupe africain aux Nations Unies montraient que le Mali avait acquitté sa cotisation.

Il a confirmé qu'il prenait les mesures nécessaires pour obtenir dudit Secrétariat permanent les éclaircissements nécessaires.

Le Conseil des vérificateurs aux comptes pense néanmoins qu'il convient d'adresser à l'avenir au Secrétariat permanent du Groupe africain aux Nations Unies des instructions écrites précises en matière comptable.

7. Une passation erronée d'un montant de \$ E.U. 279,70 doit être liquidée sans retard.

8. Il faudrait expliquer les motifs d'un virement de \$ E.U. 5.000,00 du compte de l'Affaire du Sud-Ouest africain au Secrétariat permanent du Groupe africain aux Nations-Unies, étant donné que l'autorité en base de laquelle ce transfert a été effectué n'est pas claire.

ORGANIZATION OF
UNITED STATES

SECRETARIAT

P. O. Box 3243

ADDIS ABABA

ORGANISATION DE L'UNITÉ
AFRICAINES

SECRETARIAT

B. P. 3243

CONSEIL DES MINISTRES

Dixième session ordinaire

Lusaka, Février 1968

CM/180/Rev.1

PROJET DE BUDGET

POUR L'EXERCICE FINANCIER

1968-1969

INTRODUCTION

La présentation du budget de l'OUA a été modifiée pour tenir compte des diverses observations et critiques formulées au cours des débats sur le projet de budget de 1967/68, lors de la huitième session ordinaire du Conseil des ministres, tenue à Addis-Abéba, en février/mars 1967.

AUGMENTATION DES SALAIRES

D'une manière générale, l'effectif prévu ainsi que le grade de tous les postes du Secrétariat général, des bureaux régionaux et des bureaux sous-régionaux, ont été maintenus conformément à la décision de la sixième session ordinaire du Conseil des ministres et de la politique d'austérité financière pratiquée par tous les Etats membres.

Etant donné qu'en fait tout le personnel aura achevé une année de service auprès de l'Organisation au moment où ce budget entrera en vigueur, le salaire prévu pour le titulaire de chaque poste a été majoré d'un échelon, aux termes des dispositions du Règlement et Statut du personnel de l'OUA.

CONFERENCES ET REUNIONS

Conformément aux directives du Conseil des ministres, les prévisions nécessaires ont été faites pour la réunion de trois commissions et pour l'emploi de la langue arabe lors de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, précédée par un Conseil des ministres, lors des réunions des Commissions spécialisées, des Commissions Ad Hoc et des consultants et groupes d'experts de l'Organisation.

En considérant le rapport financier couvrant la période 1965/66 et 1966/67 présenté par le Secrétariat général, le Comité consultatif sur les questions budgétaires et financières lors de sa quatrième session ordinaire, tenue à Bathurst (Gambie), a noté qu'un montant

élevé avait été dépensé pour le personnel temporaire et a demandé au Secrétariat de prendre des mesures immédiates en vue de recruter du personnel technique permanent. A cet égard, le Secrétariat général a établi les prévisions nécessaires dans la Division des conférences.

Etant donné qu'une session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement dure, habituellement, de cinq à six jours, et est précédée d'une session du Conseil des ministres, les prévisions budgétaires pour le recrutement du personnel technique à court terme et pour les divers services nécessaires, ont été calculées sur la base de 15 jours afin de tenir compte de deux ou trois jours supplémentaires de voyage pour le personnel technique. En outre, conformément aux usages internationaux et en particulier à ceux des Nations Unies en ce qui concerne les salaires du personnel des équipes techniques recruté pour une durée limitée pendant les conférences, chaque membre de ce personnel a droit au paiement de son traitement à compter de la date à laquelle il quitte son domicile jusqu'à la date à laquelle il le réintègre. Lors de la dernière conférence au sommet tenue à Kinshasa, chacun des membres du personnel technique a été payé pour 14 jours en moyenne.

Pour ce qui est des sessions ordinaires du Conseil des ministres, des Commissions spécialisées, des Commissions Ad Hoc, ...etc. les prévisions ont été calculées selon les mêmes principes et données que celles adoptées pour la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, mais pour une durée maximum de dix jours.

DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL

Les augmentations et réductions figurant dans ce chapitre du projet ne sont qu'une simple tentative en vue de corriger la situation inadéquate des crédits antérieurs. Dans ce chapitre, comme dans les chapitres ultérieurs du présent projet de budget, les prévisions sont basées sur les dépenses réelles effectuées au cours de l'exercice financier 1966/67. Il a été tenu compte, en outre, de l'augmentation des effectifs qui occupent les postes actuellement existants, de la multiplicité des réunions de l'OUA et de l'accroissement des travaux de l'Organisation.

EXECUTION DES RESOLUTIONS

Au cours de la dernière conférence au sommet, tenue à Kinshasa, en septembre 1967, un certain nombre de résolutions ayant des incidences financières, ont été adoptées. Les prévisions financières nécessaires pour mettre en oeuvre ces résolutions doivent être envisagées ; elles figurent dans le dernier chapitre de ce projet de budget.

SOMMAIRE DES PROPOSITIONS BUDGETAIRES
POUR L'EXERCICE FINANCIER 1968/1969

| CHA- PITRE | CODE | DETAILS DES DEPENSES | PAGE | CREDITS 1967/68 | DEPENSES REELLES 1966/67 | PREVISIONS | AUGMEN- TATION | REDUC- TION |
|---------------|------|--|------|--------------------|--------------------------------|------------|-------------------|----------------|
| Ia | 100 | Cabinet du Secrétaire général administratif | | 144.724,- | 132.932,- | 145.262,- | 538,- | - |
| Ib | 100 | Divisions et services rattachés au Cabinet du Secrétaire général administratif | | 86.264,- | 74.084,- | 108.762,- | 22.498,- | - |
| Ic | 100 | Département de l'Administration | | 203.819,- | 159.962,- | 315.169,- | 113.510,- | 2.160,- |
| Id | 100 | Département des affaires politiques | | 55.344,- | 45.350,- | 58.694,- | 3.350,- | - |
| Ie | 100 | Département des affaires économiques et sociales | | 64.394,- | 47.942,- | 74.742,- | 10.348,- | - |
| If | 100 | Département des affaires culturelles et scientifiques | | 64.788,- | 26.510,- | 65.996,- | 1.208,- | - |
| Ig | 101 | Consultants et groupes d'experts | | - | - | - | - | - |
| Ih | 102 | Assistance temporaire | | - | 48.196,01 | - | - | - |
| Ii | 103 | Heures supplémentaires et travail nocturne | | - | 80,- | - | - | - |
| II | 200 | Dépenses courantes afférentes au personnel | | 181.000,- | 106.428,40 | 167.610,- | 46.610,- | 60.000,- |
| III | 300 | Voyage du personnel en mission officielle | | 15.000,- | 42.555,52 | 46.950,- | 31.950,- | - |
| IV | 400 | Loyers et entretien de l'équipement et des locaux | | 55.000,- | 17.125,45 | 19.011,- | 11,- | 36.000,- |
| V | 500 | Communications | | 100.000,- | 34.271,39 | 45.000,- | - | 55.000,- |
| VI | 600 | Fournitures et services divers | | 30.000,- | 44.742,16 | 60.000,- | 30.000,- | - |
| VII | 700 | Immobilisations | | - | 35.203,74 | 55.000,- | 55.000,- | - |
| VIIIa | 800 | Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement | | 37.080,- | 72.481,31,- | 94.438,- | 66.178,- | 8.820,- |
| VIIIb | 801 | Réunion du Conseil des ministres | | 33.764,- | 41.949,30 | 79.045,- | 55.143,- | 9.862,- |

SOMMAIRE DES PROPOSITIONS BUDGETAIRESPOUR L'EXERCICE FINANCIER 1968/1969

(suite)

| CHA- PITRE | CODE | DETAILS DES DEPENSES | PAGE | CREDITS 1967/68 | DEPENSES REELLES 1966/67 | PREVISIONS | AUGMENTA- TION | REDUC- TION |
|---------------|------|---|------|--------------------|--------------------------------|--------------|-------------------|----------------|
| VIIIc | 802 | Commission économique et sociale | | 22.010,00 | 3.356,10 | 55.650,- | 36.620,- | 2.980 |
| VIII d | 803 | Commission de l'Education, de la Science, de la Culture et de la Santé | | 22.010,- | 3.356,10 | 55.650,- | 36.620,- | 2.980 |
| VIII e | 804 | Commission de la Défense | | 14.180,- | 2.237,40 | 33.820,- | 23.080,- | 3.440 |
| VIII f | 805 | Commission des réfugiés | | - | - | 33.820,- | 33.820,- | - |
| VIII g | 806 | Réunion de la Commission spéciale sur le conflit frontalier Algéro-marocain | | 20.000,- | 11.598,70 | 33.820,- | 13.820,- | - |
| VIII h | | Réunion des commissions mixtes relatives aux bâtiments des bureaux permanents du siège de l'OUA | | - | - | 25.425,- | 25.425,- | - |
| VIII i | | Réunion du Comité consultatif sur les questions budgétaires et financières | | - | - | 16.950,- | 16.950,- | - |
| IX a | | Secrétariat de la C.S.T.R. | | 544.267,- | 369.580,91 | 435.092,40 | 82.083,40 | 191.258 |
| IX b | | Bureau du Groupe africain aux Nations Unies | | 60.175,- | 47.674,82 | 77.842,- | 17.667,- | - |
| IX c | | Comité de Libération pour l'Afrique | | 137.717,- | 120.273,40 | 152.054,- | 15.447,- | 1.110 |
| X | | Exécution des résolutions | | - | - | 40.500,- | 40.500,- | - |
| | | TOTAL GENERAL | | 1.891.536,- | 1.487.890,71 | 2.296.302,40 | 778.376,40 | 373.610 |

CHAPITRE I-A

SECRETARE GENERAL ADMINISTRATIF

ET

SECRETAIRES GENERAUX ADJOINTS

| Section | Sous section | Effectif prévu | | Effectif réel | Code | Description | Grade | Crédits 1967/68 | Salaire réel 1967/68 | Prévisions 1967/68 | Augmentation | Réduction |
|---------|--------------|----------------|-------|---------------|------|---|-------|-----------------|----------------------|--------------------|--------------|-----------|
| | | 67/68 | 68/69 | | | | | | | | | |
| 1 | | | | | | <u>EMOLUMENTS DU PERSONNEL</u> | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | 1 | 100 | Secrétaire général administratif | | 28.000,- | 28.000,- | 28.000,- | - | - |
| | 2 | 1 | 1 | 1 | " | Chef de Cabinet | P4 | 8.930,- | 8.930,- | 9.180,- | 250 | - |
| | 3 | 1 | 1 | | " | Attaché | P1 | 6.130,- | - | 6.130,- | - | - |
| | 4 | 1 | 1 | 1 | " | Secrétaire particulier | GS5 | 5.136,- | 5.280,- | 5.424,- | 288 | - |
| | 5 | 1 | 1 | 1 | " | Secrétaire bilingue | GS4 | 3.984,- | 3.240,- | 3.984,- | - | - |
| 2 | 1 | 4 | 4 | 4 | " | Secrétaires généraux adjoints | | 72.000,- | 72.000,- | 72.000,- | - | - |
| | 2 | 4 | 4 | 3 | " | Secrétaires particuliers | GS5 | 20.544,- | 15.482,- | 20.544,- | - | - |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-A RELATIF AU SECRETARE GENERAL ADMINISTRATIF ET AUX SECRETAIRES GENERAUX ADJOINTS | | 144.724,- | 132.932,- | 145.262,- | 538 | - |
| | | | | | | | | ===== | ===== | ===== | ===== | ===== |

CHAPITRE I-B
DIVISIONS ET SERVICES RATTACHES AU CABINET
DU SECRETAIRE GENERAL ADMINISTRATIF

| Section | Sous-section | Effectif pré-vu | | Effectif réel | Code | Description | Grade | Crédits 1967/68 | Salaire réel 1967/68 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|---------|--------------|-----------------|-------|---------------|------|---|-------|-----------------|----------------------|--------------------|--------------|-----------|
| | | 67/68 | 68/69 | | | | | | | | | |
| 1 | | | | | 100 | <u>BUREAU DE LA PRESSE ET DE L'INFORMATION</u> | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | 1 | " | Chef du Bureau de l'Information | P4 | 8.930,- | 8.930,- | 9.180,- | 250,- | - |
| | 2 | 2 | 2 | 2 | " | Adjoints au Service de l'Infor. | P2 | 6.880,- | 11.680,- | 13.940,- | 7.060,- | - |
| | 3 | 1 | 1 | | " | Technicien | GS2 | 2.160,- | - | 2.160,- | - | - |
| | 4 | 1 | 1 | 1 | " | Secrétaire bilingue | GS4 | 3.984,- | 3.984,- | 4.128,- | 144,- | - |
| | 5 | 2 | 2 | 2 | " | Employés de bureau | GS1 | | 3.048,- | 3.264,- | - | - |
| | 6 | 2 | 1 | 1 | " | Dactylographe | GS3 | 3.264,- | 2.400,- | 2.544,- | 2.544,- | - |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-B RELATIF AU SERVICE DE LA PRESSE ET DE L'INFORMATION | | 25.218,- | 30.042,- | 35.216,- | 9.998,- | - |
| | | | | | | <u>SERVICE DU PROTOCOLE</u> | | | | | | |
| 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | " | Chef du Protocole | P2 | 6.130,- | 7.880,- | 7.880,- | 1.750,- | - |
| | 2 | 1 | 1 | 1 | " | Adjoint au Chef du Protocole | P1 | 4.800,- | - | 4.800,- | - | - |
| | 3 | 1 | 1 | 1 | " | Réceptionnistes bilingues | GS2 | 2.160,- | 1.920,- | 2.160,- | - | - |
| | 4 | 1 | 1 | 1 | " | Employé de Bureau | GS3 | 2.160,- | 2.832,- | 2.976,- | 816,- | - |
| | 5 | 1 | 1 | 1 | " | Sténographe | GS2 | | 2.520,- | 2.646,- | 486,- | - |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-B 2 RELATIF AU SERVICE DU PROTOCOLE | | 17.410,- | 15.152,- | 20.462,- | 3.052,- | - |

CHAPITRE I-B (suite)

DIVISIONS ET SERVICES RATTACHES AU CABINET DU
SECRETARE GENERAL ADMINISTRATIF

| Sous section | Effectif prévu | | Effectif réel | Code | Description | Grade | Crédits 1967/68 | Salaire réel | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|--------------|----------------|-------|---------------|------|---|-------|-----------------|--------------|--------------------|--------------|-----------|
| | 67/68 | 68/69 | | | | | | | | | |
| | | | | 100 | <u>SERVICE DU COURRIER</u> | | | | | | |
| 1 | 1 | 1 | 1 | " | Chef du service de l'enregistrement | GS5 | 4.704,- | 4.638,- | 4.704,- | - | - |
| 2 | 1 | 1 | 1 | " | Adjoint au Chef du service du courrier | GS4 | 3.984,- | 2.976,- | 3.984,- | - | - |
| 3 | 2 | 2 | 1 | " | Employés chargés de l'envoi, de la réception et de l'enregistrement du courrier | GS2 | 4.320,- | 1.440,- | 4.320,- | - | - |
| 4 | 2 | 2 | 1 | " | Dactylos (conditions locales) | | 3.264,- | 1.512,- | 3.264,- | - | - |
| 5 | 2 | 2 | - | " | Garçons de course (cond.locales) | | 1.440,- | - | 1.824,- | 384,- | - |
| | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-B 3 RELATIF AU SERVICE DU COURRIER | | 17.712,- | 10.566,- | 18.096,- | 384,- | - |
| | | | | | <u>SERVICE JURIDIQUE</u> | | | | | | |
| 1 | 1 | 1 | | " | Conseiller juridique en chef | P4 | 8.930,- | - | 8.930,- | - | - |
| 2 | 1 | 1 | 1 | " | Conseiller juridique adjoint | P2 | 6.130,- | 6.880,- | 7.060,- | 930,- | - |
| 3 | 1 | 1 | 1 | " | Secrétaire bilingue | GS4 | 3.984,- | 3.984,- | 4.128,- | 144,- | - |
| | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-B 4 RELATIF AU SERVICE JURIDIQUE | | 19.044,- | 10.864,- | 20.118,- | 1.074,- | - |
| | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-B RELATIF AUX DIVISIONS ET SERVICES RATTACHES AU CABINET DU SECRETARE GENERAL ADMINISTRATIF | | 86.264,- | 74.084,- | | | |

CHAPITRE I-B

| Section | Sous-section | Effectif prévu | | Effectif réel | Code | Description | Grade | Crédits 1967/68 | Salaire réel 1967/68 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|---------|--------------|----------------|-------|---------------|------|--|-------|-----------------|----------------------|--------------------|--------------|-----------|
| | | 67/68 | 68/69 | | | | | | | | | |
| 1 | | | | | | <u>SECTION DU CONTROLE FINANCIER</u> | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | 1 | | Contrôleur financier | P3 | 6.880,- | 7.460,- | 7.670,- | 790,- | - |
| | 2 | 1 | 1 | | | Contrôleur financier adjoint | P1 | | | 4.800,- | 4.800,- | - |
| | 3 | | | | | Secrétaire | GS3 | | | 2.400,- | 2.400,- | - |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-B 5 : SECTION DU CONTROLE FINANCIER | | 6.880,- | 7.460,- | 14.870,- | 7.990,- | - |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-B RELATIF AUX SERVICES ET DEPARTEMENTS RATTACHES AU BUREAU DU SECRETAIRE GENERAL ADMINISTRATIF | | 86.264,- | 74.084,- | 108.762,- | 22.498,- | - |

CHAPITRE I-C
DEPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION

| Sous-section | Effectif pré-vu | | Effectif réel | Code | Description | Grade | Crédits 1967/68 | Salaire réel 1967/68 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|--------------|-----------------|-------|---------------|------|--|-------|-----------------|----------------------|--------------------|--------------|-----------|
| | 7/68 | 68/69 | | | | | | | | | |
| 1 | | | | 100 | <u>DIRECTION</u> | | | | | | |
| 1 | 1 | 1 | | | Directeur de l'administration | P5 | 10.650,- | - | 10.650,- | - | - |
| 2 | 1 | 1 | 1 | | Secrétaire bilingue | GS4 | 3.984,- | 3.984,- | 4.128,- | 144,- | - |
| 3 | 1 | 1 | | | Agent principal | GS5 | 4.704,- | - | 4.704,- | - | - |
| | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-C 1 RELATIF A LA DIRECTION DE L'ADMINISTRAT. | | 19.338,- | 3.984,- | 19.482,- | 144,- | - |
| | | | | | <u>SERVICE DU PERSONNEL</u> | | | | | | |
| 1 | 1 | 1 | 1 | | Chef du Personnel | P3 | 7.460,- | 7.670,- | 7.880,- | 420,- | - |
| 2 | 1 | 1 | | | Adjoint au Chef du personnel | P1 | 5.380,- | - | 5.380,- | - | - |
| 3 | 1 | 1 | 1 | | Fonctionnaire chargé des dossiers | GS4 | 3.984,- | 3.276,- | 3.984,- | - | - |
| 4 | | 1 | | | Secrétaire bilingue | GS4 | - | - | 3.984,- | 3.984,- | - |
| 5 | 1 | | | | Sténographe | | 2.160,- | - | - | - | 2.160,- |
| | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-C 2 RELATIF AU SERVICE DU PERSONNEL | | 18.984,- | 10.946,- | 21.228,- | 4.404,- | 2.160,- |
| | | | | | <u>SERVICE DES FINANCES</u> | | | | | | |
| 1 | 1 | 1 | | | Chef de service | P3 | 7.460,- | | 7.460,- | - | - |
| 2 | 2 | 2 | 2 | | Adjoints au Chef de service | P2 | 13.760,- | 13.560,- | 13.760,- | - | - |
| 3 | 1 | 1 | 1 | | Agent comptable principal | GS5 | 4.704,- | 3.408,- | 4.704,- | - | - |
| 4 | 1 | 1 | 1 | | Agent comptable | GS4 | 3.984,- | 2.544,- | 3.984,- | - | - |
| 5 | 1 | 1 | 1 | | Secrétaire bilingue | GS4 | 3.696,- | 2.520,- | 3.984,- | 288,- | - |
| | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-C 3 RELATIF AU SERVICE DES FINANCES | | 33.604,- | 22.032,- | 33.892,- | 288,- | - |

CHAPITRE I-C (suite)
DEPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION

| Sous section | Effectif pré-vu | | Effectif réel | Code | Description | Grade | Crédits | Salaire | Prévisions | Augmenta- | Réduccion |
|--------------|-----------------|-------|---------------|------|--|-------|----------|--------------|------------|-----------|-----------|
| | 67/68 | 68/69 | | | | | 1967/68 | réel 1967/68 | 1968/69 | tion | tion |
| | | | | 100 | <u>DIVISION DES CONFERENCES</u> | | | | | | |
| 1 | 1 | 1 | 1 | | Coordonnateur des Conférences | P4 | 8.930,- | 8.930,- | 9.180,- | 250,- | - |
| 2 | 1 | 1 | 1 | | Chef du Service des Conférences | P2 | 6.130,- | 7.060,- | 7.250,- | 1.120,- | - |
| 3 | | 1 | | | Agent principal | GS3 | - | - | 2.976,- | 2.976,- | - |
| | | | | | <u>Service linguistique</u> | | | | | | |
| 1 | - | 1 | - | | Réviseur anglais | P3 | - | - | 8.720,- | 8.720,- | - |
| 2 | 4 | 4 | 3 | | Traducteurs (deux anglais + deux français) | P3 | 33.200,- | 24.900,- | 33.200,- | | |
| | | | | | <u>Service des comptes rendus</u> | | | | | | |
| 1 | - | 1 | - | | Réviseur-Chef du service | P3 | - | - | 8.720,- | 8.720,- | |
| 2 | - | 4 | - | | Rédacteurs-Traducteurs-Editeurs (deux anglais + deux français) | P3 | - | - | 33.200,- | 33.200,- | |
| 3 | - | 2 | - | | Secrétaires bilingues | GS4 | - | - | 7.968,- | 7.968,- | |
| | | | | | <u>Service de la documentation</u> | | | | | | |
| 1 | 1 | 1 | 1 | | Documentaliste | P1 | 5.560,- | 5.000,- | 5.560,- | - | |
| 2 | - | 1 | - | | Chef de la reproduction | GS3 | - | - | 2.976,- | 2.976,- | |
| 3 | 4 | 6 | 4 | | Opérateurs-Assembleurs | GS2 | 2.832,- | 7.900,- | 12.960,- | 10.128,- | |
| | | | | | <u>Centrale dactylographique</u> | | | | | | |
| 1 | - | 2 | - | | Chefs de centrale (un anglais + un français) | GS5 | - | - | 9.408,- | 9.408,- | |
| 2 | - | 2 | - | | Collationneurs (un anglais + un français) | GS5 | - | - | 9.120,- | 9.120,- | |
| 3 | 4 | 4 | 4 | | Secrétaires (deux anglais + deux français) | GS4 | 8.640,- | 15.072,- | 16.512,- | 7.872,- | |
| | | | | | TOTAL | | 65.292,- | 68.862,- | 167.750,- | 102.458,- | - |

N O T E E X P L I C A T I V E

1. L'effectif du service des conférences est resté inchangé depuis le premier budget de l'OUA, approuvé en février/mars 1964. Cette situation a duré près de quatre ans, bien que les conditions qui doivent le déterminer se soient modifiées, ce dont il n'a pas été tenu compte. En effet :

- a) Par suite de l'augmentation des effectifs du Secrétariat général, le travail de traduction s'est amplifié dans une mesure telle qu'il dépasse les normes admises pour les organisations internationales.
- b) En outre, le nombre des conférences et des réunions que le Secrétariat général est chargé d'organiser et d'en assurer le service s'est accru constamment. Il en est résulté un travail supplémentaire considérable, notamment pour préparer les comptes rendus et veiller à ce que les débats soient relatés avec précision.

2. Le Secrétariat général, conscient des tâches qu'il doit assumer et de la manière dont elles doivent être accomplies, estime qu'un réaménagement complet doit être effectué pour que la division des conférences puisse mener à bien tous les travaux qui lui sont confiés. A cet effet, il convient d'adopter quatre mesures :

- a) établir dans la division, une section des conférences chargée de la planification, de l'organisation et du bon fonctionnement des conférences de l'OUA. Cette section n'implique que la création d'un seul nouveau poste, celui d'agent principal de la catégorie des services généraux.
- b) créer une section des langues autonome, placée sous l'autorité du Directeur de la division des conférences. Le Chef de cette section serait un réviseur qui assumerait la responsabilité de tout le travail de traduction du Secrétariat général. Ce serait le seul nouveau poste.

- c) instituer une section des comptes rendus officiels, qui aurait pour fonction, sous le contrôle du réviseur, chef de la section, de rédiger au cours des conférences des comptes rendus provisoires, et après les conférences les comptes rendus définitifs, de sorte que les uns et les autres soient aussi fidèles que possible, et qu'ils soient remis aux délégués ou aux Etats membres dans un délai raisonnable (36 heures après la séance pour les comptes rendus provisoires et un mois après la fin de la conférence pour les comptes rendus définitifs) ;
- d) organiser une centrale dactylographique, pour la dactylographie et la correction des épreuves des documents du Secrétariat à reproduire, afin d'éviter des omissions, des erreurs de dactylographie ou une présentation défectueuse qui altéreraient la qualité des documents de l'OUA.

3. La qualité et le style que doivent avoir les documents de l'OUA sont au bout du compte affectés par le travail accompli par les services qui sont surchargés. En outre les comptes rendus de nos conférences, par suite des retards accrus qui interviennent dans leur préparation, dus à un manque de personnel permanent conscient de ses responsabilités, peuvent devenir des documents coûteux et inutiles qui ne sont plus reçus que pour être classés au lieu d'être des documents que l'on étudie, pour prendre les dispositions nécessaires.

4. Les crédits requis pour tous les nouveaux postes envisagés en vue de la réorganisation de la division des conférences constitueront une économie pour d'autres titres du budget. A titre d'illustration, en calculant les crédits requis pour les frais de transport, les traitements et indemnité journaliers d'un rédacteur de compte rendu engagé pour une seule conférence et en multipliant le chiffre ainsi obtenu par le nombre de conférences et de réunions qui doivent être tenues au cours d'un exercice financier, on constatera que le total des dépenses est trois fois au moins plus élevé que le traitement d'un même rédacteur de compte rendu qui serait engagé à titre permanent. Ceci s'applique à la plupart des postes dont la création est envisagée dans le présent budget pour la division des Conférences.

CHAPITRE I-C (suite)

DEPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION

| Sec- tion | Sous sec- tion | Effectif pré- vu | | Effec- tif réel | Code | Description | Grade | Crédits 1966/67 | Salaire réel | Prévi- sions 1968/69 | Augmen- ta- tion | Réduction |
|--------------|----------------------|---------------------|-------|-----------------------|------|--|-------|--------------------|-----------------|----------------------------|------------------------|-----------|
| | | 67/68 | 68/69 | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | 100 | <u>SERVICES GENERAUX</u> | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | 1 | | Chef des serviceaux généraux | P3 | 7.460,- | 7.460,- | 7.670,- | 210,- | |
| | 2 | 3 | 3 | 2 | | Agents principaux | GS3 | 8.928,- | 5.645,- | 8.928,- | - | |
| | 3 | 1 | 1 | 1 | | Chef magasinier | GS2 | 2.160,- | 1.638,- | 2.160,- | - | |
| | 4 | 1 | 1 | 1 | | Employé aux magasins | GS1 | 1.632,- | 1.344,- | 1.632,- | - | |
| | 5 | 2 | 2 | 1 | | Téléphonistes | GS2 | 4.320,- | 2.052,- | 4.320,- | - | |
| | 6 | 2 | 2 | 2 | | Dactylographes | GS2 | 4.320,- | 4.464,- | 4.663,- | 343,- | |
| | 7 | 2 | 2 | - | | Sténographes | GS2 | 4.320,- | - | 4.320,- | - | |
| | 8 | 1 | 1 | 1 | | Technicien pour l'entretien | | 2.400,- | 2.400,- | 2.544,- | 144,- | |
| | 9 | 1 | 1 | 1 | | Agent principal de sécurité | | 3.000,- | 2.976,- | 3.000,- | - | |
| | 10 | 12 | 12 | 8 | | Gardiens | | 4.320,- | 3.456,- | 5.376,- | 1.056,- | |
| | 11 | 10 | 11 | 11 | | Chauffeurs | | 7.200,- | 8.026,- | 8.514,- | 1.314,- | |
| | 12 | 12 | 16 | 12 | | Messagers | | 4.081,- | 4.608,- | 6.432,- | 2.351,- | |
| | 13 | 10 | 10 | 8 | | Femmes de ménage | | 2.420,- | 2.189,- | 2.938,- | 518,- | |
| | 14 | 4 | 4 | 4 | | Jardiniers | | 1.000,- | 1.000,- | 1.100,- | 100,- | |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-C 5 RELATIF AUX SERVICES GENERAUX | | 57.561,- | 47.258,- | 63.597,- | 6.036,- | |

CHAPITRE I-C (suite)

DEPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION

| Section | Sous-section | Effectif pré- vu | | Effectif réel | Code | Description | Grade | Crédits 1967/68 | Salaire réel | Prévi- sions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduc- tion |
|---------|--------------|---------------------|-------|------------------|------|--|-------|--------------------|-----------------|----------------------------|-------------------|----------------|
| | | 67/68 | 68/69 | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | 100 | <u>BIBLIOTHEQUE</u> | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | 1 | | Libraire et Archiviste | P2 | 6.880,- | 6.880,- | 7.060,- | 180,- | - |
| | 2 | 1 | 1 | | | Dactylographe | GS2 | 2.160,- | - | 2.160,- | | |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-C 6 RELATIF A LA BIBLIOTHEQUE | | 9.040,- | 6.880,- | 9.220,- | 180,- | - |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-C DEPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION | | 203.819,- | 159.962,- | 315.169,- | 113.510,- | 2.160,- |

CHAPITRE I-D
DEPARTEMENT DES AFFAIRES POLITIQUES

| Section | Sous-section | Effectif prévu | | Effectif réel | Code | Description | Grade | Crédits 1966/67 | Salaire réel 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|---------|--------------|----------------|-------|---------------|------|--|-------|-----------------|----------------------|--------------------|--------------|-----------|
| | | 67/68 | 68/69 | | | | | | | | | |
| 1 | | | | | 100 | <u>DIRECTION</u> | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | 1 | | Directeur du département | P4 | 8.930,- | 8.930,- | 9.180,- | 250,- | -- |
| | 2 | 1 | 1 | 1 | | Directeur adjoint du département | P3 | 7.460,- | 7.880,- | 8.090,- | 630,- | -- |
| | 3 | 1 | 1 | 1 | | Secrétaire bilingue | GS4 | 3.984,- | 3.552,- | 3.984,- | - | - |
| | 4 | 2 | 2 | 2 | | Sténographes | GS2 | 4.320,- | 6.048,- | 6.240,- | 1.920,- | - |
| | | | | | | | | 24.694,- | 26.410,- | 27.494,- | 2.800,- | - |
| 2 | | | | | | <u>BUREAU DES SANCTIONS ET DE LA DE-COLONISATION</u> | | | | | | |
| | 1 | 2 | 2 | 2 | | Coordinateurs | P2 | 12.260,- | 12.240,- | 12.810,- | 550,- | - |
| 3 | | | | | | <u>BUREAU DES REFUGIES</u> | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | 1 | | Chef de section | P2 | 6.130,- | - | 6.130,- | | |
| | 2 | 1 | 1 | 1 | | Coordinateur | P2 | 6.130,- | - | 6.130,- | | |
| 4 | | | | | | <u>BUREAU DE LA DEFENSE ET DES AFFAIRES POLITIQUES GENERALES</u> | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | 1 | | Coordinateur | P2 | 6.130,- | 6.500,- | 6.130,- | | |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-D RELATIF AU DEPARTEMENT DES AFFAIRES POLITIQUES | | 55.344,- | 45.350,- | 58.694,- | 3.350,- | - |

CHAPITRE I-E

DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES

| Section | Sous-section | Effectif pré-vu | | Effectif réel | Code | Description | Grade | Crédits | Salaire | Prévisions | Augmenta- | Réduc- |
|---------|--------------|-----------------|-------|---------------|------|---|-------|----------|--------------|------------|-----------|--------|
| | | 67/68 | 68/69 | | | | | 1966/67 | réel 1967/68 | 1968/69 | tion | tion |
| 1 | | | | | 100 | <u>DIRECTION</u> | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | 1 | | Directeur | P4 | 8.930,- | 10.130,- | 10.130,- | 1.200,- | - |
| | 2 | 1 | 1 | | | Secrétaire bilingue | GS4 | 3.984,- | - | 3.984,- | - | - |
| | 3 | 2 | 2 | 1 | | Sténographe | GS2 | 4.320,- | 3.264,- | 5.808,- | 1.488,- | - |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-E 1 | | 17.234,- | 13.394,- | 19.922,- | 2.688,- | - |
| 2 | | | | | | <u>SECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS.</u> | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | 1 | | Chef de service | P3 | 8.300,- | 7.460,- | 8.300,- | - | - |
| | 2 | 1 | 1 | 1 | | Adjoint au chef de service, chargé des questions économiques et financières générales | P2 | 6.880,- | 7.060,- | 7.250,- | 370,- | - |
| | 3 | 1 | 1 | 1 | | Coordinateur | P2 | 6.130,- | 6.048,- | 6.500,- | 370,- | - |
| | 4 | | 1 | | | Adjoint au chef de service, chargé des questions du transport et des télécommunications | P2 | | | 6.130,- | 6.130,- | - |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-E 2 | | 21.310,- | 20.528,- | 28.180,- | 6.870,- | - |
| 3 | | | | | | <u>SECTION DES AFFAIRES SOCIALES</u> | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | 1 | | Chef de service | P3 | 7.460,- | 7.670,- | 7.880,- | 420,- | - |
| | 2 | 2 | 2 | | | Adjoint au chef de service chargé des questions sociales | P2 | 12.260,- | | 12.260,- | - | - |
| | 3 | 1 | 1 | 1 | | Adjoint au chef de service chargé des questions du travail | P2 | 6.130,- | 6.310,- | 6.500,- | 370,- | - |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-E 3 | | 25.850,- | 13.980,- | 26.640,- | 790,- | - |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-E RELATIF AU DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES | | 64.394,- | 47.942,- | 74.742,- | 10.348,- | - |

CHAPITRE I-F
DEPARTEMENT DES AFFAIRES CULTURELLES ET SCIENTIFIQUES

| Sec-tion | Sous-section | Effectif pré-vu | | Effectif réel | Code | Description | Grade | Crédits 1966/67 | Salaire réel | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|----------|--------------|-----------------|-------|---------------|------|--|-------|-----------------|--------------|--------------------|--------------|-----------|
| | | 67/68 | 68/69 | | | | | | | | | |
| 1 | | | | | 100 | <u>DIRECTION</u> | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | 1 | | Directeur du département | P4 | 8.930,- | 8.930,- | 9.180,- | 250,- | - |
| | 2 | 1 | 1 | | | Secrétaire bilingue | GS4 | 3.984,- | - | 3.984,- | - | - |
| | 3 | 1 | 1 | 1 | | Sténographe | GS2 | 2.160,- | 2.520,- | 2.688,- | 528,- | - |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-F 1 RELATIF A LA DIRECTION DU DEPARTEMENT | | 15.074,- | 11.450,- | 15.852,- | 778,- | - |
| 2 | | | | | | <u>DIVISION DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE</u> | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | | | Chef de service | P3 | 7.460,- | - | 7.460,- | - | - |
| | 2 | 1 | 1 | | | Adjoint chargé des questions de l'éducation | P2 | 6.130,- | - | 6.130,- | - | - |
| | 3 | 1 | 1 | 1 | | Adjoint chargé des questions culturelles | B2 | 6.130,- | 6.130,- | 6.310,- | 180,- | - |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-F 2 RELATIF A LA DIVISION DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE | | 19.720,- | 6.130,- | 19.900,- | 180,- | - |
| 3 | | | | | | <u>BUREAU DE LA SANTE ET DE LA NUTRITION</u> | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | | | Directeur du Bureau de la santé | P4 | 8.930,- | 8.930,- | 9.180,- | 250,- | - |
| | 2 | 2 | 2 | | | Spécialistes de la santé | P3 | 14.920,- | - | 14.920,- | - | - |
| | 3 | 1 | 1 | | | Secrétaire bilingue | GS4 | 3.984,- | - | 3.984,- | - | - |
| | 4 | 1 | | | | Sténographe | GS2 | 2.160,- | - | 2.160,- | - | - |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-F 3 RELATIF AU BUREAU DE LA SANTE ET DE LA NUTRITION | | 29.994,- | 8.930,- | 30.244,- | 250,- | - |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-F RELATIF AU DEPARTEMENT DES AFFAIRES CULTURELLES ET SCIENTIFIQUES | | 64.788,- | 26.510,- | 65.996,- | 1.208,- | - |

CHAPITRE I-GCONSULTANTS ET GROUPES D'EXPERTS

| Code | Description | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1967/68 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduo- tion |
|------|-------------|--------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| 101 | Néant | Néant | Néant | Néant | Néant | Néant |

CHAPITRE I-H

ASSISTANCE TEMPORAIRE

| Code | Description | Crédits 1966/67 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Réductio |
|------|---|--------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------|----------|
| 102 | Traducteurs et secrétaires temporaires | - | 48.196,01 | - | - | - |

CHAPITRE I-I

HEURES SUPPLEMENTAIRES ET TRAVAIL NOCTURNE

| Code | Description | Crédits 1966/67/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduo- tion |
|------|------------------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| 103 | Heures supplémentaires | - | 80 | - | - | - |

CHAPITRE II
DEPENSES COURANTES AFFERENTES AU PERSONNEL

| Section | Sous-section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|---|--------------|------|---|-----------------|--------------------------|--------------------|--------------|-----------|
| IV | 1 | 200 | Frais de transport afférents à la prise de fonctions | 40.000,- | 14.054,80 | 15.000,- | - | 25.000 |
| | 2 | 201 | Frais de transport afférents aux congés dans les foyers | 20.000,- | 13.074,99 | 41.000,- | 21.000,- | - |
| | 3 | 202 | Frais de transport afférents aux transferts et congés dans les foyers | - | - | - | - | - |
| | 4 | 203 | Indemnité d'installation | 25.000,- | 7.917,- | 10.000,- | - | 15.000 |
| | 5 | 204 | Indemnités pour personnes à charge | 25.000,- | 10.312,03 | 15.000,- | - | 10.000 |
| | 6 | 205 | Allocation de logement au siège | 27.000,- | 25.088,44 | 27.600,- | 600,- | - |
| | 7 | 206 | Caisse de retraite de l'OUA | - | - | - | - | - |
| | 8 | 207 | Système d'assurance de l'OUA | - | - | 10,- | 10,- | - |
| | 9 | 208 | Régime de prestations médicales de l'OUA | 15.000,- | 4.510,10 | 5.000,- | - | 10.000 |
| | 10 | 209 | Gratification de fin de services | 5.000,- | 7.471,04 | 30.000,- | 25.000,- | - |
| | 11 | 210 | Loyer de la résidence officielle (du Secrétaire général) | 9.600,- | 9.600,- | 9.600,- | - | - |
| | 12 | 211 | Allocation de logement de 4 Secrétaires généraux adjoints | 14.400,- | 14.400,- | 14.400,- | - | - |
| TOTAL DU CHAPITRE II RELATIF AUX DEPENSES COURANTES AFFERENTES AU PERSONNEL | | | | 181.000,- | 106.428,40 | 167.610,- | 46.610,- | 60.000 |

Notes explicatives :

Section 2 : 17 membres du personnel auront droit à des congés dans les foyers.

Section 6 : 9 postes P4 à raison de \$ EU 150 par mois : \$ EU 16.200,-. Le nombre moyen de personnes à charge est estimé à 4 postes P3 à raison de \$ EU 100 par mois : \$ EU 48.000,-. 60 postes GS à raison de \$ EU 75 par mois : \$ EU 14.400,-

Section 10: 20 membres du personnel auront droit à une gratification annuelle conformément à la Section V, article 3 des Règlements et Statut du Personnel.

NOTE EXPLICATIVE

1. En vertu du Règlement du personnel, les frais de transport des membres du personnel de leur domicile au siège de l'OUA ou au lieu de leur affectation officielle, lors d'une première nomination, sont assumés par l'Organisation. De nouvelles nominations, qui pourront se chiffrer à quinze, auront lieu au cours de cet exercice financier. Le montant de 20.000,- dollars E.U. doit couvrir les frais de voyage des nouveaux membres du personnel et de leurs familles.

2. Le Règlement du personnel dispose également que l'Organisation paie les frais de transport du personnel qui se rend en congé dans les foyers ou du personnel dont les services ont pris fin. Vingt quatre membres du personnel se rendront en congé dans leurs foyers ou quitteront le service de l'Organisation en cours de la période couverte par ce rapport. En conséquence, il y a lieu de prévoir des billets aller et retour par membre du personnel qui se rend en congé dans les foyers et des billets aller simple par membre du personnel qui quitte le service de l'Organisation.

3. Le Règlement du personnel donne droit à une indemnité d'installation, aux allocations pour charge de famille, à une gratification de fin de service, et au bénéfice d'un système général d'assurance pendant que le personnel est en service. Des prévisions budgétaires ont été établies en conséquence pour l'indemnité d'installation, les allocations pour charge de famille et la gratification de fin de service.

CHAPITRE III

VOYAGES DU PERSONNEL EN MISSION OFFICIELLE

| Section | Code | Détail des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|---------|------|---|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------|-----------|
| 1 | 300 | Département de l'Administration) | | 2.200,- | 4.000,- | | |
| 2 | 301 | Département des affaires politiques) | | 13.064,10 | 13.600,- | | |
| 3 | 302 | Département des affaires économiques et sociales) | | 11.441,16 | 15.000,- | | |
| 4 | 303 | Département des affaires scientifiques et culturelles) | 15.000,- | 5.729,- | 3.000,- | | |
| 5 | | Cabinet) | | 5.546,26 | 1.850,- | | |
| 6 | | Voyages officiels du Secrétaire général) | | | 4.500,- | | |
| 7 | | Contrôleurs financiers internes) | | 4.575,- | 5.000,- | | |
| | | TOTAL DU CHAPITRE III VOYAGES DU PERSONNEL EN MISSION OFFICIELLE | 15.000,- | 42.555,52 | 46.950,- | 31.950,- | - |
| | | <u>Note explicative:</u> Administration voir page 22 | | | | | |
| | | Département Politique 23 - 24 | | | | | |
| | | " Ecosoc 25 | | | | | |
| | | " Scientific 26 | | | | | |
| | | Cabinet 27 | | | | | |
| | | Missions Off; Sec Gen 28 | | | | | |

DEPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION

VOYAGES DU CHEF DES SERVICES FINANCIERS AUX BUREAUX REGIONAUX

| | |
|-------------------------|-----------------|
| Addis-New York | 550.00 |
| Nairobi-Lagos | 409.70 |
| Addis-Abéba/Lagos | 268,80 |
| Lagos/Niamey | 67,20 |
| Niamey/Yaoundé | 149,80 |
| Youandé/Bangui | 76,90 |
| Bangui/Dar-Es-Salaam | 291,90 |
| Dar-Es-Salaam/Nairobi | 60,20 |
| Nairobi/Addis-Abéba | 92,40 |
| Excédent de bagages | 134,— |
| Frais divers | 50,— |
| Indemnités journalières | 1.275,— |
| | <hr/> |
| T O T A L | 3,425,90 |

DEPARTEMENT DES AFFAIRES POLITIQUES

ASSEMBLEE GENERALE - NEW-YORK : 60 jours

| | | |
|---------------------------|-------------|----------|
| - Transport | 1.577,— | |
| - Excédent de bagages | 157,70 | |
| - Indemnités journalières | 1.800,— | |
| - Frais divers | <u>50,—</u> | |
| | 3.584,70 | 3.584,70 |

COMITE EXECUTIF SUR LES REFUGIES - GENEVE : 15 jours

| | | |
|---------------------------|-------------|----------|
| - Transport | 957,60 | |
| - Excédent de bagages | 95,76 | |
| - Indemnités journalières | 450,— | |
| - Frais divers | <u>20,—</u> | |
| | 1.523,36 | 1.523,36 |

COMITE DE LIBERATION - DAR-ES-SALAAM : 2 sessions : 14 jours

| | | |
|---------------------------|--------------|----------|
| - Transport | 392,60 | |
| - Excédent de bagages | 39,26 | |
| - Indemnités journalières | 210,— | |
| - Frais divers | <u>10,—</u> | |
| | 651,86 x 2 = | 1.303,72 |

COMITE DES CINQ - LUSAKA : 2 sessions : 14 jours

| | | |
|---------------------------|--------------|----------|
| - Transport | 511,30 | |
| - Excédent de bagages | 51,13 | |
| - Indemnités journalières | 210,— | |
| - Frais divers | <u>10,—</u> | |
| | 782,43 x 2 = | 1.564,86 |

DEPARTEMENT DES AFFAIRES POLITIQUES (suite)Report

7.976,64

COMMISSION SPECIALE SUR LE DIFFEREND FRONTALIER ALGERO-MAROCAIN : 15 jours

| | |
|----------------------------|-------------|
| -- Transport | 627,80 |
| -- Excédent de bagages | 89,38 |
| -- Indemnités journalières | 375,— |
| -- Frais divers | <u>20,—</u> |
| | 1.112,18 |

1.112,18

MISSIONS IMPREVUES

3.500,—

T O T A L

12.588,82

=====

ASSISTANCE AUX REUNIONS
DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES

| N° | Conférence ou réunion | Lieu | Durée | Nombre de fonctionnaires de l'OUA qui assistent | Allocations journalières | Transport | Total |
|----|---|----------|----------|---|--------------------------|-----------|----------|
| 1 | Septième Conseil de la CNUCED | Genève | 20 jours | 2 | 1.000,- | 1.612,- | 2.612,- |
| 2 | Session de l'O.I.T. | Genève | 21 jours | 2 | 1.050,- | 1.612,- | 2.662,- |
| 3 | Conférence des Nations Unies pour les affaires sociales | New York | 15 jours | 2 | 750,- | 2.445,- | 3.195,- |
| 4 | Neuvième session de la CEA | Kinshasa | 15 jours | 2 | 750,- | 1.500,- | 2.250,- |
| 5 | Réunion de la CEA - Afrique du Nord | Tanger | 7 jours | 1 | 175,- | 995,- | 1.170,- |
| 6 | Réunion de la CEA - Afrique occidentale | Niamey | 7 jours | 1 | 175,- | 931,- | 1.106,- |
| 7 | Réunion de la CEA - Afrique centrale | Kinshasa | 7 jours | 1 | 175,- | 650,- | 825,- |
| 8 | Réunion de la CEA - Afrique orientale | Lusaka | 7 jours | 1 | 175,- | 512,- | 687,- |
| | | | | | 4.250,- | 10.257,- | 14.507,- |

DEPARTEMENT DES AFFAIRES SCIENTIFIQUES ET CULTURELLESU N E S C O - PARIS : 7 jours

| | | |
|---------------------------|-------------|----------|
| - Transport | 757,60 | |
| - Excédent de bagages | 95,76 | |
| - Indemnités journalières | 175,— | |
| - Frais divers | <u>10,—</u> | |
| | 1.038,36 | 1.038,36 |

E. A. O. - ROME : 7 jours

| | | |
|---------------------------|-------------|--------|
| - Transport | 595,90 | |
| - Excédents de bagages | 84,06 | |
| - Indemnités journalières | 175,— | |
| - Frais divers | <u>10,—</u> | |
| | 864,96 | 864,96 |

O. M. S. - GENEVE : 7 jours

| | | |
|---------------------------|-------------|--------|
| - Transport | 690,80 | |
| - Excédent de bagages | 95,76 | |
| - Indemnités journalières | 175,— | |
| - Frais divers | <u>10,—</u> | |
| | 971,56 | 971,56 |

T O T A L

2.874,88
=====

C A B I N E T

REUNION DES EXPERTS JURIDIQUES (CONVENTION REFUGIES) - DAR-ES-SALAAM : 15 jours

| | | |
|---------------------------|-------------|--------|
| - Transport | 305,20 | |
| - Excédent de bagages | 39,26 | |
| - Indemnités journalières | 375,— | |
| - Frais divers | <u>20,—</u> | |
| | 739,46 | 739,46 |

COMMISSION SPECIALE SUR LE DIFFEREND FRONTALIER ALGERO-MAROCAIN : 15 jours.

| | | |
|---------------------------|-------------|----------|
| - Transport | 627,80 | |
| - Excédent de bagages | 89,38 | |
| - Indemnités journalières | 375,— | |
| - Frais divers | <u>20,—</u> | |
| | 1.112,18 | 1.112,18 |

T O T A L

1.851,64

MISSIONS OFFICIELLES - SECRETAIRE GENERAL

ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES : 7 jours

| | | |
|---------------------------|-------------|---------|
| - Transport | 1.577,— | |
| - Indemnités journalières | 280,— | |
| - Frais divers | <u>50,—</u> | |
| | 1.907,— | 1.907,— |

E C O S O C - GENEVE : 10 jours

| | | |
|---------------------------|-------------|----------|
| - Transport | 957,60 | |
| - Indemnités journalières | 400,— | |
| - Frais divers | <u>20,—</u> | |
| | 1.377,60 | 1.377,60 |

COMITE DE LIBERATION - DAR-ES-SALAAM : 7 jours

| | | |
|---------------------------|-------------|--------|
| - Transport | 392,60 | |
| - Indemnités journalières | 280,— | |
| - Frais divers | <u>10,—</u> | |
| | 682,60 | 682,60 |

COMITE DES CINQ - LUSAKA : 7 jours

| | | |
|---------------------------|-------------|---------------|
| - Transport | 511,30 | |
| - Indemnités journalières | 280,— | |
| - Frais divers | <u>10,—</u> | |
| | 801,30 | <u>801,30</u> |

CHAPITRE IV

LOYERS ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX

| Ses- tion | Sous sec- tion | Code | Détails des dépenses | Crédits 1966/67 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévi- sions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduco- tion |
|--------------|----------------------|------|---|--------------------|--------------------------------|----------------------------|-------------------|-----------------|
| 1 | | | <u>LOYERS ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX</u> | | | | | |
| | 1 | 400 | Loyers des locaux | - | 144,- | 1,- | 1,- | - |
| | 2 | 401 | Entretien des véhicules | 15.000,- | 9.456,08 | 10.000,- | - | 5.000,- |
| | 3 | 402 | Entretien de l'équipement | | | | | |
| | 4 | 403 | Entretien des locaux | | | | | |
| | 5 | 404 | Services publics (électricité et eau) | 20.000,- | 1.674,51 | 2.000,- | - | 18.000,- |
| | 6 | 405 | Modification des locaux | 15.000,- | 3.658,66 | 5.000,- | - | 10.000,- |
| | 7 | 406 | Assurance des véhicules et de l'équipement | | - | 10,- | 10,- | - |
| | | | | 5.000,- | 2.192,20 | 2.000,- | - | 3.000,- |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE IV - LOYERS ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX | 55.000,- | 17.125,45 | 19.011,- | 11,- | 36.000,- |
| | | | | ===== | ===== | ===== | ===== | ===== |

CHAPITRE V
COMMUNICATIONS

| Section | Sous-section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1966/67 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduction |
|--|--------------|------|---------------------------|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|-----------|
| | 1 | 500 | Câbles) | | 13.272,31 | 16.000,- | | |
| | 2 | 501 | Téléphones) | | 7.391,88 | 9.000,- | | |
| | 3 | 502 | Affranchissement postal) | | 13.607,20 | 18.000,- | | |
| | 4 | 503 | Malle-poste) | 100.000,- | | 1.000,- | | 55.000,- |
| | 5 | 504 | Frêt) | | | 1.000,- | | |
| TOTAL DU CHAPITRE V RELATIF AUX COMMUNICATIONS | | | | 100.000,- | 34.271,39 | 45.000,- | - | 55.000,- |

CHAPITRE VI
FOURNITURES ET SERVICES DIVERS

| Section | Sous-section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1966/67 | Dépenses réelles | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|---------|--------------|------|---|--------------------|---------------------|-----------------------|--------------|-----------|
| | 1 | 600 | Papeterie et fournitures de bureau | 25.000,- | 27.093,80 | 25.000,- | - | - |
| | 2 | 601 | Frais bancaires et timbres fiscaux | - | 5.032,92 | 7.000,- | 7.000,- | - |
| | 3 | 602 | Frais des vérificateurs externes | - | - | - | - | - |
| | 4 | 603 | Réceptions officielles et invitations | 5.000,- | 7.036,28 | 5.000,- | - | - |
| | 5 | 604 | Commodités pour le personnel | - | - | - | - | - |
| | 6 | 605 | Livres et services pour la bibliothèque | - | - | 15.000,- | 15.000,- | - |
| | 7 | 606 | Abonnements à des journaux et périodiques | - | 1.931,06 | 3.000,- | 3.000,- | - |
| | 8 | 607 | Fournitures et services divers (uniformes, etc.) | - | 3.648,10 | 5.000,- | 5.000,- | - |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE VI RELATIF AUX FOURNITURES ET SERVICES DIVERS | 30.000,- | 44.742,16 | 60.000,- | 30.000,- | - |

CHAPITRE VII
IMMOBILISATIONS

| Section | Sous-section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1966/67 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|---------|--------------|------|---|-----------------|--------------------------|--------------------|--------------|-----------|
| 4 | | | <u>IMMOBILISATIONS</u> | | | | | |
| | 1 | 700 | Terrain et bâtiments | - | - | - | - | - |
| | 2 | 701 | Amélioration des locaux | - | - | - | - | - |
| | 3 | 702 | Mobilier et agencements | - | 15.903,66 | 7.000,- | 7.000,- | - |
| | 4 | 703 | Equipement de bureau | - | 7.446,94 | 9.000,- | 9.000,- | - |
| | 5 | 704 | Equipement de reproduction (interne) | - | 2.006,- | 1.000,- | 1.000,- | - |
| | 6 | 705 | Equipement pour télécommunications | - | 680,- | 4.000,- | 4.000,- | - |
| | 7 | 706 | Equipement pour le service de presse et d'information | - | 5.558,74 | 2.000,- | 2.000,- | - |
| | 8 | 707 | Equipement de transport, y compris les véhicules | - | 3.608,40 | 10.000,- | 10.000,- | - |
| | 9 | 708 | Equipement pour l'interprétation | - | - | 22.000,- | 22.000,- | - |
| | 10 | 709 | Equipement divers | - | - | - | - | - |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE VII RELATIF AUX IMMOBILISATIONS | | 35.203,74 | 55.000,- | 55.000,- | - |

Notes explicatives

Section 9 : L'achat d'un équipement moderne pour l'interprétation est indispensable afin de conserver la liberté d'action nécessaire et ne plus dépendre d'autres pour le service des réunions.

DUREE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT
ET POUR LES AUTRES REUNIONS.

En base de l'expérience des réunions précédentes, il est estimé que :

- 1°/ - Pour une réunion de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement qui est généralement de cinq à six jours, précédée d'une réunion préparatoire du Conseil des ministres de cinq à six jours, les prévisions budgétaires pour le personnel technique, engagé à court terme, et pour les services divers de conférence, doivent être établies pour une quinzaine de jours.
- 2°/ - Pour une réunion du Conseil des ministres, des commissions spécialisées, des commissions spéciales, des groupes de consultants et d'experts, ces prévisions doivent être basées sur une période de dix jours. L'augmentation de l'effectif que comportent les prévisions budgétaires résulte de la décision du Conseil des ministres stipulant que la langue arabe serait employée et que le nombre des commissions serait de trois.

CHAPITRE VIII-a
CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT
(Prévisions pour une session ordinaire, précédée par une
réunion du Conseil des ministres (15 jours))

| Section | Sous-section | Code | Détail des dépenses | Ef-fec-tif | Crédits 1966/67/68 | Ef-fec-tif | Dépenses réelles | Ef-fec-tif | Prévisions 1968/69 | Augmenta-tion | Réduc-tion |
|---------|--------------|------|--|------------|--------------------|------------|------------------|------------|--------------------|---------------|------------|
| VIII | 1 | 800 | Interprètes : Traitement | 8 | 9.200,- | 13 | 10.900,- | 18 | 11.510,- | 6.360,- | - |
| | | | Indemnités journalières | | | | | | 4.050,- | | |
| | 2 | | Traducteurs : Traitement | 8 | 10.600,- | 10 | 7.384,- | 16 | 6.600,- | | 400,- |
| | | | Indemnités journalières | | 8.420,- | 2 | 1.434,- | | 3.600,- | | |
| | 3 | | Sténographes parlementaires | 8 | 8.420,- | 2 | 1.434,- | | | | 8.420,- |
| | 4 | | Rédacteurs de comptes rendus: Traitement | 4 | 4.400,- | 9 | 4.978,50 | 15 | 6.187,50 | 5.162,50 | |
| | | | Indemnités journalières | | | | | | 3.375,- | | |
| | 5 | | Réviseurs | - | | 2 | 879,- | 4 | 1.980,- | 1.980,- | |
| | | | | | | | | | 1.100,- | 1.100,- | |
| | 6 | | Collationneurs | - | | 2 | 400,- | - | - | - | |
| | 7 | | Secrétaires bilingues : Traitement | 4 | 4.460,- | 12 | 5.844,- | 15 | 4.500,- | 3.415,- | |
| | | | Indemnités journalières | | | | | | 3.375,- | | |
| | 8 | | Frais de voyage par avion, excédents de bagages et faux frais | | | 50 | 29.509,81 | 68 | 42.160,- | 42.160,- | |
| | 9 | | Location de moyens de transport | | | | 798,- | | 1.000,- | 1.000,- | |
| | 10 | | Plantons temporaires, travaux occasionnels, service de la conférence | | | | 10.354,- | | 5.000,- | 5.000,- | |
| | | | TOTAL DES PREVISIONS POUR UNE REUNION DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT | 32 | 37.080,- | 50 | 72.481,31 | 68 | 94.437,50 | 6.177,50 | 8.820,- |

Note explicatives: Pour ce chapitre et ceux qui suivent, les prévisions qui ont trait aux dépenses relatives aux réunions ont été établies sur la base des taux suivants : Transport du personnel par avion aller-retour : \$ 620 par personne. Indemnité journalière : \$ 15 par personne. Traitements : \$ 43 par jour pour les interprètes ; 27,50 par jour pour les traducteurs ; 33 par jour pour les réviseurs ; \$ 27,50 par jour pour les rédacteurs de comptes rendus analytiques ; \$ 20,- par jour pour les secrétaires bilingues.

CHAPITRE VIII-b
REUNION DU CONSEIL DES MINISTRES
(Prévisions pour une session ordinaire (10 jours))

| Sec- tion | Sous sec- tion | Code | Détail des dépenses | Crédits | | Dépenses réelles | | Prévisions | | Augmen- tation | Réduc- tion |
|--------------|----------------------|------|--|------------|----------|------------------|-----------|------------|--------------------|-------------------|----------------|
| | | | | Ef- fec | 66/67/68 | ef- fec | 1966/67 | ef- fec | 1968/69 | | |
| VIIIb | 1 | 801 | Interprètes : traitement indemnités journalières | 8 | 7.923,- | 12 | 7.204,- | 18 | 7.740,- 2.700,- | 2.512,- | |
| | 2 | | Traducteurs : traitement indemnités journalières | 8 | 8.720,- | 11 | 3.904,10 | 16 | 4.400,- 2.500,- | - | 1.820, |
| | 3 | | Sténographes parlementaires | 8 | 7.592,- | 2 | 774,- | | - | - | 7.592, |
| | 4 | | Rédacteurs de comptes rendus:traitement Indemnités journalières | 4 | 3.824,- | 9 | 2.982,50 | 15 | 4.125,- 2.250,- | 2.551,- | |
| | 5 | | Réviseurs | - | - | 4 | 1.328,20 | 4 | 1.320,- 600,- | 1.920,- | |
| | 6 | | Secrétaires bilingues : traitement Indemnités journalières | 6 | 5.700,- | 4 | 1.300,20 | 15 | 3.000,- 2.250,- | | 450, |
| | 7 | | Frais de voyage par avion, excédents de ba- gages et faux frais | | | (24) | 22.111,30 | (68) | 42.160,- | 42.160,- | |
| | 8 | | Location de moyens de transport | | | | 620,- | | 1.000,- | 1.000,- | |
| | 9 | | Paiement de divers services pour la conférence | | | | 427,80 | | 5.000,- | 5.000,- | |
| | 10 | | Frais d'impression des comptes rendus et ré- solutions | | | | 1.297,20 | | - | - | |
| | | | TOTAL DES PREVISIONS POUR UNE SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES | 34 | 33.764,- | 42 | 41.949,30 | 68 | 79.045,- | 55.143,- | 9.862, |

CHAPITRE VIII-c

COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE

(Prévisions pour la session ordinaire biennale devant se tenir au cours de la période allant du 1er juin 1967 au 31 mai 1969 (10 jours))

| Sec- tion | Sous sec- tion | Code | Détail des dépenses | C r é d i t s | | Dépenses réelles | | Prévisions | | Augmen- tation | Réduc- tion |
|--------------|----------------------|------|--|---------------|----------|------------------|----------|-------------|--------------------|-------------------|----------------|
| | | | | Ef- fec. | 66/67/68 | Ef- fec. | 1966/67 | Ef- fec. | 1968/69 | | |
| VIII-c | 1 | 802 | Interprètes : Traitement Indemnités journalières | 6 | 5.946,- | | | 12 | 5.160,- 1.800,- | 1.014,- | - |
| | 2 | | Traducteurs : Traitement Indemnités journalières | 6 | 6.540,- | | 3.356,10 | 12 | 3.960,- 1.800,- | | 780,- |
| | 3 | | Réviseurs | | | | | 2 | 660,- | | |
| | 4 | | Rédacteurs de comptes rendus: Traitement Indemnités journalières | 4 | 3.824,- | | | 10 | 2.750,- 1.500,- | 426,- | |
| | 5 | | Secrétaires bilingues : Traitement Indemnités journalières | 6 | 5.700,- | | | 10 | 2.000,- 1.500,- | | 2.200,- |
| | 6 | | Frais de voyage par avion, excédents de bagage et faux frais | | | | | 46 | 28.520,- 700,- | 28.520,- 700,- | |
| | 7 | | Location de moyens de transport | | | | | | | | |
| | 8 | | Paiement aux techniciens et agents de la Conférence | | | | | | 5.000,- | 5.000,- | |
| | 9 | | Frais d'impression des comptes rendus et résolutions | | | | | | - | | |
| | | | TOTAL DES PREVISIONS POUR UNE SESSION ORDINAIRE DE LA COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE | 22 | 22.010,- | | 3.356,10 | 46 | 55.650,- | 36.620,- | 2.980,- |

CHAPITRE VIII-d

COMMISSION DE L'EDUCATION, DE LA SCIENCE, DE LA CULTURE ET DE LA SANTE

(Prévisions pour une session ordinaire biennale devant se tenir au cours de la période allant du 1er juin 1967 au 31 mai 1969) (10 jours)

| Sous- sec- tion | Code | Détails des dépenses | C r é d i t s | | Dépenses réelles | | Prévisions | | Augmenta- tion | Réduc- tion |
|-----------------------|------|---|---------------|----------|------------------|----------|-------------|----------|-------------------|----------------|
| | | | Ef- fec. | 66/67/68 | Ef- fec. | 1966/67 | Ef- fec. | 1968/69 | | |
| 1 | 802 | Interprètes : Traitements | 6 | 5.946,- |) | | 12 | 5.160,- | 1.014,- | |
| | | Indemnités journalières | | |) | | | 1.800,- | | |
| 2 | | Traducteurs : Traitements | 6 | 6.540,- |) | | 12 | 3.960,- | | 780,- |
| | | Indemnités journalières | | |) | 3.356,10 | | 1.800,- | | |
| 3 | | Réviseurs | | |) | | 2 | 660,- | | 960,- |
| | | | | |) | | | 300,- | | |
| 4 | | Rédacteurs de comptes rendus:Traitements | 4 | 3.824,- |) | | 10 | 2.750,- | | 426,- |
| | | Indemnités journalières | | |) | | | 1.500,- | | |
| 5 | | Secrétaires bilingues: Traitements | 6 | 5.700,- |) | | 10 | 2.000,- | | 2.200,- |
| | | Indemnités journalières | | |) | | | 1.500,- | | |
| 6 | | Frais de voyage par avion, excédents de bagage et faux frais | | |) | | 46 | 28.520,- | | 28.520,- |
| 7 | | Location de moyens de transport | | |) | | | 700,- | | 700,- |
| 8 | | Paiement aux techniciens et agents de la conférence | | |) | | | 5.000,- | | 5.000,- |
| 9 | | Frais d'impression des comptes rendus et résolutions | | |) | | | | | |
| | | TOTAL DES PREVISIONS POUR UNE SESSION ORDINAIRE DE LA COMMISSION DE L'EDUCATION, DE LA SCIENCE, DE LA CULTURE ET DE LA SANTE. | 22 | 22.010,- | - | 3.356,10 | 46 | 55.650,- | 36.620,- | 2.980,- |

CHAPITRE VIII-eCOMMISSION DE LA DEFENSE

(Prévisions pour une session ordinaire devant se tenir au cours
de la période allant du 1er juin 1967 au 31 mai 1969 (10 jours))

| Sous-section | Code | Détails des dépenses | D r é d i t s | | Dépenses réelles | | Prévisions | | Augmenta- tion | Réduc- tion | |
|--------------|------|---|---------------|----------|------------------|----------|-------------|----------|-------------------|----------------|---------|
| | | | Ef- fec. | 66/67/68 | Ef- fec. | 1966/67 | Ef- fec. | 1968/69 | | | |
| 1 | 804 | Interprètes : Traitement | 4 | 3.540,- | } | 2.237,40 | 7 | 3.270,- | 780,- | - | |
| | | Indemnités journalières | | | | | | | | | 1.050,- |
| 2 | | Traducteurs : Traitement | 4 | 3.796,- | | | | 6 | | | 1.650,- |
| | | Indemnités journalières | | | | | | | | | 900,- |
| 3 | | Rédacteurs de comptes rendus:Traitements | 4 | 3.440,- | | | 6 | 1.650,- | 800,- | | |
| | | Indemnités journalières | | | | | 900,- | | | | |
| 4 | | Réviseur | | | | | 1 | 330,- | 480,- | | |
| | | | | | | | | 150,- | | | |
| 5 | | Secrétaires bilingues : Traitements | 4 | 3.404 | | | 6 | 1.200,- | | 1.304,- | |
| | | Indemnités journalières | | | | | | 900,- | | | |
| 6 | | Frais de voyage par avion, excédents de bagages et faux frais | | | | | 26 | 16.120,- | 16.120,- | | |
| 7 | | Location de moyens de transport | | | | | | 700,- | 700,- | | |
| 8 | | Paiement aux techniciens et agents de la conférence | | | | | | 5.000,- | 5.000,- | | |
| 9 | | Frais d'impression des comptes rendus et résolutions | | | | | | | | | |
| | | TOTAL DES PREVISIONS POUR UNE SESSION ORDI- NAIRE DE LA COMMISSION DE LA DEFENSE | 16 | 14.180,- | | 2.237,40 | 26 | 33.820,- | 23.080,- | 3.440,- | |

CHAPITRE VIII-f
COMMISSION DES REFUGIES

| Section | Sous-section | Code | Détails des dépenses | C r é d i t s | | Dépenses réelles | | Prévisions | | Augmen- tation | Réduc- tion |
|---------|--------------|------|--|---------------|------------|------------------|---------|-------------|--------------------|-------------------|----------------|
| | | | | Ef- fec. | 1966/67/68 | Ef- fec. | 1966/67 | Ef- fec. | 1968/69 | | |
| II-f | 1 | 805 | Interprètes : Traitements Indemnités journalières | | | | | 7 | 3.270,- 1.050,- | | |
| | 2 | | Traducteurs : Traitements Indemnités journalières | | | | | 6 | 1.650,- 900,- | | |
| | 3 | | Rédacteurs de comptes rendus : Traitements Indemnités journalières | | | | | 6 | 1.650,- 900,- | | |
| | 4 | | Réviseurs | | | | | 1 | 330,- 150,- | | |
| | 5 | | Secrétaires bilingues : Traitements Indemnités journalières | | | | | 6 | 1.200,- 900,- | | |
| | 6 | | Coût de billets de voyage par avion, excé- dent de bagages et faux frais | | | | | 26 | 16.120,- | | |
| | 7 | | Location de moyens de transport | | | | | | 700,- | | |
| | 8 | | Paiement de techniciens et agents de la conférence | | | | | | 5.000,- | | |
| | 9 | | Impresssions des comptes rendus et résolu- tions | | | | | | | | |
| | | | TOTAL DES PREVISIONS POUR UNE SESSION ORDI- NAIRE DE LA COMMISSION DES REFUGIES | | | | | 26 | 33.820,- | 33.820,- | |
| | | | | === | ===== | === | ===== | === | ===== | ===== | ===== |

CHAPITRE VIII-g
REUNION DE LA COMMISSION SPECIALE SUR LE CONFLIT FRONTALIER
ALGERO-MAROCAIN

| Section | Sous-section | Code | Détails des dépenses | C r é d i t s | | Dépenses réelles | | Prévisions | | Augmenta- tion | Réduc- tion |
|---|--------------|------|---|------------------------|----------|---------------------|-----------|---------------------|--------------------|-------------------|----------------|
| | | | | Ef- fec. 1966/67/68 | | Ef- fec. 1966/67 | | Ef- fec. 1968/69 | | | |
| VIII-g | 1 | 806 | Interprètes : Traitements Indemnités journalières | | | | | 7 | 3.270,- 1.050,- | | |
| | 2 | | Traducteurs : Traitements Indemnités journalières | | | | | 6 | 1.650,- 900,- | | |
| | 3 | | Rédacteurs de comptes rendus: Traitement Indemnités journalières | | | 11.598,70 | | 6 | 1.650,- 900,- | | |
| | 4 | | Réviseurs | | | | | 1 | 330,- 150,- | | |
| | 5 | | Secrétaires bilingues : Traitements Indemnités journalières | | | | | 6 | 1.200,- 900,- | | |
| | 6 | | Frais de voyage par avion, excédents de bagages et faux frais | | | | | 26 | 16.120,- | | |
| | 7 | | Location de moyens de transport | | | | | | 700,- | | |
| | 8 | | Paiement des divers services de la Confé- rence | | | | | | 5.000,- | | |
| | 9 | | Frais d'impression des comptes rendus et résolutions | | | | | | | | |
| TOTAL DES PREVISIONS POUR UNE SESSION ORDINAIRE DE LA REUNION DE LA COMMISSION SPECIALE SUR LE CONFLIT FRONTALIER ALGERO- MAROCAIN | | | | | 20.000,- | | 11.598,70 | 26 | 33.820,- | 13.820,- | |

CHAPITRE VIII
REUNION DES COMMISSIONS MIXTES
RELATIVES AUX BATIMENTS DES BUREAUX PERMANENTS DU SIEGE DE L'OUA

| Section | Sous-section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles | Ef- fectif | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduc- tion |
|---------|--------------|------|--|--------------------|---------------------|---------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | 1 | | Interprètes : Traitements Indemnités journalières | | | 4 | 2.580,- 900,- | | |
| | 2 | | Traducteurs : Traitements Indemnités journalières | | | 2 | 825,- 450,- | | |
| | 3 | | Coût de billets avions pour 10 membres du personnel technique | | | | 3.720,- | | |
| | | | TOTAL POUR UNE REUNION | | | | 8.475,- | | |
| | | | TOTAL POUR TROIS REUNIONS | | | | 25.425,- | | |

CHAPITRE

REUNION DU COMITE CONSULTATIF SUR LES QUESTIONS BUDGETAIRES ET FINANCIERES

| Sec- tion | Sous- sec- tion | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles | Ef- fectif | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion |
|--------------|-----------------------|------|---|--------------------|---------------------|---------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | 1 | | Interprètes: Traitements | | | 4 | 2.580,- | | |
| | | | Indemnités journalières | | | | 900,- | | |
| | 2 | | Traducteurs : Traitements | | | 2 | 825,- | | |
| | | | Indemnités journalières | | | | 450,- | | |
| | 3 | | Coût de billets avion pour 10 membres du personnel technique | | | | 3.720,- | | |
| | | | TOTAL POUR UNE REUNION | | | | 8.475,- | | |
| | | | TOTAL POUR DEUX REUNIONS | | | | 16.950,- | | |

COMMISSION SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET DE LA RECHERCHE

SOMMAIRE DES PREVISIONS BUDGETAIRES POUR 1968/69

| Section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduo- tion |
|---------|------|---|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | Secrétariat de la CSTR, Lagos | 353.882,- | 207.924,48 | 210.876,40 | 12.349,40 | 155.355,- |
| | | Bureau de Publications, Niamey | 26.502,- | 34.785,97 | 47.410,- | 28.016,- | 7.108,- |
| | | C.P.S.I.A., Yaoundé | 43.094,- | 36.451,65 | 54.970,- | 16.116,- | 4.240,- |
| | | B.I.S., Bangui | 74.181,- | 58.274,30 | 69.438,- | 12.646,- | 17.389,- |
| | | B.I.S.A., Muguga | 46.608,- | 32.144,51 | 52.398,- | 12.956,- | 7.166,- |
| | | TOTAL DU CHAPITRE RELATIF A LA COMMISSION SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET DE LA RECHERCHE | 544.267,- | 369.580,91 | 435.092,40 | 82.083,40 | 191.258,- |

SECRETARIAT DE LA C.S.T.R. - LAGOS

| Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 Lagos & Londres US\$ | Dépenses réelles 1966/1967 Lagos seulement U.S. \$ | Prévisions 1968/1969 Lagos seu- lement \$ US | Augmen- tation U.S.\$ | Réduc- tion U.S.\$ |
|------|---|---|---|---|-----------------------------|--------------------------|
| | Postes fixes | 96.294,- | 52.826,80 | 86.321,40 | 2.865,40 | 12.838,- |
| | Consultants et experts | - | - | - | - | - |
| | Assistance temporaire | | 2.819,18 | - | - | - |
| | Heures supplémentaires et allocation pour service de nuit | - | - | - | - | - |
| | Dépenses courantes afférentes au personnel | 22.460,- | 3.195,22 | 12.600,- | 6.600,- | 16.460,- |
| | Frais de voyage de membres du personnel en mission officielle | 10.275,- | 16.816,46 | 10.275,- | - | - |
| | Loyer et entretien de l'équipement et des locaux | 16.853,- | 14.603,09 | 7.720,- | 2.604,- | 11.737,- |
| | Communications | 29.600,- | 4.371,84 | 8.000,- | - | 21.600,- |
| | Fournitures et services divers | 117.000,- | 76.691,77 | 55.960,- | 280,- | 61.320,- |
| | Immobilisations | 2.800,- | 6.806,- | - | - | 2.800,- |
| | Conférences et réunions | 58.600,- | 29.794,12 | -30.000,- | | 28.600,- |
| | TOTAL | 353.882,- | 207.924,48 | 210.876,40 | 12.349,40 | 155.355,- |

CHAPITRE I-A

SECRETARIAT DE LA CSTR - LAGOS

EMOLUMENTS DU PERSONNEL

| Sous-section | Effic. prévu | | Effic. réel | Code | Description | Grade | Crédits 1967/68 | Salaire | Prévisions | Augmentation | Réduction |
|--------------|--------------|-------|-------------|------|--------------------------------|-----------|-----------------|--------------|------------|--------------|-----------|
| | 67/68 | 68/69 | | | | | | réel 1967/68 | 1968/69 | | |
| 1 | 1 | 1 | 1 | | Secrétaire exécutif | P6 | 11.950,- | 12.240,- | 12.520,- | 570,- | |
| 2 | 2 | 2 | | | Secrétaires exécutifs adjoints | P4 | 19.740,- | - | 17.860,- | | 1.880,- |
| 3 | 1 | 1 | 1 | | Chef comptable | P2 | 6.880,- | 7.060,- | 7.250,- | 370,- | - |
| 4 | 1 | 1 | | | Aide-comptable | GS5 | 4.704,- | - | 4.128,- | - | 576,- |
| 5 | 1 | 1 | | | Adjoint administratif | GS5 | 6.880,- | 5.940,- | 4.128,- | - | 2.752,- |
| 6 | 2 | 2 | 1 | | Secrétaire bilingue | GS4 | 9.408,- | 4.704,- | 9.408,- | - | - |
| 7 | 1 | 1 | 1 | | Sténographe | GS3 | 2.976,- | 3.120,- | 3.264,- | 288,- | - |
| 8 | 2 | 2 | | | Traducteurs | P2 | 13.760,- | - | 6.130,- | - | 7.630,- |
| 9 | 1 | 1 | 1 | | Documentaliste | cond. loc | | 3.120,- | 3.264,- | - | - |
| 10 | 1 | 1 | 1 | | Archiviste bibliothécaire | " | | 2.052,- | 2.160,- | - | - |
| 11 | 1 | 1 | 1 | | Sténodactylographe (français) | | | 1.944,- | 2.052,- | - | - |
| 12 | 1 | 1 | 1 | | Sténodactylographe (anglais) | | | 1.836,- | 1.944,- | - | - |
| 13 | 1 | 1 | 1 | | Dactylographe | | | 1.254,40 | 1.344,- | - | - |
| 14 | 1 | 1 | 1 | | Contrôleur du courrier | | 19.996,- | 1.223,60 | 1.344,- | 1.637,40 | - |
| 15 | 4 | 4 | 4 | | Agents | | | 2.520,- | 3.309,60 | - | - |
| 16 | 1 | 1 | 1 | | Téléphoniste | | | 638,40 | 672,- | - | - |
| 17 | 2 | 2 | 2 | | Chauffeurs | | | 1.344,- | 1.478,40 | - | - |
| 18 | 1 | 1 | 1 | | Opérateur de ronéo | | | 705,60 | 739,- | - | - |
| 19 | 1 | 1 | 1 | | Concierge gardien | | | 672,- | 705,60 | - | - |
| 20 | 3 | 3 | 3 | | Plantons | | | 1.612,80 | 1.713,60 | - | - |
| 21 | 2 | 2 | 2 | | Nettoyeurs | | | 840,- | 907,20 | - | - |
| TOTAL | | | | | | | 96.294,- | 52.826,80 | 86.321,40 | 2.865,40 | 12.838,- |

CHAPITRE I-H

SECRETARIAT DE LA C.S.T.R. - LAGOS

ASSISTANCE TEMPORAIRE

| Section | Code | Description | Crédits | Dépenses réelles | Prévisions | Augmenta- | Rédu- |
|---------|------|---|-------------|-------------------------|---------------|-----------|-------|
| | | | 1967/68 | 1966/67 | 1968/69 | tion | tion |
| | | | Lagos \$ EU | Lagos & Londres \$ E.U. | Lagos \$ E.U. | \$ E.U. | \$ EU |
| | | Traducteurs | - | 2.819,18 | - | - | - |
| | | | ===== | ===== | ===== | ===== | ===== |
| | | <u>Notes explicatives :</u> | | | | | |
| | | Faute de traducteurs permanents, une assistance temporaire a été nécessaire pour la traduction des documents. | | | | | |

CHAPITRE II
SECRETARIAT DE LA C.S.T.R. - LAGOS
DEPENSES COURANTES AFFERENTES AU PERSONNEL

| fon | Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|-----|--------------|------|---|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------|-----------|
| | | | | \$ E.U. Lagos et Londres | \$ E.U. Lagos seul | \$ E.U. Lagos seul | \$ E.U. | \$ E.U. |
| IV | 1 | | Frais de transport à l'occasion de la prise de service | 3.500,- | 524,46 | 1.000,- | - | 2.500,- |
| | 2 | | Frais de transport à l'occasion des congés dans les foyers et de la fin de services | 3.080,- | 334,97 | 2.000,- | - | 1.080,- |
| | 3 | | Frais de transport à l'occasion de transfert | - | - | - | - | - |
| | 4 | | Indemnité d'installation | - | - | - | - | - |
| | 5 | | Indemnité pour personnes à charge | 5.500,- | 1.450,40 | 2.000,- | - | 3.500,- |
| | 6 | | Indemnité de logement | - | - | 6.600,- | 6.600,- | - |
| | 7 | | Caisses de pensions de l'OUA | - | - | - | - | - |
| | 8 | | Caisse d'assurance de l'OUA | - | 162,84 | 1.000,- | - | 1.380,- |
| | 9 | | Régime des prestations médicales de l'OUA | 2.380,- | 722,55 | - | - | - |
| | 10 | | Gratification de fin de services | - | - | - | - | - |
| | 11 | | Indemnité de logement pour les bureaux régionaux | 8.000,- | - | - | - | 8.000,- |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE II relatif aux "Dépenses courantes afférentes au personnel" | 22.460,- | 3.195,22 | 12.600,- | 6.600,- | 16.460,- |

Notes explicatives:

Les dépenses du Bureau des publications, qui jusqu'à cette année avait son siège à Londres, étaient comprises auparavant dans les dépenses du Secrétariat à Lagos. Après le transfert du Bureau africain des publications en Afrique, ses dépenses figurent maintenant dans un budget séparé ; ce qui explique la réduction des prévisions.

CHAPITRE III

SECRETARIAT DE LA C.S.T.R. - LAGOS

VOYAGE DU PERSONNEL EN MISSIONS OFFICIELLES

| Section | Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|---------|--------------|------|--|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------|-----------|
| | | | | \$ E.U. Lagos et Londres | \$ E.U. Lagos seul | \$ E.U. Lagos seul | \$ E.U. | \$ E.U. |
| | | | Voyage du personnel en missions officielles | 10.275,- | 16.816,46 | 10.275,- | - | - |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE III RELATIF AUX VOYAGES DU PERSONNEL EN MISSIONS OFFICIELLES | 10.275,- | 16.816,46 | 10.275,- | - | - |
| | | | <u>Notes explicatives :</u> | | <u>Per diem</u> | <u>Transport</u> | | |
| | | | Réunion du CSA, Nairobi, 7 jours, 4 personnes | | 700,- | 2.044,- | | |
| | | | " Plantes médicinales, Dakar, 6 jours, 4 personnes | | 600,- | 1.120,- | | |
| | | | " Trypanzomiase, Bangui, 6 jours, 4 personnes | | 600,- | 1.000,- | | |
| | | | " du Conseil Phytosanitaire interafricain, Caire, 7 jours, 3 personnes | | 525,- | 1.440,- | | |
| | | | " Toxiété des aliments et des plantes, Nairobi, 5 jours, 2 personnes | | 250,- | 1.022,- | | |
| | | | " Session budgétaire | | 350,- | 750,- | | |
| | | | | | 3.025,- | 7.376,- | | |

BUREAU INTERAFRICAIN DES SOLS - BANGUI

| Section | Sous-section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion |
|---------|--------------|------|--|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | | Postes fixes | 50.766,- | 32.249,49 | 47.150,- | 2.644,- | 6.260 |
| | | | Consultants et groupes d'experts | - | 977,46 | - | - | - |
| | | | Assistance temporaire | - | 569,24 | - | - | - |
| | | | Heures supplémentaires et travail de nuit | - | 152,71 | - | - | - |
| | | | Dépenses courantes afférentes au personnel | 10.115,- | 9.417,01 | 9.908,- | 7.458,- | 7.665 |
| | | | Voyage du personnel en missions officielles | 4.200,- | 4.712,41 | 2.000,- | - | - |
| | | | Loyer et entretien de l'équipement et des locaux | 2.352,- | 1.902,47 | 2.424,- | 888,- | 816 |
| | | | Communications | 1.400,- | 2.775,15 | 2.000,- | 600,- | - |
| | | | Fournitures et services divers | 5.348,- | 5.375,82 | 5.956,- | 1.056,- | 448 |
| | | | Immobilisations | - | 142,54 | - | - | - |
| | | | TOTAL | 74.181,- | 58.274,30 | 69.438,- | 12.646,- | 17.389 |

BUREAU INTERAFRICAIN DES SOLS - BANGUI

| Section | Sous-section | Effect. prévu | | Ef- fect. réel | Code | Description | Grade | Crédits 1967/68 | Salaire réel 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion |
|---------|--------------|---------------|-------|----------------------|------|------------------------|---------|--------------------|----------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | 67/68 | 68/69 | | | | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | | | Directeur | P4 | 9.870,- | 8.930,- | 8.930,- | - | 940,- |
| | 2 | 1 | 1 | 1 | | Directeur adjoint | P2 | 6.880,- | 6.880,- | 7.060,- | 180,- | - |
| | 3 | 1 | 1 | | | Documentaliste | P1 | 5.560,- | 5.380,- | 5.560,- | - | - |
| | 4 | 2 | 1 | | | Documentaliste adjoint | GS4 | 7.968,- | 2.904,- | 3.408,- | - | 4.560,- |
| | 5 | 1 | 1 | | | Traducteur | P1 | 5.560,- | - | 4.800,- | - | 760,- |
| | 6 | 1 | 1 | 1 | | Secrétaire bilingue | GS4 | 3.984,- | 3.920,- | 4.128,- | 144,- | - |
| | 7 | 1 | 1 | | | Sténo-dactylographe | GS4 | 3.984,- | - | 3.984,- | - | - |
| | 8 | 1 | 1 | | | Aide comptable | GS4 | 3.984,- | 2.448,- | 3.984,- | - | - |
| | 9 | 1 | 1 | 1 | | Opérateur Ronéo | GS3 | 2.976,- | - | 2.976,- | - | - |
| | 10 | | | 1 | | Chauffeur | Condi- | | 979,56 | 1.100,- | 1.100,- | - |
| | 11 | | | 1 | | Planton/nettoyeur | tions | | 269,28 | 400,- | 400,- | - |
| | 12 | | | 1 | | Jardinier | locales | | 293,76 | 400,- | 400,- | - |
| | 13 | | | 1 | | Veilleur de nuit | " | | 244,89 | 420,- | 420,- | - |
| TOTAL | | | | | | | | 50.766,- | 32.249,49 | 47.150,- | 2.644,- | 5.260,- |

Notes explicatives :

Du personnel supplémentaire est nécessaire par suite du transfert du bureau à Bangui.

BUREAU INTERAFRICAIN DES SOLS - BANGUI

CHAPITRE I-G

CONSULTANTS ET GROUPES D'EXPERTS

| Code | Description | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion |
|------|-------------|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | | 977,46,- | | | |

Notes explicatives :

La susdite dépense représente une somme de 1.200,- Fr. F. par mois payée au Dr. F. Fournier pour les services qu'il a rendus au bureau interafricain des sols.

BUREAU INTERAFRICAIN DES SOLS - BANGUI

| Code | Description | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion |
|------|-----------------------|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | Assistance temporaire | - | 569,24 | - | - | - |

BUREAU INTERAFRICAIN DES SOLS - BANGUI

CHAPITRE I-I

HEURES SUPPLEMENTAIRES ET TRAVAIL DE NUIT

| Code | Description | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduc- tion |
|------|-------------|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | - | 152,71 | - | - | - |

BUREAU INTERAFRICAIN DES SOLS - BANGUI

CHAPITRE III

VOYAGES DU PERSONNEL EN MISSIONS OFFICIELLES

| ns- nn | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduc- tion |
|-----------|------|---|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | TOTAL DU CHAPITRE III - VOYAGES DU PERSONNEL EN | 4.200,- | 4.712,41 | 2.000,- | - | 2.200,- |

BUREAU INTERAFRICAIN DES SOLS - BANGUICHAPITRE VILOYER ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX

| Es- son | Sous sec- tion | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion |
|------------|----------------------|------|---|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | | <u>LOYER ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX</u> | | | | | |
| | 1 | | Loyers des locaux | - | 3,87 | - | - | - |
| | 2 | | Entretien des véhicules | - | - | 500,- | 500,- | - |
| | 3 | | Entretien de l'équipement | 420,- | 164,02 | 420,- | - | - |
| | 4 | | Entretien des locaux | 1.316,- | 1.261,87 | 500,- | - | 816,- |
| | 5 | | Services publics (électricité et eau) | 504,- | 472,71 | 504,- | - | - |
| | 6 | | Assurances des véhicules, de l'équipement, etc. | 112,- | - | 500,- | 388,- | - |
| | | | TOTAL | 2.352,- | 1.902,47 | 2.424,- | 888,- | 816,- |

Notes explicatives :

Sections 2 et 6 - Ces deux dépenses ont été occasionnées par l'achat d'une voiture officielle.

BUREAU INTERAFRICAIN DES SOLS - BANGUI

CHAPITRE V

COMMUNICATIONS

| Section | Sous section | Code | Détails des dépenses. | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Rédu- ction |
|---------|--------------|------|--|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | 1 | | Télégrammes | | 392,05 | - | - | - |
| | 2 | | Téléphone | | 612,26 | - | - | - |
| | 3 | | Affranchissement | 1.400,- | 1.764,84 | 2.000,- | 600,- | - |
| | 4 | | Malle-courrier | | - | - | - | - |
| | 5 | | Frêt | | - | - | - | - |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE V RELATIF AUX COMMUNICATIONS | 1.400,- | 2.775,15 | 2.000,- | 600,- | - |

Notes explicatives :
Cette augmentation est due au transfert du Bureau à Bangui et aux conditions qui existent dans cette ville.

BUREAU INTERAFRICAIN DES SOLS - BANGUICHAPITRE VIFOURNITURES ET SERVICES DIVERS

| Sec- tion | Sous sec- tion | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion |
|--------------|----------------------|------|--|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | 1 | | Papeterie et fournitures de bureau | 3.836,- | 2.774,14 | 3.500,- | - | 336,- |
| | 2 | | Commissions bancaires et timbres fiscaux | - | 5,33 | 56,- | 56,- | - |
| | 3 | | Réceptions | 112,- | 109,65 | - | - | - |
| | 4 | | Abonnement aux journaux et périodiques | 1.400,- | 1.517,67 | 1.400,- | - | - |
| | 5 | | Autres fournitures et services | - | 323,98 | 1.000,- | 1.000,- | - |
| | 6 | | Transfert du bureau en Afrique | - | 655,05 | - | - | - |
| | | | TOTAL | 5.348,- | 5.375,82 | 5.956,- | 1.056,- | - |

Notes explicatives :

Section 1 : la prévision couvre l'impression des études à publier dans le bulletin analytique mensuel.
 Section 2 : la dépense à ce jour s'élève à \$ EU. : 1.152,28

BUREAU INTERAFRICAIN DES SOLS - BANGUI

CHAPITRE VII
IMMOBILISATIONS

| fonction | Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduc- tion |
|----------|--------------|------|--|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| 4 | | | <u>IMMOBILISATIONS</u> | | | | | |
| | 1 | | Terrain et constructions | | | | | |
| | 2 | | Amélioration des locaux | | | | | |
| | 3 | | Mobilier et aménagement | | | | | |
| | 4 | | Equipement pour le bureau | - | 142,54 | - | | - |
| | 5 | | Equipement pour la reproduction (interne) | | | | | |
| | 6 | | Equipement pour les télécommunications | | | | | |
| | 7 | | Equipement pour la presse et l'information | | | | | |
| | 8 | | Equipement de transport, y compris les véhicules | | | | | |
| | 9 | | Equipement pour l'interprétation | | | | | |
| | 10 | | Autre équipement | | | | | |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE VII - IMMOBILISATIONS | - | 142,54 | - | - | - |
| | | | | ===== | ===== | ===== | ===== | ===== |

BUREAU INTERAFRICAIN POUR LA SANTE ANIMALE - MUGUGA

| Année | Sous-section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion |
|-------|--------------|------|--|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | | Postes fixes | 28.622,- | 18.955,80 | 35.070,- | 7.388,- | 940,- |
| | | | Consultants et groupes d'experts | - | - | - | - | - |
| | | | Assistance temporaire | - | 919,80 | - | - | - |
| | | | Heures supplémentaires et travail de nuit | - | - | - | - | - |
| | | | Dépenses courantes affectées au personnel | 8.200,- | 4.561,03 | 7.400,- | 1.200,- | 2.000,- |
| | | | Voyage du personnel en missions officielles | 5.096,- | 2.687,50 | 3.000,- | - | - |
| | | | Loyer et entretien de l'équipement et des locaux | 420,- | 392,19 | 1.456,- | 1.256,- | 220,- |
| | | | Communications | 1.120,- | 998,65 | 800,- | - | 320,- |
| | | | Fournitures et services divers | 2.240,- | 2.648,- | 2.672,- | 1.112,- | 680,- |
| | | | Immobilisations | - | - | 2.000,- | 2.000,- | - |
| | | | Conférences et réunions | 910,- | 981,54 | - | - | 910,- |
| | | | TOTAL | 46.608,- | 32.144,51 | 52.398,- | 12.956,- | 7.166,- |

BUREAU INTERAFRICAIN DE LA SANTE ANIMALE + MUGUGA

CHAPITRE I-A

EMOLUMENTS DU PERSONNEL

| Section | Sous-section | Effect. prévu | | Ef- fec. réel | Code | Description | Grade | Crédits 1967/68 | Salaire réel 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Réduction |
|---------|--------------|---------------|-------|---------------------|------|--|----------------|--------------------|----------------------------|-----------------------|-------------------|-----------|
| | | 67/68 | 68/69 | | | | | | | | | |
| | 1 | 1 | 1 | 1 | | Directeur | P4 | 9.870,- | 8.930,- | 8.930,- | - | 940,- |
| | 2 | 1 | 2 | 1 | | Directeur adjoint | P2 | 13.760,- | 6.880,- | 13.940,- | 180,- | - |
| | 3 | | 1 | | | Secrétaire scientifique | P1 | | | 4.800,- | 4.800,- | - |
| | 4 | 1 | 1 | | | Secrétaire bilingue | GS4 | 3.984,- | 3.984,- | - | - | - |
| | 5 | | 1 | 1 | | Agent | GS1) | | 1.344,- | 1.416,-) | | |
| | 6 | 2 | 2 | 2 | | Commis et agents adjoints | cond, loc.) | | 1.801,80 | 2.000,-) | 2.408,- | |
| | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE I-A : EMOLUMENTS DU PERSONNEL | | 28.622,- | 18.955,80 | 35.070,- | 7.388,- | 940,- |

BUREAU INTERAFRICAIN POUR LA SANTE ANIMALE - MUGUGA

CHAPITRE I-H

ASSISTANCE TEMPORAIRE

| N° de poste | Description | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduct: |
|----------------|-----------------------|--------------------|--------------------------------|-----------------------|--------------|---------|
| | Assistance temporaire | - | 919,80 | - | - | - |

Notes explicatives :

Traducteur à temps partiel pour traduire les bulletins mensuels et dactylographe à temps partiel.

BUREAU INTERAFRICAIN DE LA SANTE ANIMALE - MUGUGA

CHAPITRE II

DEPENSES COURANTES AFFERENTES AU PERSONNEL

| Ann | Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduc- tion |
|-----|--------------|------|--|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | | Frais de voyage lors d'un premier recrutement | | 1.926,94 | 1.200,- | - | - |
| | | | Frais de voyage pour congé dans les foyers | 4.240,- | 970,60 | 3.000,- | - | - |
| | | | Frais de voyage lors d'un transfert | - | - | - | - | - |
| | | | Indemnité d'installation | - | 210,- | - | - | - |
| | | | Allocations pour charges de famille | 3.300,- | 1.102,89 | 1.300,- | - | 2.000,- |
| | | | Prestations médicales | 700,- | 350,60 | 700,- | - | - |
| | | | Indemnité de logement | - | - | 1.200,- (+) | 1.200,- | - |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE II RELATIF AUX DEPENSES COURAN- TES AFFERENTES AU PERSONNEL | 8.200,- | 4.561,03 | 7.400,- | 1.200,- | 2.000,- |
| | | | <u>Notes explicatives :</u> | | | | | |
| | | | (+) Indemnité de logement pour le Directeur adjoint. | | | | | |

BUREAU INTERAFRICAIN POUR LA SANTE ANIMALE - MUGUGA

CHAPITRE III

VOYAGE DU PERSONNEL EN MISSIONS OFFICIELLES

| fonction | Sous-section | Code | Désignation | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmen- ta- tion | Réduc- tion |
|----------|--------------|------|--------------------------------|--------------------|--------------------------------|-----------------------|------------------------|----------------|
| | | | Voyage en missions officielles | 5.096,- | 2.687,50 | 3.000,- | - | 2.096,- |

BUREAU INTERAFRICAIN POUR LA SANTE ANIMALE - MUGUGA

CHAPITRE IV

LOYER ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX

| N° | Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|----|--------------|------|--|-----------------|--------------------------|--------------------|--------------|-----------|
| | | | <u>LOYER ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX</u> | | | | | |
| | 1 | | Loyer des locaux | - | - | - | - | - |
| | 2 | | Entretien des véhicules | - | - | 500,- (+) | 500,- | - |
| | 3 | | Entretien de l'équipement | - | 26,75 | 56,- | 56,- | - |
| | 4 | | Entretien des locaux | 420,- | 161,63 | 200,- | - | 220,- |
| | 5 | | Services publics (électricité et eau) | - | 139,75 | 200,- | 200,- | - |
| | 6 | | Assurance des véhicules, de l'équipement, etc. | - | 64,05 | 500,- (+) | 500,- | - |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE IV, LOYER ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX | 420,- | 392,19 | 1.456,- | 1.256,- | 220,- |
| | | | <u>Notes explicatives :</u> | | | | | |
| | | | (+) Par suite de l'achat d'un véhicule officiel. | | | | | |

BUREAU INTERAFRICAIN DE LA SANTE ANIMALE - MUGUGA

CHAPITRE V

COMMUNICATIONS

| Section | Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|---------|--------------|------|--------------------------------------|-----------------|--------------------------|--------------------|--------------|-----------|
| | 1 | | Télégrammes |) - | 52,53 | 100,- | - | - |
| | 2 | | Téléphone |) | 663,32 | 400,- | - | - |
| | 3 | | Affranchissement postal |) 1.120,- | 280,- | 200,- | - | 320,- |
| | 4 | | Malle-courrier |) | 2,80 | 50,- | | |
| | 5 | | Frêt |) | | 50,- | | |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE V - COMMUNICATIONS | 1.120,- | 998,65 | 800,- | - | 320,- |

BUREAU INTERAFRICAIN DE LA SANTE ANIMALE - MUGUGA

CHAPITRE VI

FOURNITURES ET SERVICES DIVERS

| C- bn | Sous sec- tion | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion |
|----------|----------------------|------|--|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | | Papeterie et fournitures de bureau | 1.400,- | 2.013,67 | 1.000,- | - | 400,- |
| | | | Frais bancaires et timbres fiscaux | - | 48,82 | 56,- | 56,- | - |
| | | | Frais de réception | 280,- | 2,52 | - | - | 280,- |
| | | | Abonnement aux journaux et périodiques | 560,- | 565,55 | 560,- | - | - |
| | | | Autres fournitures et services | - | 17,44 | 56,- | 56,- | - |
| | | | Traduction et autres travaux de secrétariat | - | - | 1.000,- | 1.000,- | - |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE VI RELATIF AUX FOURNITURES ET SERVICES DIVERS | 2.240,- | 2.648,- | 2.672,- | 1.112,- | 680,- |

BUREAU INTERAFRICAIN DE LA SANTE ANIMALE - MUGUGA

CHAPITRE VII

IMMOBILISATIONS

| m | Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduc- tion |
|---|--------------|------|--|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | | <u>IMMOBILISATIONS</u> | | | | | |
| | 1 | | Terrain et bâtiments | | | | | |
| | 2 | | Amélioration des locaux | | | | | |
| | 3 | | Mobilier et aménagement | | | | | |
| | 4 | | Equipement de bureau | | | | | |
| | 5 | | Equipement pour la reproduction des documents (interne) | | | | | |
| | 6 | | Equipement de télécommunications | | | | | |
| | 7 | | Equipement pour la presse et l'information | | | | | |
| | 8 | | Equipement pour le transport (y compris les véhicules) | | | 2.000,- | 2.000,- | |
| | 9 | | Equipement pour l'interprétation | | | | | |
| | 10 | | Autre équipement | | | | | |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE VII RELATIF AUX IMMOBILISATIONS | | | 2.000,- | 2.000,- | |
| | | | Achat d'une voiture officielle. | | | | | |

BUREAU INTERAFRICAIN DE LA SANTE ANIMALE - MUGUGA

CHAPITRE VIII

CONFERENCES ET RETUNIONS

| Section | Sous-section | Code | Description | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion |
|---------|--------------|------|--|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | | Réunion B.I.S.A./C.I.S.A. | 210,- | - | - | - | 210,- |
| | | | C.B.P.P. - Khartoum | 700,- | 981,54 | - | - | 700,- |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE VIII CONCERNANT LA CONFERENCE ET LES REUNIONS | 910,- ===== | 981,54 ===== | - ===== | - ===== | 910,- ===== |

SECRETARIAT DU GROUPE AFRICAIN AUX NATIONS UNIES

| Section | Sous-section | Code | Description | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduc- tion |
|---------|--------------|------|--|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | 1 | | Postes fixes | 26.996,- | 25.536,50 | 39.452,- | 12.456,- | - |
| | 2 | | Dépenses courantes afférentes au personnel | | | 11.790,- | | |
| | 3 | | Loyer et entretien du matériel et des locaux | | | 17.600,- | | |
| | 4 | | Communications | 33.179,- | 22.174,32 | 5.000,- | 5.211,- | |
| | 5 | | Fournitures et services divers | | | 1.900,- | | |
| | 6 | | Immobilisations | | | 2.100,- | | |
| | | | TOTAL | 60.175,- | 47.674,82 | 77.842,- | 17.667,- | - |

SECRETARIAT DU GROUPE AFRICAIN AUX NATIONS UNIES

| Sous-section | Effect. prévu | | Ef-féc. rel | Code | Description | Grade | Crédits 1967/68 | Salaire réel | Prévisions 1968/69 | Augmen-tation | Réduc-tion |
|--------------|---------------|-------|-------------|------|---|-------|-----------------|--------------|--------------------|---------------|------------|
| | 67/68 | 68/69 | | | | | | | | | |
| 1 | | 1 | | | Secrétaire exécutif | P4 | | | 8.930,- | 8.930,- | - |
| 2 | 1 | 1 | | | Coordinateur | P2 | 6.880,- | 6.500,- | 6.880,- | - | - |
| 3 | 1 | 1 | 1 | | Secrétaire/interprète | P2 | 5.952,- | 5.512,50 | 6.130,- | 178,- | - |
| 4 | 1 | 1 | 1 | | Sténographe | GS3 | 5.560,- | 5.160,- | 5.560,- | - | - |
| 5 | 1 | 1 | 1 | | Chauffeur-Planton | | 4.320,- | 4.080,- | 4.320,- | - | - |
| | | | | | TOTAL DU CHAPITRE V-1 RELATIF AUX EMOLUMENTS DU PERSONNEL | | 22.712,- | 21.252,50 | 31.820,- | 9.108,- | - |
| 1 | | 1 | | | Alloc.spéciale pour le secrétaire exécutif | | - | - | 3.348,- | 3.348,- | - |
| 2 | | 1 | | | Alloc.spéciale pour le coordinateur | | 2.124,- | 2.124,- | 2.124,- | - | - |
| 3 | | 1 | 1 | | Alloc.spéciale pour le secrétaire interprète | | 960,- | 960,- | 960,- | - | - |
| 4 | | 1 | 1 | | Alloc.spéciale pour le sténo | | 960,- | 960,- | 960,- | - | - |
| 5 | | 1 | 1 | | Alloc.spéciale pour le chauffeur-planton | | 240,- | 240,- | 240,- | - | - |
| | | | | | TOTAL DU CHAPITRE V-2 ALLOCATIONS | | 4.284,- | 4.284,- | 7.632,- | 3.348,- | - |

CHAPITRE IV

SECRETARIAT DE LA C.S.T.R. - LAGOS

LOYER ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX

| Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|--------------|------|---|-----------------------------|--------------------------|-----------------------|--------------|-----------|
| | | | Lagos et Londres \$ E.U. | Lagos seul \$ E.U. | Lagos seul \$ E.U. | \$ E.U. | \$ E.U. |
| | | <u>LOYER ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX</u> | | | | | |
| 1 | | Loyer des locaux | 5.617,- | 1.870,88 | - | - | 5.617,- |
| 2 | | Entretien des véhicules | 3.920,- | 3.084,85 | 2.800,- | - | 1.120,- |
| 3 | | Entretien de l'équipement | 1.000,- | 526,44 | 1.000,- | - | - |
| 4 | | Entretien des locaux | 5.000,- | 6.246,43 | - | - | 5.000,- |
| 5 | | Services publics (électricité et eau) | 280,- | 846,97 | 1.120,- | 840,- | - |
| 6 | | Assurance de véhicules, de l'équipement, etc. | 1.036,- | 2.027,52 | 2.800,- | 1.764,- | - |
| | | TOTAL DU CHAPITRE IV RELATIF AUX LOYERS ET A L'ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT DES LOCAUX | 16.853,- | 14.603,09 | 7.720,- | 2.604,- | 11.737,- |
| | | | ===== | ===== | ===== | ===== | ===== |

Notes explicatives:

- Section: 1 - Réduction due à la séparation du budget du bureau des Publications de celui de Lagos ;
 " : 2 - Réduction des prévisions due au fait que l'achat de nouveaux véhicules fait espérer que les frais d'entretien vont diminuer ;
 " : 5 - Autrefois cette section était comprise dans l'entretien des locaux. Elle en a été séparée et reflète les prévisions des dépenses effectives.
 " : 6 - Augmentation due à l'achat de nouveaux véhicules. Les section 5 et 4 ont disparu étant donné qu'aucune dépense n'est envisagée sur le budget régulier.

CHAPITRE V
SECRETARIAT DE LA CSTR - LAGOS

COMMUNICATIONS

| Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits | Dépenses réel- | Prévisions | Augmenta- | Réduco- |
|---|------|---|--------------------------------|--------------------------|--------------------------|-----------|----------|
| | | | 1967/68 | les 1966/67 | 1968/69 | tion | tion |
| | | | \$ E.U. Lagos et Londres | \$ E.U. Lagos seul | \$ E.U. Lagos seul | \$ E.U. | \$ E.U. |
| 1 | | Télégrammes | | 1.773,60 | 3.000,- | | |
| 2 | | Téléphone | | 1.134,99 | 2.000,- | | |
| 3 | | Affranchissement postal | | 1.430,80 | 2.500,- | | |
| 4 | | Malle-courrier | 29.600,- | 17,50 | 250,- | - | 21.600,- |
| 5 | | Frêt | | 14,95 | 250,- | | |
| | | TOTAL DU CHAPITRE V RELATIF AUX COMMUNI- CATIONS | 29.600,- | 4.371,84 | 8.000,- | - | 21.600,- |
| <u>Notes explicatives :</u> | | | | | | | |
| Réduction à la séparation des comptes du bureau des Publications. | | | | | | | |

CHAPITRE VI
SECRETARIAT DE LA C.S.T.R. - LAGOS
FOURNITURES ET SERVICES DIVERS

| Sous-section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|---|------|---|-----------------------------|--------------------------|-----------------------|--------------|-----------|
| | | | \$ E.U. Lagos et Londres | \$ E.U. Lagos seul | \$ E.U. Lagos seul | \$ E.U. | \$ E.U. |
| 1 | | Papeterie et fournitures de bureau | 5.000,- | 2.067,92 | 2.800,- | - | 2.200,- |
| 2 | | Commissions bancaires et timbres fiscaux | 2.800,- | 2.117,03 | 2.800,- | - | - |
| 3 | | Coût de la vérification externe des comptes | 4.200,- | - | - | - | 4.200,- |
| 4 | | Réceptions officielles et échange d'hospitalité | 2.000,- | 706,80 | 2.000,- | - | - |
| 5 | | Abonnement aux publications et périodiques | 420,- | 190,50 | 280,- | - | 140,- |
| 6 | | Autres fournitures et services | - | 392,17 | 280,- | 280,- | - |
| 7 | | Impressions de publications et de bulletins | 25.000,- | 42.876,57 | 25.000,- | - | - |
| 8 | | Projet de formation et de recherche | 20.000,- | - | 20.000,- | - | - |
| 9 | | Fonds de logement de Lagos - Remboursement du prêt | 24.780,- | 24.780,70 | - | - | 24.780,- |
| 10 | | Publication du rapport sur l'étude du chalutage en Guinée | 30.000,- | 642,29 | - | - | 30.000,- |
| 11 | | Réunion commune FAO/OMS/CSTR sur la nutrition | 2.800,- | 2.800,- | 2.800,- | - | - |
| 12 | | Transfert des bureaux en Afrique | - | 117,79 | - | - | - |
| TOTAL DU CHAPITRE VI RELATIF AUX FOURNITURES ET SERVICES DIVERS | | | 117.000,- | 76.691,77 | 55.960,- | 280,- | 61.320,- |

Notes explicatives :

- Section 1 : La réduction est due au fait que les comptes du bureau des publications ont été séparés.
- Section 8 : Les fonds sont demandés pour les projets suivants qui sont proposés :
- i) Formation d'inspecteurs phytosanitaires, de fonctionnaires pour la quarantaine phytosanitaire à Alexandrie, Abidjan et Ibadan, sur une base régionale ;
 - ii) Aide sous forme de bourses d'études à des élèves qui feront au collège des études d'administration de la vie animale à l'état naturel ;
 - iii) Cours de laboratoire sur l'inoculation contre la peste bovine en Afrique orientale.
- Section 9 : Aucune dépense n'est envisagée.
- Section 12: Les dépenses à ce jour s'élèvent à \$ E.U. 10.789,08.

CHAPITRE VII
SECRETARIAT DE LA CSTR - LAGOS
IMMOBILISATIONS

| Sec- tion | Sous sec- tion | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réel- les 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Reduc- tion |
|--------------|----------------------|------|--|--------------------------------|-------------------------------|--------------------------|-------------------|----------------|
| | | | | \$ E.U. Lagos et Londres | \$ E.U. Lagos seul | \$ E.U. Lagos seul | \$ E.U. | \$ E.U. |
| 4 | 1 | | Terrain et bâtiment | | | | | |
| | 2 | | Amélioration des locaux | | | | | |
| | 3 | | Mobilier et aménagement | | | | | |
| | 4 | | Equipement des bureaux | 2.800,- + | 806,- - | - | - | 2.800,- |
| | 5 | | Equipement pour la reproduction (interne) | | | | | |
| | 6 | | Equipement pour les télécommunications | | | | | |
| | 7 | | Equipement pour la presse et l'information | | | | | |
| | 8 | | Equipement pour le transport y compris les véhicules (Achat de véhicules) | | 6.000,- | - | - | - |
| | 9 | | Equipement pour l'interprétation | | | | | |
| | 10 | | Autre équipement | | | | | |
| | | | TOTAL | 2.800,- | 6.806,- | - | - | 2.800,- |

(+) On ne s'attend pas à acheter de l'équipement pour les bureaux.

(-) La dépense se monte à ce jour à \$ E.U. 1.820,75

CHAPITRE VIII

SECRETARIAT DE LA CSTR - LAGOS

CONFERENCES ET REUNIONS

| Section | Sous-section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion |
|---------|--------------|------|------------------------------|--------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | | Réunions techniques (+) | | | | | |
| | | | Cycles d'études et colloques | | | | | |
| | | | Réunions du CSA, etc. | 58.600,- | 29.794,57 | 30.000,- | - | 28.600,- |
| | | | TOTAL | 58.600,- | 29.794,57 | 30.000,- | - | 28.600,- |

(+) Sur la recommandation du CSA et l'approbation du Conseil des ministres et de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, les colloques, cycles d'études et réunions techniques suivants sont fixés pour un proche avenir : colloque sur les fibres végétales et les récoltes de céréales méditerranéennes ; colloque sur les plantes médicinales africaines ; réunion de spécialistes sur la toxicité des aliments et des plantes ; colloque sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, comité interafricain pour l'établissement de cartes et relevés conseil phytosanitaire interafricain ; colloque sur le bilharziome et les maladies similaires ; conseil interafricain pour les recherches sur le Trypanosomiase ; réunion des spécialistes de la production et de l'utilisation de construction.

BUREAU DES PUBLICATIONS - NIANEY

| Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Rédu- tion |
|------|---|--------------------|-----------------------------|-----------------------|-------------------|---------------|
| | Postes fixes | 26.502,- | 17.978,- | 30.130,- | 10.736,- | 7.108,- |
| | Consultants et groupes d'experts | - | - | - | - | - |
| | Assistance temporaire | - | 587,74 | - | - | - |
| | Heures supplémentaires et travail de nuit | - | - | - | - | - |
| | Dépenses courantes afférentes au personnel | - | 2.695,33 | 4.950,- | 4.950,- | - |
| | Voyages du personnel en missions officielles | - | 1.630,30 | 1.000,- | 1.000,- | - |
| | Loyers et entretien de l'équipement et des locaux | - | 5.950,39 | 2.700,- | 2.700,- | - |
| | Communications | - | 3.611,21 | 2.000,- | 2.000,- | - |
| | Fournitures et services divers | - | 2.050,- | 2.630,- | 2.630,- | - |
| | Immobilisations | - | 283,- | 4.000,- | 4.000,- | - |
| | TOTAL | 26.502,- | 34.785,97 | 47.410,- | 28.016,- | 7.108,- |

CHAPITRE I-H

BUREAU DES PUBLICATIONS - NIAMEY

ASSISTANCE TEMPORAIRE

| Code | Description | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions | Augmenta- tion | Réduc- tion |
|------|-----------------------|--------------------|-----------------------------|------------|-------------------|----------------|
| | Assistance temporaire | - | 587,74 | - | - | - |

Notes explicatives :

Utilisée lors du transfert.

CHAPITRE II

BUREAU DES PUBLICATIONS - NIAMEY

DEPENSES COURANTES AFFERENTES AU PERSONNEL

| Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|-----------------------------|--|---|-----------------|--------------------------|--------------------|--------------|-----------|
| | | | (+) | (+) | (=) | | |
| | | Transport pour prise de service | - | - | 700,- | 700,- | - |
| | | Transport en congé dans les foyers | - | 69,58 | - | - | - |
| | | Transport à l'occasion de transfert | - | - | - | - | - |
| | | Indemnité d'installation | - | - | - | - | - |
| | | Indemnité pour personnes à charge | - | 137,90 | 950,- | 950,- | - |
| | | Indemnité de logement | - | - | 1.800,- | 1.800,- | - |
| | | Système d'assurance sociale et de prestations médicales | - | 2.487,85 | 1.500,- | 1.500,- | - |
| | | TOTAL | - | 2.695,33 | 4.950,- | 4.950,- | - |
| <u>Notes explicatives :</u> | | | | | | | |
| (+) | Tous les frais mentionnés ci-dessus figuraient autrefois au budget du Secrétariat à Lagos. | | | | | | |
| (-) | Les prévisions sont basées sur les conditions qui existent à Niamey. | | | | | | |

CHAPITRE III

BUREAU DES PUBLICATIONS - NIAMEY

VOYAGE DU PERSONNEL EN MISSIONS OFFICIELLES

| Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|--------------|------|--|-----------------|--------------------------|--------------------|------------------|-----------|
| | | Total du Chapitre III relatif aux voyages du personnel en missions officielles | | 1.630,30 ===== | 1.000,- ===== | 1.000,- ===== | - |

Notes explicatives :

Les crédits de 1967/1968 figurent dans le budget du Secrétariat à Lagos.

CHAPITRE IV
BUREAU DES PUBLICATIONS - NIAMEY
LOYER ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX

| Section | Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Rédu- ction |
|---------|--------------|------|--|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | | | <u>LOYERS ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX</u> | | | | | |
| | 1 | | Loyers des locaux | - | 5.612,76 | - | - | - |
| | 2 | | Entretien des véhicules | - | - | 500,- | 500,- | - |
| | 3 | | Entretien de l'équipement | - | 129,87 | 500,- | 500,- | - |
| | 4 | | Entretien des locaux | - | - | 200,- | 200,- | - |
| | 5 | | Services publics (électricité et eau) | - | 207,76 | 1.000,- | 1.000,- | - |
| | 6 | | Assurance des véhicules, de l'équipement etc. | - | - | 500,- | 500,- | - |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE IV RELATIF AUX LOYERS ET A L'ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX | - | +5.950,39 | = 2.700,- | 2.700,- | - |

Notes explicatives :

+ Dépenses effectives à Londres.

= Prévisions basées sur les conditions qui existent à Niamey.

CHAPITRE V

BUREAU DES PUBLICATIONS -- NIAMEY

COMMUNICATIONS

| Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|--------------------------------------|------|-------------------------|-----------------|--------------------------|--------------------|--------------|-----------|
| 1 | | Télégrammes | - | 98,15 | 300,- | 300,- | - |
| 2 | | Téléphone | - | 862,64 | 500,- | 500,- | - |
| 3 | | Affranchissement postal | - | 2.625,49 | 1.000,- | 1.000,- | - |
| 4 | | Malle courrier | - | - | 100,- | 100,- | - |
| 5 | | Frêt | - | 24,93 | 100,- | 100,- | - |
| TOTAL DU CHAPITRE V : COMMUNICATIONS | | | - | +3.611,21 | 2.000,- | 2.000,- | - |

Notes explicatives :

(+) Cette somme figurait autrefois au budget du Secrétariat de Lagos

CHAPITRE VI

BUREAU DES PUBLICATIONS - NIAMEY

FOURNITURES ET SERVICES DIVERS

| Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|--------------|------|--|-----------------|--------------------------|--------------------|--------------|-----------|
| 1 | | Papeterie et fournitures de bureau | - | 1.308,10 | 2.000,- | 2.000,- | - |
| 2 | | Commissions bancaires et timbres fiscaux | - | 11,88 | 100,- | 100,- | - |
| 3 | | Réceptions officielles et échanges d'hospitalité | - | 88,93 | - | - | - |
| 4 | | Livres et services pour la bibliothèque | - | 51,27 | 280,- | 280,- | - |
| 5 | | Autres fournitures et services | - | 589,82 | 250,- | 250,- | - |
| | | TOTAL | - | 2.050,- | 2.630,- | 2.630,- | - |
| | | | ===== | ===== | ===== | ===== | ===== |

Notes explicatives :

Cette somme figurait autrefois au budget du Secrétariat à Lagos.

CHAPITRE VII

BUREAU DES PUBLICATIONS - NIAMEY

IMMOBILISATIONS

| Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|--------------|------|---|-----------------|--------------------------|--------------------|--------------|-----------|
| | | <u>IMMOBILISATIONS</u> | | | | | |
| 1 | | Terrain et bâtiment | | | | | |
| 2 | | Amélioration des locaux | | | | | |
| 3 | | Mobilier et aménagement | - | - | 1.000,- | 1.000,- | - |
| 4 | | Equipement de bureau | - | 283,- | 1.000,- | 1.000,- | - |
| 5 | | Equipement de reproduction (interne) | | | | | |
| 6 | | Equipement pour les télécommunications | | | | | |
| 7 | | Equipement pour la presse et l'information | | | | | |
| 8 | | Equipement de transport, y compris les véhicules | - | - | 2.000,- | 2.000,- | - |
| 9 | | Equipement d'interprétation | - | - | - | - | - |
| 10 | | Autre équipement | - | - | - | - | - |
| | | TOTAL DU CHAPITRE VII RELATIF AUX IMMOBILISATIONS | - | 283,- | 4.000,- | 4.000,-(+) | - |

Notes explicatives :

(+) Ces prévisions ont été basées sur les articles supplémentaires rendus nécessaires par le transfert.

COMMISSION PHYTOSANITAIRE INTERAFRICAINNE - YAOUNDE

| Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Rédu- ction |
|------|--|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | Postes fixes | 20.734,- | 19.794,- | 24.640,- | 4.596,- | 690,- |
| | Consultants et groupes d'experts | 9.800,- | 9.800,- | 9.800,- | - | - |
| | Assistance temporaire | - | - | - | - | - |
| | Heures supplémentaires et travail de nuit | - | - | - | - | - |
| | Dépenses courantes afférentes au personnel | 2.326,- | 92,82 | 6.210,- | 4.300,- | 486,- |
| | Voyage du personnel en missions officielles | 2.800,- | 672,03 | 2.000,- | - | 800,- |
| | Loyer et entretien de l'équipement et des locaux | 840,- | 26,60 | 2.400,- | 1.560,- | - |
| | Communications | 680,- | 471,83 | 800,- | 120,- | - |
| | Fournitures et services divers | 5.844,- | 5.594,37 | 4.120,- | 540,- | 2.264,- |
| | Immobilisations | - | - | 5.000,- | 5.000,- | - |
| | TOTAL | 43.094,- | 36.451,65 | 54.970,- | 16.116,- | 4.240,- |

COMMISSION PHYTOSANITAIRE INTERAFRICAINNE - YAOUNDE

CHAPITRE I-A

EMOLUMENTS DU PERSONNEL

| Sous-section | Effect. prévu | | Ef- fect. réel | Code | Description | Grade | Crédits 1967/68 | Salaire réel 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion | |
|--------------|---------------|-------|----------------------|------|---------------------------------|------------------|--------------------|----------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|-------|
| | 67/68 | 68/69 | | | | | | | | | | |
| 1 | 1 | 1 | 1 | | Secrétaire scientifique | P4 | 9.870,- | 8.930,- | 9.180,- | (X) | 690,- | |
| 2 | 1 | 1 | 1 | | Secrétaire scientifique adjoint | P2 | 6.880,- | 6.880,- | 7.060,- | 180,- | - | |
| 3 | 1 | 1 | 1 | | Secrétaire bilingue | GS4 | 3.984,- | 3.984,- | 3.984,- | - | - | |
| 4 | | 2 | 2 | | Agents | cond. logales | - | - | 2.640,- | +2.640,- | - | |
| 5 | | 1 | 1 | | Planton | " | - | - | 576,- | + 576,- | - | |
| 6 | | 1 | 1 | | Nettoyeur | " | - | - | 480,- | + 480,- | - | |
| 7 | | 1 | 1 | | Chauffeur | " | - | - | 720,- | + 720,- | - | |
| TOTAL | | | | | | | | 20.734,- | 19.794,- | 24.640,- | 4.596,- | 690,- |
| | | | | | | | ===== | ===== | ===== | ===== | ===== | ===== |

Notes explicatives :

(X) Augmentations régulières

(+) Personnel supplémentaire devenu nécessaire par suite du transfert du bureau à Yaoundé.

COMMISSION PHYTOSANITAIRE INTERAFRICAINNE - YAOUNDE

CHAPITRE I-G

CONSULTANTS ET GROUPES D'EXPERTS

| Code | Description | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Rédu- tion |
|------|---|--------------------|---------------------|-----------------------|-------------------|---------------|
| | Services scientifiques de consultants fournis par l'Institut d'entomologie et de mycologie du Commonwealth (x) | 9.800,- | 9.800,- | 9.800,- | - | - |
| | TOTAL | 9.800,- | 9.800,- | 9.800,- | - | - |
| | <u>Notes explicatives :</u> | | | | | |
| | (x) Ces services sont fournis en vertu d'un accord entre la Commission phytosanitaire interafricaine et le Conseil exécutif du bureau agricole du Commonwealth. | | | | | |

COMMISSION PHYTOSANITAIRE INTERAFRICAINNE - YAOUNDE

CHAPITRE II

DEPENSES COURANTES AFFERENTES AU PERSONNEL

| Section | Code | Détail des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduc- tion |
|---------|------|---|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| 1 | | Voyage lors de la prise de service | - | - | - | - | - |
| 2 | | Voyage en congé dans les foyers | 196,- | 92,82 | 160,- | - | 36,- |
| 3 | | Indemnité d'installation | - | - | 500,- | 500,- | - |
| 4 | | Indemnité pour personnes à charge | 2.200,- | - | 1.750,- | - | 450,- |
| 5 | | Indemnité de logement du personnel | - | - | 3.000,- | 3.000,- (+) | - |
| 6 | | Sécurité sociale et prestations médicales | - | - | 800,- | 800,- (+) | - |
| | | TOTAL DU CHAPITRE II | 2.396,- | 92,82 | 6.210,- | 4.300,- | 486,- |
| | | <u>Notes explicatives :</u> Sections nouvelles dues au transfert du bureau à Yaoundé. (+) Le recrutement du personnel du bureau se poursuit. Ce chiffre est symbolique. | | | | | |

COMMISSION PHYTOSANITAIRE INTERAFRICAINNE - YAOUNDE

CHAPITRE III

VOYAGE DU PERSONNEL EN MISSION OFFICIELLE

| Section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Rédu- tion |
|---------|------|---|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|---------------|
| | | Voyage du personnel en mission officielle | 2.800,- | 672,03 | 2.000,- | - | 800,- |

Notes explicatives :

- 1) Le nouveau Secrétaire scientifique devra entreprendre des voyages supplémentaires pour se mettre au courant du travail de l'Organisation.

COMMISSION PHYTOSANITAIRE INTERAFRICAINNE - YAOUNDE

CHAPITRE IV

LOYER ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX

| Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|--------------|------|--|-----------------|--------------------------|--------------------|--------------|-----------|
| | | <u>LOYER ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX</u> | | | | | |
| 1 | | Loyer des locaux | - | - | - | - | - |
| 2 | | Entretien des véhicules | - | - | 400,- | 400,- | - |
| 3 | | Entretien de l'équipement | 840,- | 26,60 | 1.000,- | 160,- | - |
| 4 | | Entretien des locaux | - | - | 400,- | 400,- | - |
| 5 | | Services publics (électricité et eau) | - | - | 100,- | 100,- | - |
| 6 | | Assurance des véhicules, de l'équipement, etc. | - | - | 500,- | 500,- | - |
| | | TOTAL DU CHAPITRE IV RELATIF AU LOYER ET A L'ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT ET DES LOCAUX | 840,- | 26,60 | 2.400,- | 1.560,- | - |
| | | <u>Notes explicatives :</u> | | | | | |
| | | L'augmentation et les sections nouvelles sont dues au transfert du bureau à Yaoundé. | | | | | |

COMMISSION PHYTOSANITAIRE INTERAFRICAINNE - YAOUNDE

CHAPITRE V

COMMUNICATIONS

| Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|---|------|-------------------------|-----------------|--------------------------|--------------------|--------------|-----------|
| 1 | | Télégrammes | - | 19,46) | 200,- | - | - |
| 2 | | Téléphone | - | 198,48) | 200,- | - | - |
| 3 | | Affranchissement postal | 680,- | 253,89) | 300,- | 120,- | - |
| 4 | | Malle-courrier | - | -) | 50,- | - | - |
| 5 | | Frêt | - | -) | 50,- | - | - |
| TOTAL DU CHAPITRE V COMMUNICATIONS | | | 680,- | 471,83 | 800,- | 120,- | - |
| <u>Notes explicatives :</u> | | | | | | | |
| L'augmentation des tarifs postaux est due au transfert du bureau à Yaoundé. | | | | | | | |

COMMISSION PHYTOSANITAIRE INTERAFRICAINNE - YAOUNDE

CHAPITRE VI

FOURNITURES ET SERVICES DIVERS

| Sous section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967//68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|--------------|------|--|------------------|--------------------------|--------------------|--------------|-----------|
| 1 | | Papeterie et fournitures de bureau | 1.000,- | 3.572,68 | 500,- | | 500,- |
| 2 | | Commissions bancaires et timbres fiscaux | - | - | 400,- | 400,- | - |
| 3 | | Frais de la vérification externe des comptes | 84,- | 84,- | - | - | 84,- |
| 4 | | Réceptions | - | - | - | - | - |
| 5 | | Abonnement aux journaux et périodiques (x) | 280,- | 185,03 | 420,- | 140,- | - |
| 6 | | Autres fournitures et services | - | 52,05 | - | - | - |
| 7 | | Impression des publications et des bulletins (+) | 2.800,- | - | 2.000,- | - | 800,- |
| 8 | | Traduction et autres services de secrétariat | 1.680,- | 1.700,61 | 800,- | - | 880,- |
| | | TOTAL | 5.844,- | 5.594,37 | 4.120,- | 540,- | 2.264,- |

Notes explicatives :

(x) Compte tenu de l'achat des livres et documentation nécessaires pour constituer un noyau de bibliothèque scientifique.

(+) Compte tenu de l'impression du manuel destiné aux inspecteurs phytosanitaires en Afrique.

COMMISSION PHYTOSANITAIRE INTERAFRICAINE - YAOUNDE

CHAPITRE VII

IMMOBILISATIONS

| Sous-section | Code | Détails des dépenses | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|--------------|------|---|-----------------|--------------------------|--------------------|--------------|-----------|
| 1 | | Terrain et bâtiments | - | - | - | - | - |
| 2 | | Amélioration des locaux | - | - | - | - | - |
| 3 | | Mobilier et aménagement | - | - | 2.000,- | 2.000,- | - |
| 4 | | Equipement de bureau | - | - | 1.000,- | 1.000,- | - |
| 5 | | Equipement pour la reproduction | - | - | - | - | - |
| 6 | | Equipement pour les télécommunications | - | - | - | - | - |
| 7 | | Equipement pour la presse et l'information | - | - | - | - | - |
| 8 | | Equipement pour le transport, y compris les véhicules | - | - | 2.000,- | 2.000,- | - |
| 9 | | Equipement pour l'interprétation | - | - | - | - | - |
| 10 | | Autre équipement | - | - | - | - | - |
| | | TOTAL | - | - | 5.000,- | 5.000,- | - |

Notes explicatives :

Il a été tenu compte de l'achat d'une voiture, du mobilier et de l'équipement nécessaires pour l'installation du bureau.

SECRETARIAT DU GROUPE AFRICAIN AUX NATIONS UNIES

| Section | Sous-section | Code | Description | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|---------|--------------|------|---|--------------------|---------------------|-----------------------|--------------|-----------|
| 2 | | | <u>DEPENSES COURANTES AFFERENTES AU PERSONNEL</u> | | | | | |
| | 1 | | Voyage lors de la prise de service | | | 3.000,- | | |
| | 2 | | Voyage en congé dans les foyers et lors de la fin des services | | | | | |
| | 3 | | Indemnité d'installation | | | 1.500,- | | |
| | 4 | | Indemnité pour charge de famille | | | 1.000,- | | |
| | 5 | | Indemnité de logement | | | 3.780,- | | |
| | 6 | | Assurance (OUA) | | | 10,- | | |
| | 7 | | Projet de prestations médicales | | | 2.500,- | | |
| | 8 | | Gratification de fin de services | | | - | | |
| 1 | | | <u>LOYER ET ENTRETIEN DU MATERIEL ET DES LOCAUX</u> | | | | | |
| | 1 | | Loyer des bureaux | | | 1.500,- | | |
| | 2 | | Entretien des véhicules | | | 500,- | | |
| | 3 | | Entretien de l'équipement | | | 100,- | | |
| | 4 | | Entretien des locaux | | | 500,- | | |
| | 5 | | Services publics (eau et électricité) | | | 1.000,- | | |
| | 6 | | Assurance des véhicules, de l'équipement, etc. | | | 500,- | | |
| 4 | | | <u>COMMUNICATIONS (Télégrammes, téléphone, affranchis.etc°)</u> | | | 5.000,- | | |
| 3 | | | <u>FOURNITURES ET SERVICES DIVERS</u> | | | | | |
| | 1 | | Papeterie et fournitures de bureau | | | 1.500,- | | |
| | 2 | | Abonnement aux journaux et périodiques | | | 200,- | | |
| | 3 | | Autres fournitures et services | | | 200,- | | |
| 5 | | | <u>IMMOBILISATIONS</u> | | | | | |
| | 1 | | Mobilier et aménagement | | | 1.600,- | | |
| | 2 | | Equipement de bureau | | | 500,- | | |
| | 3 | | Equipement de transport | | | | | |
| | | | TOTAL | 33.179,- | 22.174,32 | 38.390,- | 5.211,- | - |
| | | | GRAND TOTAL | 60.175,- | 47.674,82 | 77.842,- | 17.667,- | - |

CHAPITRE IX-C

TOTAL GENERAL

(les chiffres sont indiqués en dollars E.U.)

COMITE DE LIBERATION

| | CREDITS 1967/68 | DEPENSES RELLES 1966/67 | PREVISIONS 1968/69 | AUGMENTA- TION | REDUCTIO |
|---------------|--------------------|-------------------------------|-----------------------|-------------------|----------|
| CHAPITRE I | 73.838,- | 68.404,- | 81.698,- | 7.860,- | - |
| CHAPITRE II-A | 14.521,- | 13.406,- | 17.508,- | 2.987,- | - |
| CHAPITRE II-B | 7.350,- | 9.584,- | 11.840,- | 4.600,- | 110,- |
| CHAPITRE III | 42.008,- | 28.879,- | 41.008,- | - | 1.000,- |
| TOTAL GENERAL | 137.717,- | 120.273,40 | 152.054,- | 15.447,- | 1.110,- |
| | ===== | ===== | ===== | ===== | ===== |

SECRETARIAT DU COMITE DE LIBERATION - DAR-ES-SALAAM

(les chiffres sont indiqués en dollars E.U.)

CHAPITRE I

| Sous section | Effect. prévu | | Ef- fect. réel | Code | Description | Grade | Crédits 1967/68 | Salaire réel 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmenta- tion | Réduc- tion |
|--------------|---------------|-------|----------------------|------|---------------------------------|-------|--------------------|----------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| | 67/68 | 68/69 | | | | | | | | | |
| 1 | 1 | 1 | 1 | | Secrétaire exécutif | P6 | 11.950,- | 12.240,- | 12.520,- | 570,- | - |
| 2 | 3 | 3 | 3 | | Secrétaires exécutifs adjoints | P5 | 31.950,- | 32.210,- | 32.990,- | 1.040,- | - |
| 3 | 2 | 2 | 1 | | Traducteur | P3 | 14.920,- | 7.460,- | 15.130,- | 210,- | - |
| 4 | 1 | 2 | 1 | | Secrétaires (un fran. un angl.) | GS3 | 2.668,- | 2.832,- | 5.644,- | 2.976,- | - |
| 5 | 2 | 2 | 2 | | Sténo-dactylographe | GS2 | 4.088,- | 4.256,- | 4.920,- | 832,- | - |
| 6 | 1 | 2 | 1 | | Commis de bureau (comptable) | GS2 | 1.848,- | 1.932,- | 3.996,- | 2.148,- | - |
| 7 | 2 | 2 | 2 | | Dactylographe | C.L. | 2.016,- | 2.016,- | 2.100,- | 84,- | - |
| 8 | 3 | 3 | 3 | | Conducteur-mécanicien | C.L. | 2.668,- | 3.796,- | 2.668,- | - | - |
| 9 | 1 | 1 | 1 | | Téléphoniste | C.L. | 840,- | 822,- | 840,- | - | - |
| 10 | 2 | 2 | 2 | | Plantons | C.L. | 890,- | 940,- | 890,- | - | - |
| | | | | | TOTAL | | 73.838,- | 68.404,- | 81.698,- | 7.860,- | - |

SECRETARIAT DU COMITE DE LIBERATION - DAR-ES-SALAAM

(les chiffres sont indiqués en dollars E.U.)

CHAPITRE II - A

| Sous section | Code | Description | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmentation | Réduction |
|--------------|------|--|-----------------|--------------------------|--------------------|--------------|-----------|
| 1 | | Frais de transport et de voyage | 700,- | 644,- | 700,- | - | - |
| 2 | | Frais de voyage pour congé dans les foyers | 1.400,- | 1.369,- | 3.000,- | 1.600,- | - |
| 3 | | Indemnité d'installation | - | 1.128,- | 288,- | 288,- | - |
| 4 | | Allocations pour charges de famille | 1.501,- | 1.618,- | 2.600,- | 1.099,- | - |
| 5 | | Indemnité de logement | 10.500,- | 8.317,- | 10.500,- | - | - |
| 6 | | Système de prestations médicales de l'O.U.A. | 420,- | 330,- | 420,- | - | - |
| 7 | | Imprévus | - | - | - | - | - |
| TOTAL | | | 14.521,- | 13.406,- | 17.508,- | 2.987,- | - |

SECRETARIAT DU COMITE DE LIBERATION - DAR-ES-SALAAM

(les chiffres sont indiqués en dollars E.U.)

CHAPITRE II - B
DEPENSES GENERALES

| Sous section | Code | Description | Crédits 1967/68 | Dépenses réelles 1966/67 | Prévisions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion |
|--------------|------|---|--------------------|--------------------------------|-----------------------|-------------------|----------------|
| 1 | | Fournitures de bureau | 840,- | 1.652,- | 1.600,- | 760,- | - |
| 2 | | Téléphone et télégrammes | 2.240,- | 2.601,- | 2.300,- | 60,- | - |
| 3 | | Electricité | 420,- | 974,- | 1.000,- | 580,- | - |
| 4 | | Eau | 140,- | 140,40 | 140,- | - | - |
| 5 | | Service de l'information | 700,- | 856,- | 700,- | - | - |
| 6 | | Entretien, utilisation et assurance des véhicules | 1.400,- | 1.887,- | 1.800,- | 400,- | - |
| 7 | | Frais de réception | 700,- | 854,- | 700,- | - | - |
| 8 | | Mobilier et équipement de bureau | 700,- | 664,- | 700,- | - | - |
| 9 | | Frais relatifs au transfert des bureaux | - | - | 2.800,- | 2.800,- | - |
| 10 | | Assurance de l'équipement de bureau | 210,- | 56,- | 100,- | - | 110,- |
| | | TOTAL | 7.350,- | 9.584,40 | 11.840,- | 4.600,- | 110,- |

SECRETARIAT DU COMITE DE LIBERATION POUR L'AFRIQUE - DAR-ES-SALAAM

PREVISIONS POUR LA DEUXIEME REUNION ORDINAIRE DU COMITE AU COURS DE LA PERIODE ALLANT DU 1/6/68-31/5/69

| Séc- tion | Sous sec- tion | Code | Description | Crédits 1967/68 (pour 2 réunions) | Dépenses réelles 1966/67 (pour une réunion) | Prévisions 1968/69 (pour deux réunions) | Augmen- tation | Réduc- tion |
|--------------|----------------------|------|---|--|---|--|-------------------|----------------|
| IV | 1 | | <u>PERSONNEL TECHNIQUE</u> | | | | | |
| | | | 4 interprètes : prévision pour une réunion | | | | | |
| | | | a) Frais de transport à raison de 620 \$ par personne | 4.960,- | 3.472,- | 4.960,- | - | - |
| | | | b) Traitements | 2.560,- | 3.413,- | 2.560,- | - | - |
| | | | c) Indemnités journalières pour 8 jours à raison de 13,- \$ E.U. par par interprète | 832,- | - | 832,- | - | - |
| | 2 | | <u>4 rédacteurs de comptes rendus</u> | | | | | |
| | | | a) Frais de transport à raison de 620 \$ EU par personne | 4.960,- | - | 4.960,- | - | - |
| | | | b) Traitement à raison de 34 \$ E.U. par rédacteur et par jour pour 15 jours | 4.080,- | 1.736,- | 4.080,- | - | - |
| | | | c) Indemnités journalières pour 15 jours à raison de \$ E.U. 13 par jour et par personne | 1.560,- | 1.022,- | 1.560,- | - | - |
| | 3 | | <u>Secrétaires temporaires</u> | 2.000,- | 756,- | 1.000,- | - | 1.000,- |
| | 4 | | Location équipement de conférence | 896,- | 280,- | 896,- | - | - |
| | 5 | | Papeterie pour la conférence | 560,- | 325,- | 560,- | - | - |
| | 6 | | Missions politiques | 19.600,- | 17.875,- | 19.600,- | - | - |
| | | | TOTAL | 42.008,- | 28.879,- | 41.008,- | - | 1.000,- |

CHAPITRE X-a

C. TRAVAUX A EXECUTER

DEPARTEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

| CHAP. | SECTION | N° | REFERENCE | DESCRIPTION | COUT en \$ E.U. | TOTAL |
|---------------|----------------------------|----|--|--|--|-------------------|
| A | des affaires économiques | 1 | Résolution CM/Res.123 (IX) et CM/Res.125 (IX) sur la coopération interafricaine et les groupements économiques régionaux | Un agent du département devra effectuer un voyage d'études en diverses parties de l'Afrique | 5.000,- | 5.000,- |
| | | 2 | Résolution CM/Res.126 (IX) sur la coopération interafricaine dans divers domaines | Réunion de la Commission économique et sociale en 1968/69 | (1) | |
| | | 3 | Résolution CM/Res.127 (IX) sur une Foire commerciale panafricaine | Outre les consultations, un agent du département devra effectuer divers voyages pour les préparatifs de la Foire | Frais de transport: 1.500,- Indemnités journalières et dépenses diverses : 1.500,- | 3.000,- |
| B | des affaires sociales | 1 | Résolution CM/Res.128 (IX) sur les affaires sociales et le développement communautaire | Un petit groupe d'experts se réunira à Addis-Abéba pour harmoniser les points de vue africains | Personnel technique: C.E.A. - Documentation : 0.U.A. | 500,- |
| | | 2 | Résolution CM/Res.129 (IX) relative à une conférence syndicale panafricaine | Facilités accordées pour la réunion des syndicalistes africains | Personnel technique: 11.000,- - Documentation : 500,- | 11.500,- |
| C | des questions de transport | | Résolution CM/Res.132 (IX) | Un voyage d'enquête sera effectué par un agent du département dans les différents pays africains | Frais de transport: 2.500,- Indemnités journalières : 500,- Documentation: 500,- | 3.500,- |
| TOTAL GENERAL | | | | | | 23.500,- ===== |

(1) Voir détail à la page du budget.

CHAPITRE X-b

EXECUTION DES RESOLUTIONS

Exécution des résolutions relatives au Département culturel et scientifique telles qu'elles ont été adoptées par le Conseil des ministres et approuvées par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

| RESOLUTION N° | DESCRIPTION | EXECUTION | PREVISIONS EN \$ E.U. | TOTAL |
|-----------------|--|--|---|----------|
| CM/Res.112 (IX) | Etablissement de stocks régionaux de céréales vivrières | 1) Visite à la FAO et au programme mondial pour l'alimentation 2) Visite de deux fonctionnaires à tous les Etats membres pour engager des pourparlers en ce qui concerne le stockage régional pour prendre part à de tels pourparlers | Voyage 851,- Allocations journalières 4 jours 120,- Voyage 6.400,- Allocations journalières (45 jours) 2.475,- | 10.500,- |
| CM/Res.116 (IX) | Création d'Instituts de formation et de recherche (centres d'excel.) | Visite à Rome, Paris, Genève, Vienne et New York, pour consultations au sujet de l'assistance extérieure | Voyage 1.578,- Allocations journalières (17 jours) 510,- Frais imprévus 412,- | 2.500,- |
| CM/Res.117 (IX) | Festival culturel panaméricain | A. Une réunion de deux jours du Comité qui doit assister le Secrétaire général à préparer le premier festival B. Frais imprévus C. Réceptions organisées par le Secrétariat pour deux réunions D. Frais imprévus | Voyage et allocations journalières | 3.500,- |
| | | Livres de référence en matière de science, de santé et d'éducation | | 500,- |
| | | | TOTAL | 17.000,- |
| | | TOTAL GENERAL RELATIF A L'EXECUTION DES RESOLUTIONS | | 40.500,- |

**ORGANIZATION OF
AFRICAN UNITY**

SECRETARIAT

P. O. Box 3243

ADDIS ABABA

**ORGANISATION DE L'UNITÉ
AFRICAINNE**

SECRETARIAT

B. P. 3243

CONSEIL DES MINISTRES

Dixième Session Ordinaire

Lusaka - Février 1968

CM/188

PROJET DE BUDGET

**DE LA COMMISSION DE MEDIATION, DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE
POUR LA PERIODE TRANSITOIRE (EXERCICE FINANCIER 1967/1968)**

TEL QU'APPROUVE PAR LA COMMISSION

AU COURS DE SA SEANCE PLENIERE DU 15 DECEMBRE 1967.

CHAPITRE IEMOLUMENTS DU PERSONNEL

| Effectif | Description | Grade | Prévisions 1967/1968 |
|---|---|-------------|-------------------------|
| 1 | Président | | 6.250 |
| 1 | Vice-Président | | 4.500 |
| 1 | Agent | Tarif Local | 1.200 |
| 1 | Planton | " " | 250 |
| 2 | Chauffeurs (1 pour le Président et 1 pour un vice-Président) | " " | 500 |
| TOTAL POUR LE CHAPITRE I - EMOLUMENTS DU PERSONNEL | | | 12.700 ===== |

CHAPITRE IIDEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL

| Sec- tion | Ventilation des dépenses | Prévisions 1967/1968 |
|--------------|---|-------------------------|
| 1 | Frais de voyage lors du recrutement | 1.500 |
| 2 | Déplacements en mission officielle | 1.250 |
| 3 | Indemnité d'installation | 300 |
| 4 | Indemnité pour charges de famille | 250 |
| 5 | Caisse de pension de l'OUA |) |
| 6 | Caisse d'assurance de l'OUA |) 1.000 |
| 7 | Régime de prestations médicales de l'OUA |) |
| 8 | Gratification de fin de service |) |
| 9 | Loyer de la résidence officielle du Président | 1.500 |
| 10 | Indemnités de logement pour un vice-Président | 750 |
| | TOTAL POUR LE CHAPITRE II | ----- |
| | DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL | 6.500 ===== |

CHAPITRE III

FOURNITURES ET SERVICES DIVERS

| Section | Ventilation des dépenses | Prévisions 1967/1968 |
|--------------------------------|---|-------------------------|
| 1 | 2 véhicules (1 pour le Président et 1 pour un vice-Président) | 4.000 |
| 2 | Entretien | 500 |
| 3 | Assurance | 200 |
| 4 | Téléphone | 375 |
| 5 | Câbles | 625 |
| 6 | Papeterie | 700 |
| 7 | Divers | 1.500 |
| TOTAL POUR LE CHAPITRE III | | 7.900 |
| FOURNITURES ET SERVICES DIVERS | | ===== |

ORGANIZATION OF
AFRICAN UNITY
SECRETARIAT
P. O. Box 3243

ADDIS ABABA

ORGANISATION DE L'UNITE
AFRIQUAINE
SECRETARIAT
B. P. 3243

CM/188/Add.1

CONSEIL DES MINISTRES
Dixième session ordinaire
Lusaka, février 1968

PROJET DE BUDGET DE LA COMMISSION DE MEDIATION, DE CONCILIATION
ET D'ARBITRAGE POUR L'EXERCICE FINANCIER 1968/1969
TEL QU'APPROUVE PAR LA COMMISSION AU COURS DE SA
SEANCE PLENIERE DU 15 DECEMBRE 1967

CHAPITRE I
EMOLUMENTS DU PERSONNEL
ET INDEMNITES DES MEMBRES DE LA COMMISSION

| Ef- fec- tif | Description | Grade | Salaire actuel 1967/68 | Prévi- sions 1968/69 | Augmen- tation | Ré- duction |
|--------------------|--|-------------|------------------------------|----------------------------|---|----------------|
| 1 | Président | | | 25.000 | | |
| 2 | Vice-Présidents | | | 31.500 | | |
| | (Indemnités de session | | | 36.000 | | |
| 18 | { Provisions pour indemnité de mission hors siège | | | 30.000 | Pour mémoire | |
| | { Provision pour transport des membres | | | 50.000 | (à expliquer au Conseil des Ministres) | |
| 1 | Greffier | P4 | | 8.930 | | |
| 1 | Greffier-adjoint | P2 | | 6.130 | | |
| 1 | Chef du service financier | P2 | | 6.130 | Pour mémoire | |
| 2 | Traducteurs | P3 | | 16.600 | | |
| 3 | Secrétaires bilingues | GS4 | | 10.224 | | |
| 2 | Sténo-dactylos | GS2 | | 3.456 | | |
| 2 | Agents | Tarif Local | | 4.800 | | |
| 1 | Planton | " " | | 1.000 | | |
| 3 | Chauffeurs (1 pour le président et 1 pour chacun des deux vice-présidents) | " " | | 2.700 | | |

TOTAL DU CHAPITRE I :
EMOLUMENTS DU PERSONNEL
ET INDEMNITES DES MEMBRES
DE LA COMMISSION

232.470

CHAPITRE II
DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL

| Section | Ventilation des dépenses | Dépenses courantes 1966/67 | Crédits 1967/68 | Prévi- sions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion |
|----------------------------------|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------|-------------------|----------------|
| 1 | Frais de voyage lors du recrutement | | | 10.000 | | |
| 2 | Déplacements en mission officielle | | | 5.000 | | |
| 3 | Indemnité d'installation | | | 3.500 | | |
| 4 | Indemnité pour charges de famille | | | 5.000 | | |
| 5 | Indemnité de logement au siège | | | 8.000 | | |
| 6 | Caisse de pension de l'OUA | } | | | | |
| 7 | Caisse d'assurance de l'OUA | | | | | |
| 8 | Régime de prestations médicales de l'OUA | | | | 2.000 | |
| 9 | Gratification de fin de service | } | | | | |
| 10 | Loyer de la résidence officielle du Président | | | 6.000 | | |
| 11 | Indemnités de logement pour les 2 vice-présidents | | | 5.250 | | |
| TOTAL DU CHAPITRE II : | | | | | | |
| DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL | | | | | <u>44.750</u> | |

CHAPITRE III
FOURNITURES ET SERVICES DIVERS

| Section | Ventilation des dépenses | Dépenses courantes | Crédits | Prévi- sions | Augmen- tation | Réduc- tion |
|--------------------------------|---|-----------------------|---------|-----------------|-------------------|----------------|
| | | 1966/67 | 1967/68 | 1968/69 | | |
| 1 | Véhicule (pour le vice-président) | | | 4.000 | | |
| 2 | Machines à écrire et à reproduire (ronéo, photocopie) | | | 2.800 | | |
| 3 | Entretien | | | 2.800 | | |
| 4 | Assurance | | | 1.200 | | |
| 5 | Téléphone | | | 1.500 | | |
| 6 | Câbles | | | 2.500 | | |
| 7 | Papeterie | | | 2.800 | | |
| 8 | Bibliothèque, abonnements, documentation | | | 10.000 | | |
| 9 | Réceptions | | | 1.000 | | |
| 10 | Divers | | | 3.000 | | |
| TOTAL DU CHAPITRE III : | | | | | | |
| FOURNITURES ET SERVICES DIVERS | | | | | | |
| | | | | <u>31.600</u> | | |

CHAPITRE IV
CONFERENCES ET REUNIONS

| Description | Dépenses courantes 1966/67 | Crédits 1967/68 | Prévi- sions 1968/69 | Augmen- tation | Réduc- tion |
|---|----------------------------------|--------------------|----------------------------|-------------------|----------------|
| 3 <u>Interprètes</u> : Transport à 620 \$ EU par personnel | | | 3.700 | | |
| Salaire à 69 \$ EU par jour et par personne, pour sept jours | | | 2.898 | | |
| Indemnité journalière au taux de 15 \$ EU par jour et par personne, pour sept jours | | | 630 | | |
| 2 <u>Traducteurs</u> : Transport à 620 \$ EU par personne | | | 2.400 | | |
| Salaire à 40 \$ EU par jour et par personne, pour sept jours | | | 1.120 | | |
| Indemnité journalière au taux de 15 \$ EU par jour et par personne, pour sept jours | | | 420 | | |
| 3 <u>Rédacteurs de compte-rendus</u> Transport à 620 \$ EU par personne | | | 3.720 | | |
| Salaire à 40 \$ EU par jour et par personne, pour sept jours | | | 1.680 | | |
| Indemnité journalière au taux de 15 \$ EU par jour et par personne, pour sept jours | | | 630 | | |
| TOTAL DU CHAPITRE IV : | | | | | |
| CONFERENCES ET REUNIONS | | | <u>17.298</u> | | |

**ORGANIZATION OF
AFRICAN UNITY
SECRETARIAT
P. O. Box 3243**

ADDIS ABABA

**ORGANISATION DE L'UNITE
AFRIICAINE
SECRETARIAT
B. P. 3243**

CM/181

BUDGET SUPPLEMENTAIRE 1967/68

SOMMAIRE DES PREVISIONSBUDGET SUPPLEMENTAIRE 1967/68

| | |
|--|--------------------------|
| A. Participation aux importantes réunions | US.\$ 9,000.00 |
| B. Réunion du Comité consultatif de l'O.U.A. sur le Nigeria | US.\$ 45,240.00 |
| C. Réunion du Comité sur les mercenaires | US.\$ 90,480.00 |
| | <hr/> |
| T O T A L | US.\$144,720.00 ===== |

CREDITS SUPPLEMENTAIRES POUR L'EXERCICE BUDGETAIRE 1967/1968

D. PARTICIPATION AUX REUNIONS

| N° | Conférence ou Réunion | Lieu | Durée | Nombre de membres du personnel de l'OUA devant participer | Indté journal. | Frais de trans- port | Divers | Total |
|-------|---|-------------------|----------|--|-------------------|----------------------------|--------|-------|
| 1 | Réunion préliminaire et réunion du Groupe des 77 | Alger | 24 jours | 1 | 600 | 626 | 79 | 1.305 |
| 2 | Deuxième conférence de la CNUCED | Nouvelle Delhi | 55 " | 4 | 4.424 | 2.076 | - | 6.500 |
| 3 | Première conférence de l'ONUDI | Athènes | 21 " | 1 | 525 | 640 | - | 1.165 |
| 4 | Septième session de la conférence des Ministres africains du Travail | Lusaka | 7 " | 2 | 350 | | - | 350 |
| TOTAL | | | | | | | | 9.320 |

Note explicative :

Le chapitre D a trait aux crédits supplémentaires pour l'exercice budgétaire 1967/68. Ces crédits sont nécessaires pour mettre en oeuvre au cours de cet exercice, plusieurs résolutions adoptées à la réunion de Kinshasa du Conseil des Ministres et pour lesquelles il n'existe pas de crédits au budget 1967/68.

REUNION DU COMITE CONSULTATIF DE L'O.U.A. SUR LE NIGERIA

| Section | Code | DESCRIPTION | Effectif | Prévisions 1967/68 |
|-----------------------|-----------------------|-------------|-----------|-----------------------|
| 1 | | Interprètes | 7 | 1,635.00 |
| | | | | 525.00 |
| | Traducteurs | Salaires | 6 | 825.00 |
| | | Allocations | | 450.00 |
| | Rédacteurs | Salaires | 6 | 825.00 |
| | | Allocations | | 450.00 |
| | Reviser | Salaires | 1 | 165.00 |
| Allocations | | | 75.00 | |
| Secrétaires bilingues | Salaires | 6 | 600.00 | |
| | Allocations | | 450.00 | |
| | Transport | 26 | 16,120.00 | |
| | Location du transport | | 500.00 | |
| | | TOTAL | | 22,620.00 |

Il est prévu qu'il y aura deux réunions dans le présent exercice financier. En conséquence, les provisions pour les deux réunions s'élèvent à 45,240.00 \$ E.U.

La durée de chaque réunion sera de 5 jours.

**ORGANIZATION OF
AFRICAN UNITY
SECRETARIAT
P. O. Box 3243**

ADDIS ABABA

**ORGANISATION DE L'UNITE
AFRIICAINE
SECRETARIAT
B. P. 3243**

CM/189

APPROBATION A EFFET RETROSPECTIF DES DEPASSEMENTS
ET DES DEPENSES NON AUTORISEES AU COURS DE L'EXERCICE
FINANCIER 1966/67 CONTENUES DANS L'ETAT CI-JOINT

APPROBATION A EFFET RETROSPECTIF DES DEPASSEMENTS

ET DES DEPENSES NON AUTORISEES AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER

1966/67 CONTENUES DANS L'ETAT CI-JOINT

En considérant le rapport financier de l'exercice 1966/67 présentée par le Secrétariat général, le Comité consultatif sur les questions budgétaires et financières, lors de sa dernière réunion tenue à Bathurst, Gambie, en juillet, a demandé au Secrétariat d'obtenir l'autorisation nécessaire pour couvrir les dépassements des crédits votés lors de la prochaine réunion du Conseil des Ministres par l'intermédiaire du Comité consultatif sur les questions budgétaires et financières.-

Conformément à la demande du Comité, le Secrétariat général demande l'autorisation nécessaire pour couvrir les dépassements et les dépenses non autorisées s'élevant à la somme de 184.627,78 \$ E.U. qui ont été faites durant l'exercice financier 1966/67. Les détails de ces dépassements se trouvent dans le document CM/158, Rapport Financier couvrant les exercices financiers 1965/66 et 1966/67 et à l'annexe V du document CM/178, Rapport des Vérificateurs aux Comptes pour la période du 1er juin 1966 au 31 mai 1967.

DEPENSES NON AUTORISEES ET DEPASSEMENTS DE CREDITS

| Comptes | Libellés | Crédits (1) | Dépenses (2) | Obligations (3) | Total (2) + (3) | Dépassements |
|-----------------|--|----------------|-----------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| 102 | Section I - Assistance temporaire | - | 48,189.21 | 6.80 | 48,196.01 | 48,196.01 |
| 103 | Heures supplémentaires et travail nocturne | - | 80,00 | - | - | 80,00 |
| 209 | Section II - Gratifications | 5,000.00 | 5,471.04 | 1,806.00 | 7,277.04 | 2,277.04 |
| 300 à 303 | Section III- Voyages du personnel en mission officielle | 15,000.00 | 42,099.92 | 455,60 | 42,555.52 | 27.555,52 |
| 400 | | - | 144,00 | - | 144,00 | 144,00 |
| 405 | Section IV - Transformation des locaux | - | - | 10,000.00 | 10,000.00 | 10.000,00 |
| 600 | Section VI - Papeterie et fournitures de bureau | 25.000,00 | 27.093,80 | - | 27.093,80 | 2.093,80 |
| 601 | Frais bancaires et timbres fiscaux | - | 5.032,92 | - | 5.032,92 | 5.032,92(1) |
| 603 | Frais d'accueil | 5.000,00 | 4.950,84 | 2.085,44 | 7.036,28 | 2.036,28 |
| 606 | Abonnement aux journaux | - | 1.931,06 | - | 1.931,06 | 1,931.06 |
| 607 | Fournitures et autres services de bureau | - | 3.648,10 | - | 3.648,10 | 3.648,10 |
| 702 | Section VII-- Mobilier et aménagements | - | 7.139,46 | 8.764,20 | 15.903,66 | 15.903,66 |
| 703 | Matériel de bureau | - | 5.193,34 | 2.253,60 | 7.446,94 | 7.446,94 |
| 704 | Équipement pour la reproduction | - | - | 2.006,00 | 2.006,00 | 2.006,00 |
| 705 | Équipement de télécommunication | - | 680,00 | - | 680,00 | 680,00 |
| 706 | Équipement pour la presse et l'information | - | 5.558,74 | - | 5.558,74 | 5.558,74 |
| 707 | Matériel de transport | - | 3.608,40 | - | 3.608,40 | 3.608,40 |
| 800 | Section VIII--Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement | 37.080,00 | 69.210,67 | 6.257,34 | 75.468,01 | 38.388,01 |
| 801 | Conseil des Ministres | 33.764,00 | 41.949,30 | - | 41.949,30 | 8.185,30 |
| | TOTAL EXCES | | | | | <u>184.627,78</u> |

**ORGANIZATION OF
AFRICAN UNITY
SECRETARIAT
P. O. Box 3243**

ADDIS ABABA

**ORGANISATION DE L'UNITE
AFRIKAINE
SECRETARIAT
B. P. 3243**

CONSEIL DES MINISTRES
Dixième session ordinaire
Lusaka - Février 1968

CM/179

BAREME DES COTISATIONS
DES ETATS MEMBRES DE L'OUA

BARÈME DES COTISATIONS
DES ETATS MEMBRES DE L'OUA

Lors de sa huitième session ordinaire, le Conseil des ministres a adopté la résolution CM/Res.93 (VIII) chargeant le Secrétaire général administratif d'établir un nouveau barème de cotisations qui tiendrait compte des statistiques fournies par les Etats membres sur les éléments suivants :

- (i) Produit intérieur brut ou revenu national;
- (ii) Produit intérieur brut par habitant ou revenu national par habitant;
- (iii) Recettes et dépenses publiques;
- (iv) Balance des paiements et liquidités.

Le Conseil a également précisé que les statistiques que les Etats membres auront à fournir, devront se rapporter à l'année 1965 ou à l'année la plus proche.

A la suite de cette résolution le Secrétariat général a invité les Etats membres à lui faire parvenir les statistiques requises. Quelques-uns ont pu le faire; d'autres malheureusement, n'ont pas été en mesure de donner suite à cette demande. Dès que le Secrétariat général eut reçu les statistiques des Etats membres, il a essayé de combiner les divers éléments énumérés par la résolution; mais il a constaté que certains d'entre eux ne pouvaient être combinés pour servir de base à l'établissement d'un barème des cotisations. En raison de cette difficulté, le Secrétariat général a établi un rapport et l'a présenté à l'examen du Comité consultatif à sa quatrième session tenue à Bathurst (Gambie) en juillet 1967. Dans ce rapport, le Secrétariat général a proposé que le produit national net, dont la résolution n'a pas parlé, ainsi que la population totale soient utilisés pour servir de base à l'établissement du barème de cotisations. Le Comité consultatif a discuté longuement le rapport ci-dessus et est arrivé à la conclusion que le Secrétariat général devrait utiliser le produit national net et la population totale pour établir un nouveau barème des cotisations, à soumettre au Conseil des Ministres. Comme il s'agit d'une recommandation du Comité, le

Secrétariat général a renvoyé la question, une fois de plus, au Conseil des ministres, à sa neuvième session tenue à Kinshasa en septembre 1967, en même temps que l'avis du Comité consultatif. De nouveau le Conseil a discuté longuement la question du barème des cotisations et la recommandation du Comité consultatif. Au cours de la discussion, quelques Etats membres ont insisté pour que l'on tienne compte également d'autres facteurs en plus de ceux qui sont énumérés dans la résolution ou dans la recommandation du Comité consultatif. Les nouveaux éléments suggérés sont les budgets nationaux et la "solvabilité en devises étrangères". D'autres Etats membres ont souligné l'importance de certains des éléments figurant dans la résolution, en disant qu'ils conviennent davantage à l'établissement du barème des cotisations. Bien que le Secrétariat ait expliqué oralement les difficultés qu'il rencontre pour employer certains de ces éléments, le Conseil a cependant décidé, en fin de compte, que :

"La délégation du Kenya, qui a procédé à un examen spécial du barème des cotisations et a, en fait, établi un nouveau barème, a été invitée à s'associer au Secrétariat général et au Comité consultatif en vue d'élaborer un nouveau barème à soumettre à l'examen du Conseil lors de sa dixième session ordinaire qui sera tenue en février 1968. Ils devront se servir de la résolution CM/Res.93 (VIII), de la recommandation du Comité consultatif figurant dans le document CM/171 et de tous autres éléments pertinents, comme base pour l'établissements d'un nouveau barème."

Le Conseil a, également, fait appel aux Etats membres pour qu'ils fournissent au Secrétariat général, avant le 31 octobre, toutes les statistiques demandées par la résolution CM/Res.93 (VIII), ces statistiques devant se rapporter à l'année 1965 ou à l'année la plus proche, soit 1964 ou 1966. En outre, la République Arabe Unie a demandé qu'aucun pays ne paye plus de 10 pour cent du budget total, et acte a été pris de sa demande; le Secrétariat est ainsi obligé de tenir compte de ce plafond de dix pour cent.

2. Lors de la sixième session ordinaire du Conseil des ministres, et à l'occasion de l'examen de la recommandation du Comité institutionnel, l'idée de fixer un plafond et un plancher pour les cotisations a été

discutée et acceptée, bien que le barème qui a été alors proposé ait été rejeté. Ainsi, à la sixième session ordinaire du Conseil, le plafond et le plancher des cotisations des États membres ont été fixés à 10 pour cent et à 0,5 pour cent respectivement. Les décisions ultérieures du Conseil des ministres n'ont pas écarté ce principe d'un maximum et d'un minimum pour les cotisations. Le Secrétariat général doit donc prendre tous ces éléments en considération, c'est-à-dire les éléments énoncés par la résolution CM/Res.93 (VIII), ceux qui ont été recommandés par le Comité consultatif, le principe d'un plafond et d'un plancher pour les cotisations et d'autres éléments d'une importance économique qui peuvent être utiles pour l'établissement du barème des cotisations.

3. Avant d'aborder l'examen détaillé de la question du barème des cotisations, il nous faut examiner certains principes généraux et nous faire une opinion à leur égard. Il est apparu, au cours des interventions de nombreuses délégations au Conseil des ministres de Kinshasa, que quelques États membres pensent que le débat relatif au barème des cotisations avait pour objet de réduire, à l'avenir, les contributions actuelles des États membres par rapport à leur niveau actuel. Nous avons étudié cette proposition et estimé qu'elle ne pouvait pas être prise au sérieux. Nous préférons la tenir pour une erreur inoffensive de la part de délégués bien intentionnés. Nous ne nous sommes pas engagés dans cette voie avec la seule intention de réduire les cotisations des États membres. Toute réduction ou augmentation de ces cotisations doit, toujours, dépendre de l'importance du Budget général approuvé par l'Organisation. Nous devons naturellement admettre qu'en essayant de rationaliser le barème, les contributions de quelques États membres pourront se trouver réduites, alors que celles d'autres pays pourront être augmentées. Nous espérons que les modifications qui seront ainsi apportées aux cotisations des États membres seront, autant que possible, conformes à la justice et à l'équité.

4. Notre but, en préparant ce document, est donc de faire régner autant que possible le principe de justice et d'équité dans l'établissement de l'assiette des cotisations des États membres. En d'autres termes, notre plus grand souci, dans ce document, est d'arriver à un barème qui pourra être considéré comme équitable par la majorité des

Etats membres, parce qu'il est fait grief au barème actuel d'être inéquitable et injuste. Si donc nous voulons établir un barème de cotisations juste et équitable, nous devons le fonder sur les possibilités et les réalisations économiques relatives des Etats membres. Seules ces possibilités et ces réalisations économiques des Etats membres peuvent indiquer leur aptitude à payer la cotisation qui leur sera demandée. Ce sont là les principes que nous avons à l'esprit en rédigeant ce rapport.

5. Après avoir procédé à une étude minutieuse du problème, le Secrétariat général a invité un expert du Gouvernement du Kenya, M. Nyyeneque, à participer à une réunion qui devait servir à examiner et à établir le nouveau barème à soumettre au Conseil par l'entremise du Comité consultatif. Après deux jours de réunions entre le personnel du Secrétariat général et M. Nyyeneque, les conclusions suivantes se sont dégagées.

- a) Certains des éléments mentionnés dans la résolution CM/Res. 93 (VIII) ne peuvent pas être utiles pour le calcul du barèmes des cotisations.
- b) "Le produit intérieur brut" et "le produit intérieur brut par habitant" sont utiles pour le calcul du barème des cotisations.
- c) "Le produit national net" et "le produit national net par habitant" constituent également des facteurs très utiles pour la calcul du barème des cotisations, mais comme la majorité des Etats membres n'ont pas pu fournir les statistiques correspondantes, il n'est pas possible d'en faire un usage efficace et équitable.
- d) Comme il ressort des statistiques fournies par les Etats membres que la plupart d'entre eux disposent des chiffres relatifs à leur produit intérieur brut et à leur population pour l'année 1965, ou les années les plus proches, il a été jugé possible et en fait plus approprié d'utiliser le produit intérieur brut et le produit intérieur brut par habitant pour la préparation du nouveau barème des cotisations.

- e) Les chiffres disponibles en ce qui concerne la population, tant qu'ils sont actuels et qu'il n'y a pas eu de nouveau recensement dans les Etats membres intéressés, doivent être considérés comme prévalant encore en 1965. Ainsi si le recensement fait en 1961 dans un pays donné montre que la population de ce pays était de X millions d'habitants, et si aucun nouveau recensement n'a été effectué jusqu'en 1965, on considérera que la population actuelle, officielle de ce pays en 1965 est représentée par les chiffres du recensement de 1961.
- f) Enfin, lorsque les chiffres fournis pour le produit intérieur brut concernent des années postérieures à 1960, autres que les années 1964, 1965 et 1966, il faudrait, faute de statistiques plus récentes, les considérer comme toujours en vigueur et partant les employer. Par exemple, si le chiffre du produit intérieur brut d'un Etat membre se réfère à l'année 1961 et qu'il n'y ait pas de chiffres pour des années ultérieures, le chiffre de 1961 doit être employé.

Nous savons que les conclusions (e) et (f) pourraient apporter quelques éléments d'injustice au barème qui serait établi sur la base de ces calculs. Mais étant donné la nécessité pour le Conseil d'adopter un barème, ne fut-ce qu'à titre temporaire, il faut en établir un, qui renfermerait le moins d'injustice possible, dans l'espoir qu'un tel calcul incitera à l'avenir les Etats membres à tenir des statistiques plus appropriées des éléments de leurs économies, de sorte que, quand on revisera le barème, des statistiques plus récentes seront disponibles et les causes d'injustice réduites au minimum ou tout à fait écartées. Pour le moment, nous avons constaté qu'il est impossible d'éviter, une certaine mesure - très petite - d'injustice, pour avoir un meilleur barème qui puisse être employé provisoirement.

6. Comme il est dit plus haut, quelques éléments énumérés dans la résolution CM/Res.93 (VIII) ont été estimés inutiles pour l'établissement d'un barème des cotisations. Le Secrétariat général a antérieurement déclaré oralement, tant devant le Comité consultatif lors de sa

réunion tenue à Bathurst que devant le Conseil des ministres lors de sa réunion tenue à Kinshasa, pourquoi ces éléments ne peuvent pas être utilisés. Nous trouvons qu'il convient maintenant d'exposer par écrit les objections qui s'opposent à l'usage de ses éléments.

7. (i) Liquidités et balance des paiements

Les liquidités d'un Etat membre représentent ses avoirs en devises étrangères. Ils sont fonction des opérations extérieures de cet Etat et ne tiennent pas compte des opérations qui ont lieu à l'intérieur du pays et qui ne nécessitent pas un paiement en devises étrangères. Dans ces conditions, les liquidités ne suffiraient pas, à elles seules, pour déterminer la situation économique d'un Etat membre, puisqu'elles ne tiennent pas compte des transactions internes. La "balance des paiements" qui, selon les déclarations de nombreux délégués à Kinshasa, semblerait vouloir dire autre chose que les liquidités, est en fait un autre mode d'appeler le même phénomène économique connu sous le nom de "liquidités". Il est admis que les deux concepts ne sont pas tout à fait les mêmes, mais ils reflètent la même situation économique. La balance des paiements d'un Etat membre peut être excédentaire ou déficitaire. Elle n'indique que le rapport entre les importations et les exportations. L'aptitude à payer le prix des articles importés dépend, non seulement des paiements reçus comme contrevaieur des exportations, mais aussi du volume des réserves en devises étrangères détenues par l'Etat membre considéré. Par conséquent un pays dont la balance des paiements est excédentaire aura une réserve abondante de devises étrangères. Un autre dont la balance est déficitaire ne sera pas dans une situation très favorable en ce qui concerne ses réserves de devises étrangères. En d'autres termes, le déficit ou l'excédent de la balance des paiements, s'exprime en dernière analyse en fonction des avoirs en devises étrangères, qui sont les "liquidités". Maintenant que nous avons montré la relation entre la "balance des paiements" et les "liquidités", il apparaît clairement que ni l'un ni l'autre des deux éléments ne donnent une idée exacte de la situation économique d'un Etat membre, puisqu'ils permettent seulement de déterminer le résultat des transactions économiques extérieures de l'Etat membre et non ses activités économiques intérieures.

8. Une autre objection à l'adoption de la balance de paiement pour évaluer la situation économique d'un pays réside dans le fait que ni le déficit ni l'excédent de la balance des paiements ne reflètent nécessairement, en eux-mêmes la vraie situation économique du pays. En effet, lorsqu'un État membre importe de grandes quantités de biens d'équipement à des fins d'investissement, pour la mise en oeuvre des programmes de son plan économique, le chiffre de ses importations sera élevé, et si ses exportations sont réduites par rapport à ses importations, sa balance de paiements se traduira inévitablement par un déficit. Avec un tel déficit, l'État membre poursuit son développement économique sur une grande échelle qui lui permet d'emprunter de l'étranger en raison du crédit dont jouit son Gouvernement et des espoirs d'avenir fondés sur les divers projets inscrits à son plan général de développement. Cet État membre peut avoir un déficit au cours des trois ou quatre premières années qui suivent le lancement de son programme de développement, mais il ne tardera pas à jouir d'un excédent favorable par suite de l'accroissement de ses exportations dû à l'exploitation efficace des entreprises émanant des divers projets exécutés dans le cadre de son plan économique. De même un pays peut voir le niveau de sa réserve de devises étrangères arriver à un niveau très bas par suite du service de la dette et du remboursement des prêts, même si la valeur de ses exportations dépasse celle de ses importations. Ces prêts peuvent ne pas être destinés uniquement à l'acquisition de biens d'équipement. Ils peuvent servir au paiement d'experts étrangers ou même à équilibrer le budget. De telles situations ne montrent qu'un aspect de l'économie d'un État membre et non la situation économique dans son ensemble.

9. (ii) Dépenses publiques

Les dépenses publiques, sont constituées uniquement par les dépenses de l'État et des services de l'État. Les dépenses des personnes morales de droit public sont considérées, dans certains cas, comme dépenses publiques; dans d'autres, elles ne le sont pas. Aux fins de la présente étude, nous limiterons les dépenses publiques à celles de l'État proprement dit sans tenir compte de celles des personnes morales de droit public et des institutions quasi-gouvernementales. Néanmoins, quelle que soit la destination des dépenses publiques, leur effet sur les

conclusions de notre analyse sera à peu près le même. On peut voir au paragraphe 5 (b) et (d) de ce document, qu'on a adopté le produit intérieur brut et l'indice par habitant du produit intérieur brut comme base de calcul pour l'établissement du barème des cotisations. Les dépenses publiques ne sont qu'un des éléments du produit intérieur brut. Le produit intérieur brut que nous avons adopté est donc une notion plus complète que les seules dépenses publiques. En tout cas il a été tenu compte des dépenses publiques qui sont comprises dans la définition même du produit intérieur brut.

10. Les dépenses publiques ne reflètent pas la situation de l'économie d'un Etat membre, car d'autres facteurs doivent être pris en considération pour estimer l'état de l'économie d'un pays.

11. Le niveau des dépenses publiques peut, dans certains cas, subir l'influence de l'aide extérieure reçue par ces pays. La part de l'aide extérieure dans les ressources dont dispose un pays pour ses dépenses publiques ne provient pas de son activité économique. C'est pourquoi, le chiffre total des dépenses publiques peut ne pas refléter dans de très nombreux cas les ressources intérieures d'un pays.

12. Dans un grand nombre de cas, les dépenses publiques peuvent aussi être influencées par la politique générale et la politique sociale appliquée par le gouvernement du pays. Les doctrines des gouvernements, dans la mesure où elles ne se fondent pas toujours sur des études scientifiques, mais sur des intérêts, besoins ou expédients politiques, ne peuvent être englobés dans la présente étude qui doit être fondée sur une méthode essentiellement scientifique. Ainsi, il se peut qu'un pays applique une politique sociale multipliant les services sociaux, dont une grande partie seraient gratuits. Ces services nationaux et sociaux impliquent des dépenses publiques plus élevées. En revanche, dans le cas d'un autre pays dont la situation économique est similaire mais dont les obligations sociales sont moindres, les dépenses publiques seront moins élevées. Dans le même ordre d'idées, un pays qui, pour certains raisons, estime nécessaire d'entretenir une armée et de l'équiper, aura à dépenser des sommes importantes à cet égard, ce qui portera le chiffre total de ses dépenses publiques à un niveau très

élevé. Au contraire, un autre pays, ayant une situation économique identique mais qui ne croit pas devoir adopter une politique d'armement, n'a pas d'aussi grandes dépenses à effectuer à cet égard, et peut en conséquence avoir des dépenses publiques moindre que celles du premier. Ces deux exemples permettent de se rendre compte du danger qu'il y a, du point de vue de l'équité fondée sur le rapport des possibilités respectives de l'économie des Etats membres, accorder une importance injustifiée aux dépenses publiques dans l'étude du barème des cotisations qui doit être entreprise sérieusement.

13. (iii) Recettes publiques

Un certain nombre de délégués dans leurs interventions au Conseil des ministres, tenu à Kinshasa en septembre dernier, se sont montrés favorables à l'adoption des recettes publiques comme mesure de l'économie. Bien que le Secrétariat soit alors intervenu pour s'efforcer d'expliquer la difficulté qu'il y aurait à fonder les calculs du barème des cotisations sur les recettes publiques, un certain nombre de délégués ont continué, néanmoins, à être d'avis que, pour l'établissement du barème des cotisations, il convient de donner une importance majeure aux recettes de l'Etat dans la mesure où elles démontrent l'aptitude de l'Etat à payer en numéraires.

14. Tout d'abord, il est courant, en matière de finances publiques, que les recettes publiques subissent, en général et dans une large mesure, l'influence des prévisions des dépenses publiques. En d'autres termes, le niveau des impôts de toutes sortes, les taux perçus et l'origine des contributions sont fixés en général chaque année par le gouvernement en fonction des dépenses qu'il se propose d'effectuer. C'est le contraire de ce qui a lieu dans les entreprises privées qui fixent leurs dépenses sur leurs revenus. Comme on a indiqué, dans le présent rapport, que les recettes publiques sont influencées surtout par le montant envisagé pour les dépenses publiques, et comme on a expliqué clairement les raisons pour lesquelles les recettes publiques ne peuvent servir à nos calculs, nous pouvons donc écarter l'idée de fonder nos calculs sur les recettes publiques.

15. On sait que les prévisions de recettes et des dépenses publiques, pour une année déterminée, peuvent à la fin de celle-ci ne pas s'équilibrer. Il peut y avoir un excédent d'un côté ou de l'autre. Les prévisions erronées des experts du gouvernement, dont les erreurs sont parfois inévitables, n'en sont pas seules responsables. D'autres causes sont les changements qui se produisent dans la situation économique des contribuables et ceux qui interviennent dans les structures commerciales, qui se reflètent sur les recettes provenant des impôts indirects. Dans les explications qui précèdent, un certain nombre de facteurs scientifiques connus qui concourent à fixer le niveau des recettes publiques, ont été indiqués. Il existe des facteurs non-scientifiques qui ont pour effet d'entraver l'influence des facteurs scientifiques. Ce sont :

- a) L'efficacité des administrations et des institutions de l'Etat dans la perception des impôts;
- b) L'acceptation par le public de la politique du gouvernement et la disposition qui en résulte de la part des contribuables à accepter la charge des impôts;
- c) L'atmosphère psychologique dans laquelle les impôts sont perçus;
- d) L'efficacité du système des relations publiques du gouvernement;
- e) La moralité publique et l'intégrité personnelle des percepteurs et des contribuables, qui se manifestent par la fréquence de l'évasion fiscale.

Comme tous ces facteurs ne peuvent être contenus partout de la même manière et qu'ils n'agissent pas également dans tous les pays, il serait risqué de comprendre les recettes publiques dans notre étude. Il nous intéresse davantage de considérer les éléments qui pourraient indiquer les possibilités et l'activité économiques d'un Etat membre. Les recettes publiques ne peuvent nous donner une telle indication.

16. (iv) Les budgets nationaux

Les budgets nationaux comprennent, les deux éléments examinés précédemment, à savoir les dépenses publiques et les recettes publiques. Il a été établi que ces deux éléments ne peuvent servir au but que nous

nous proposons. Il est donc facile d'en conclure que, pour l'évaluation qui doit être faite, il ne convient pas d'attribuer trop d'importance à la combinaison de ces deux éléments que représente le budget national ou budget gouvernemental.

17. (v) Solvabilité en devises étrangères

Au Conseil des ministres, tenu à Kinshasa, un certain nombre de délégués ont souligné que la solvabilité d'un Etat membre en devises étrangères était un facteur important qu'il convenait de prendre en considération pour établir la cotisation d'un Etat membre. Ils ont considéré "solvabilité en devises étrangères" comme distincte des "liquidités". La distinction qu'ils voulaient faire n'est qu'une simple erreur imputable à des non-spécialistes. Au paragraphe 7 de ce rapport, nous avons établi que les liquidités d'un Etat membre sont fixées par le niveau de ses réserves en devises étrangères. Par conséquent, la solvabilité en devises étrangères d'un Etat membre dépend de ses réserves en devises étrangères. Comme il a été dit à propos des liquidités, la réserve en devises étrangères est fonction des opérations du commerce extérieur et reste sans rapport avec les transactions commerciales intérieures. Cette réserve ne peut donc fournir une indication suffisante sur l'activité de l'économie dans son ensemble. En conséquence, les "liquidités" et ce qu'on a appelé la "solvabilité en devises étrangères" peuvent être écartées sans risque dans l'évaluation que nous devons faire pour le barème des cotisations.

18. Nous avons tenté dans les sections qui précèdent d'examiner aussi brièvement mais aussi complètement que possible les raisons pour lesquelles il nous est impossible d'utiliser certains facteurs indiqués par la résolution du Conseil des ministres. Nous allons maintenant indiquer les raisons pour lesquelles nous avons retenu les facteurs qui ont été utilisés pour l'élaboration du barème des cotisations recommandé par la résolution et les raisons qui justifient nos conclusions. Conformément à la conclusion formulée au paragraphe 5 (b) et (d), nous avons pris le produit intérieur brut, le nombre total d'habitants et le produit intérieur brut par habitant, comme bases pour établir le barème des cotisations, qui figure à l'annexe B du présent rapport. Le produit intérieur brut est constitué par les éléments suivants :

- a) Dépenses privées pour biens et services;
- b) Dépenses de l'Etat;
- c) Formation brute de capital fixe intérieur;
- d) augmentation des stocks;
- e) Exportations de marchandises et services (à ajouter)
- f) Importations de marchandises et services (à retrancher)

Notre produit intérieur brut couvre donc l'économie toute entière et reflète plus vraisemblablement l'activité économique d'un Etat membre. Nous avons utilisé le chiffre de la population totale avec le chiffre du produit intérieur brut pour obtenir le chiffre du produit intérieur brut par habitant.

Comme on le verra à l'Annexe B, nous avons élaboré trois barèmes au moyen du produit intérieur brut et du produit intérieur brut par habitant. Le premier à partir du produit intérieur brut seulement, et le deuxième, du produit intérieur brut par habitant. Le troisième représente une moyenne entre les deux autres. Voici une illustration. Le taux de la cotisation du Cameroun sur la base du produit intérieur brut est 2,17. Il est de 2,54 sur la base du produit national brut par habitant. La moyenne des deux taux est 2,35, taux que nous recommandons pour le Cameroun.

Ces mêmes opérations ont été faites pour les Etats membres, opérations au moyen desquelles ont été établis les barèmes qui figurent à l'Annexe B.

19. Des problèmes statistiques se sont posés, que nous avons décidés de résoudre par des moyens techniques arbitraires mais équitables. Par exemple, dans le cas où le chiffre du produit intérieur brut n'a pas été communiqué et qu'il nous a été impossible de l'obtenir d'autres sources, nous avons attribué le chiffre du produit intérieur brut le plus bas de notre liste et établi le montant de la cotisation en conséquence, étant entendu que celle-ci ne s'appliquerait qu'en attendant le moment où nous disposerions du chiffre exact du produit intérieur brut. Un autre problème statistique que nous avons résolu par des méthodes arbitraires mais équitables est celui du plafond et du plancher du barème

des cotisations. Bien que la Charte dispose que la contribution d'un Etat membre ne peut être supérieure à 20 pour cent, nous avons, néanmoins, fixé le plafond à 10 pour cent, compte tenu de la décision du Conseil des ministres réuni à Kinshasa. Il n'en résulte nullement que la Charte a été modifiée, mais seulement que 10 pour cent étant compris dans les 20 pour cent, l'adoption de 10 pour cent est sans risque. En d'autres termes, la Charte autorise à fixer la contribution d'un Etat pourvu qu'elle ne soit pas supérieure à 20 pour cent. Or, 10 pour cent est évidemment inférieur à 20 pour cent. Nous pouvons donc adopter la limite de 10 pour cent, si les Etats membres sont convaincus de l'équité du barème des cotisations que nous recommandons. Si lors d'un examen ultérieur du barème des cotisations ou d'une majoration du budget de l'OUA, le plafond de 10 pour cent se révèle insuffisant, une limite de 15 pour cent pourra être établie ou bien celle de 20 pour cent qui est prévue par la Charte.

20. En vue de donner satisfaction aux pays dont les cotisations atteignent les limites supérieures et les limites inférieures, nous avons estimé que lorsque la cotisation proposée pour un pays est fixée à plus de 10 pour cent, l'excédent doit être viré à un fonds commun qui sera réparti proportionnellement entre tous les Etats membre dont la cotisation est fixée au-dessous du plancher. Pour illustrer ce point, nous supposons le cas, par exemple, de trois pays dont les cotisations dépassent le plafond établi, et dont le dépassement total est de 6 pour cent. Ce 6 pour cent seront répartis proportionnellement entre deux autres pays dont les cotisations sont fixées à un taux inférieur au plancher. Si la cotisation d'un de ces deux pays est inférieur au plancher de 4 pour cent et celle de l'autre de 2 pour cent, les quote-parts de ces deux pays seront de 4 pour cent et de 2 pour cent respectivement, pour porter leurs cotisations à la limite inférieure. Si, toutefois, l'excédent total des pays dont les cotisations dépassent le plafond est supérieur au déficit total des pays dont les cotisations n'atteignent pas le plancher, le reliquat sera proportionnellement repartit entre les pays suivants immédiatement dans l'ordre croissant des cotisations. Ainsi dans l'exemple qui vient d'être cité, si l'excédent était de 8 pour cent

au lieu de 6, après avoir réparti les 6 pour cent entre les deux pays dont les cotisations sont en deçà du plancher, dans la proportion de 2 à 1, il y aura toujours un reliquat de 2 pour cent qui devra être supporté par les deux, trois ou quatre pays qui suivent immédiatement dans l'ordre croissant.

21. Le Comité est maintenant prié d'étudier l'Annexe A où figurent le produit national brut et le produit national net des États membres ainsi que l'Annexe B qui contient les chiffres relatifs à la population, le produit intérieur brut et le produit intérieur brut par habitant des États membres, le barème des cotisations fondé sur le produit national brut, sur le produit intérieur brut par habitant et sur la moyenne entre les deux. L'Annexe B renferme également le barème des cotisations actuellement en vigueur au Secrétariat général de l'OUA. L'Annexe C est une note du Gouvernement du Libéria sur cette question, dont il a été tenu compte dans le calcul.

22. Nous recommandons fortement l'adoption du barème figurant à l'avant-dernière colonne de l'Annexe B comme barème provisoire des cotisations de l'OUA sous réserve de le réviser ultérieurement, et sous réserve également que les États membres recueillent et publient des statistiques plus appropriées.

G.N.P. ET H.N.P. DES ETATS MEMBRES

| ETATS | Produit national brut au prix courant du marché | | Produit national net (revenu national aux coûts des facteurs) | |
|---|---|-------|---|-------|
| | 64 | 65 | 64 | 65 |
| Algérie | - | - | - | - |
| Botswana | - | - | - | - |
| Burundi | - | - | - | - |
| Cameroun | - | - | - | - |
| République centrafricaine | - | - | - | - |
| Tchad | - | - | - | - |
| Congo (Brazzaville) (Milliards de CFA) | 230 | - | - | - |
| Congo (Kinshasa) (Milliards Fr. congo.) | 186,3 | - | - | - |
| Dahomey | - | - | - | - |
| Ethiopie (Millions de \$ EU) | (1963) 1.019,6 | - | - | 1.400 |
| Gabon | - | - | - | - |
| Gambie | - | - | - | - |
| Ghana (Milliards N.C.) | 1.345 | 1.589 | 1.216 | 1.397 |
| Guinée | - | - | - | - |
| Côte d'Ivoire (Milliards CFA) | - | - | 174,4 | - |
| Kénya | - | - | - | - |
| Lesotho (Millions de rands) | 41,3 | 43,3 | 36,2 | 39,3 |
| Liberia (Millions de \$ EU) | 150 | - | 122,9 | - |
| Libye | - | - | - | - |
| Madagascar | - | - | - | - |
| Malawi (Millions de livres) | 58,0 | 66,2 | 55,1 | 62,3 |

| ETATS | Produit national brut au prix courant du marché | | Produit national net (revenu nati- tional aux coûts des facteurs) | |
|--|---|--------|--|-------|
| | 64 | 65 | 64 | 65 |
| Mali | - | - | - | - |
| Mauritanie (Milliards de CFA) | 29, 6 | - | - | - |
| Maroc (Milliards de D.H.) | 12,58 | 13,18 | 11,15 | 11,76 |
| Niger | - | - | - | - |
| Nigéria | - | - | - | - |
| Rwanda | - | - | - | - |
| Sénégal | - | - | - | - |
| Sierra Leone (Millions de leones) | 215 | 252, 2 | 198, 8 | 214 |
| Somalie | - | - | - | - |
| Soudan (Millions de livres soudanaises) | 483, 0 | 473, 6 | - | - |
| Togo (Millions de CFA) | 38, 4 | - | 32, 0 | 35, 0 |
| Tunisie (Millions de dinars) | 366, 7 | 424, 3 | 358 | 414 |
| Ouganda | - | - | - | - |
| République Arabe Unie (Millions de L.E.) | 3.738 | - | - | - |
| République Unie de Tanzanie (Millions £) | 256, 6 | 256, 0 | 228 | 223 |
| Haute-Volta | - | - | - | - |
| Zambie (Millions de livres) | 217, 5 | 250 | 185 | 213 |

BAREME DES COTISATIONS D'APRES LA POPULATION, LE PIB ET LE PIB PAR HABITANT

| | Barème recom- mandé | | | | | | | | | | | |
|--|-------------------------------------|--------|--|------|-----------------|--------------------------|-----|--------------------------|--|---|------------------|--|
| | Population en juillet (milliers) | | Produit Inté- rieur Brut aux Prix du Marché | | Conver- sion | P. I. B. par habitant | | Barème se- lon P.I.B. | Barème se- lon P.I.B. par habitant | Barème établi selon moyen- ne du P.I.B. par habitant | Barème actuel | |
| | 64 | 65 | 64 | 65 | \$ EU M | 64 | 65 | | | | | |
| Algérie (milliards de dinars) | 11,645 | 11,871 | 10,91 | | 2,224 | | 186 | 7,54 | 3,88 | 5,71 | 4,54 | |
| Botswana | 543 | 559 | | | 22 | | 39 | ,08 | ,82 | 1,45 (,50) ° | 1,82 | |
| Burundi | 3.147 | 3.210 | | | 122 | | 39 | ,42 | ,82 | ,62 | 1,82 | |
| Cameroun (milliards de CFA l/) | 5.108 | 5.229 | 156,51 | | 638 | | 122 | 2,17 | 2,54 | 2,35 | 1,82 | |
| Répub. Centrafricaine (milliards de C.F.A.) | 1.338 | 1.370 | 39,11 | | 159 | | 116 | ,54 | 2,41 | 1,47 | 1,82 | |
| Tchad (milliards de CFA) | 3.260 | 3.307 | | 58,9 | 240 | | 72 | ,82 | 1,50 | 1,16 | 1,82 | |
| Congo-Brazzaville (milliards de CFA) | 826 | 840 | | | 32 | | 39 | ,11 | ,82 | 1,46 (,50) ° | 1,82 | |
| Congo-Kinshasa (milliards de Francs congolais) | 15.300 | 15.627 | 195,51 | | 1.303 | | 83 | 4,42 | 1,72 | 3,07 | 3,18 | |
| Dahomey (Milliards de CFA) | 2.300 | 2.365 | 42 | | 171 | | 74 | ,58 | 1,54 | 1,06 | 1,82 | |
| Ethiopie (millions de \$ EU) | 22.200 | 22.600 | | 1,3 | 1.300 | | 58 | 4,41 | 1,20 | 2,81 | 2,27 | |
| Labon (Milliards de CFA) | 459 | 470 | 47,71 | 50,8 | 207 | | 440 | ,71 | 9,16 | 4,93 | 1,82 | |

| | Population en | | Produit Inté- | | Conver- | P. I. B. par | | Barème se- | Barème se- | Barème recom- | | Barème |
|------------------------------------|---------------|------------|-----------------|-------------|---------|--------------|----------|------------|------------|---------------|------------|--------|
| | juillet | (milliers) | rieur Brut | aux Prix du | | sion | habitant | | | lon P.I.B. | lon P.I.B. | |
| | 64 | 65 | 64 | 65 | \$ EU M | 64 | 65 | | | | | |
| Gambie (Millions de \$ EU) | 323 | 330 | | 23,5 | 23 | | 70 | ,08 | | 1,45 | ,76 | 1,82 |
| Ghana (Milliards N.G.) | 7.537 | 7.740 | 1357 | 1590 | 1558 | | 201 | 5,28 | | 4,18 | 4,73 | 1,82 |
| Ginée (Milliards de CFA) 1/ | 3.420 | 3.510 | (1962) 64,7 | | 264 | | 75 | ,90 | | 1,57 | 1,23 | 1,82 |
| Côte-d'Ivoire (Milliards de CFA) | 3.980 | 3.835 | | 247,9 | 1011 | | 263 | 3,43 | | 5,47 | 4,45 | 1,82 |
| Kenya (Millions de Livres) | 9.104 | 9.365 | 281,3 | 287,6 | 787 | | 84 | 2,67 | | 1,74 | 2,21 | 1,82 |
| Lesotho (Millions de Rands) | 814 | 838 | 34,3 | 37,4 | 48 | | 57 | ,17 | | 1,18 | ,67 | 1,82 |
| Libéria (Millions \$ EU) | 1.041 | 1.070 | 249,2 | | 249 | | 232 | ,85 | | 4,83 | 2,84 | 1,82 |
| Libye (Millions de livres libyen.) | 1.559 | 1.617 | 337 | 427 | 943 | | 583 | 3,20 | | 12,13 | 7,67 | 1,82 |
| Madagascar (Milliards de CFA) 1/ | 6.180 | 6.420 | (1962) 119,3 | | 487 | | 75 | 1,65 | | 1,57 | 1,61 | 1,82 |
| Malawi (Millions de Livres) | 3.845 | 3.940 | 57,5 | 65,5 | 161 | | 40 | ,54 | | ,83 | ,68 | 1,82 |
| Mali (Milliards de CFA) 1/ | 4.485 | 4.576 | 87,1 | | 355 | | 77 | 1,20 | | 1,60 | 1,40 | 1,82 |
| Mauritanie (Milliards de CFA) | 1.033 | 1.050 | 35,73 | | 145 | | 138 | ,49 | | 2,87 | 1,68 | 1,82 |
| Mozambique (Milliards de D.H.) | 12.959 | 13.323 | 12,58 | 13,18 | 2.506 | | 188 | 8,49 | | 3,91 | 6,20 | 6,60 |
| Niger (Milliards de CFA) | 3.237 | 3.328 | 64,9 | | 265 | | 79 | ,89 | | 1,64 | 1,27 | 1,82 |
| Nigeria (Millions de Livres) | 56.400 | 57.500 | (1962) 1154 | 1,38 | 3.864 | | 67 | 13,09 | | 1,39 | 7,24 | 9,53 |
| Rwanda (Millions de \$ EU) | 3.108 | 3.200 | 121,94 | | 122 | | 39 | ,41 | | ,82 | ,62 | 1,82 |

| | Population en juillet (milliers) | | Produit Intérieur Brut aux Prix du Marché | | Conversion | P.I.B. par habitant | | Barème selon P.I.B. | Barème selon P.I.B. par habitant | Barème établi selon moyen-ne du P.I.B. par habitant | Barème actuel |
|------------------------------------|----------------------------------|--------|---|-------|------------|---------------------|-------|---------------------|----------------------------------|---|---------------|
| | 64 | 65 | 64 | 65 | \$ EU M | 64 | 65 | | | | |
| Sénégal (Milliards de CFA) | 3.400 | 3.419 | 166,3 | 166,8 | 678 | | 198 | 2,29 | 4,13 | 3,21 | 2,27 |
| Serra Leone (Millions de Leones) | 2.332 | 2.365 | 1221,5 | | 310 | | 131 | 1,05 | 2,72 | 1,89 | 1,82 |
| Somali (Millions de \$ EU) 2/ | 2.420 | 2.500 | 132,5 | | 132 | 53 | 52 | ,44 | 1,08 | ,76 | 1,82 |
| Soudan (Millions de £ soudanaises) | 13.180 | 13.540 | 1485 | 475 | 1.393 | | 102 | 4,71 | 2,13 | 3,42 | 3,18 |
| Soudan (Millions de CFA) | 1.602 | 1.638 | 38,4 | 43,5 | 156 | | 95 | ,52 | 1,98 | 1,25 | 1,82 |
| Soudan (Millions de Dinars) | 5.361 | 4.414 | 374,3 | 346,6 | 660 | | 149 | 2,23 | 3,11 | 2,67 | 2,27 |
| Ouganda (Millions de Livres) | 7.367 | 7.551 | 184,6 | 203,3 | 569 | | 75 | 1,92 | 1,57 | 1,75 | 1,82 |
| E. A. U. (Millions £ égyptiennes) | 28.900 | 29.600 | 12058 | | 4.742 | | 160 | 16,06 | 3,33 | 19,70 (9,61) ° | 11,35 |
| Tanzanie (Millions de Livres) | 9.990 | 10.179 | 261 | 260 | 731 | | 71 | 2,47 | 1,47 | 1,97 | 1,82 |
| Haute-Volta (Milliards de CFA) | 4.763 | 4.738 | | 58,4 | 238 | | 50 | ,80 | 1,04 | ,92 | 1,82 |
| Zambie (Millions de Livres) | 3.600 | 3.780 | | 250 | 700 | | 185 | 2,37 | 3,85 | 3,11 | 1,82 |
| | | | | | 129.515 | | 4.804 | 100.00% | 100.00% | 100.00% | 97.97% |

Source : Bulletin statistique des N.U. pour l'Afrique (CEA) N°2, 2me partie, mars 1967.

Calculé par le Secrétariat.

Prenant un demi pour cent comme cotisation minimale, et trouvant que les cotisations de deux pays seulement sont au-dessous de ce plancher (Botswana et Congo-Brazzaville), alors qu'aucun pays n'aura à payer plus que le plafond de dix pour cent, nous estimons cependant que la cotisation la plus élevée, celle de la République Arabe Unie, doit être réduite de la différence totale entre les cotisations du Botswana et du Congo-Brazzaville et le minimal. Ce total étant de 0,09%, les cotisations corrigées de ces trois pays seront :

E.A.U. = 9,61 au lieu de 9,70
 Botswana = 0,50 au lieu de 0,45
 Congo-Brazzaville = 0,50 au lieu de 0,46.

Ref. N° 24123/DF

Le Département d'Etat de la République du Libéria présente ses compliments au Secrétariat général de l'Organisation de l'Unité africaine et a l'honneur de se référer à la résolution CM/93 (VIII) adoptée par le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité africaine, lors de sa huitième session ordinaire, et à la décision prise par le même Conseil, au cours de sa neuvième session ordinaire, en ce qui concerne le barème des cotisations des Etats membres, par lesquelles le Secrétaire général a été chargé d'obtenir des Etats membres des renseignements précis sur leur produit intérieur brut ou leur revenu national, sur leur produit intérieur brut par habitant, ou leur revenu national par habitant, sur leurs recettes et dépenses publiques, sur leur balance des paiements et leurs liquidités, éléments destinés à servir de base à l'établissement d'un nouveau barème de cotisations.

Référence est également faite à la recommandation adoptée par le Conseil des Ministres à sa neuvième session ordinaire, selon laquelle le produit national net et la population totale des Etats membres devraient également servir de base à l'établissement du nouveau barème qui doit être présenté à la dixième session ordinaire du Conseil des Ministres en février 1968.

Le Département d'Etat de la République du Libéria a déjà adressé au Secrétariat général, par sa note N° 15727/DF du 2 juin 1967, les renseignements dont il disposait parmi ceux qui sont demandés dans la résolution CM/93 (VIII). Il désire maintenant exposer le point de vue du Gouvernement du Libéria au sujet de l'établissement d'un nouveau barème des cotisations des Etats membres.

Le Gouvernement du Libéria estime que pour des raisons d'ordre pratique, l'adoption du produit national net comme base du barème n'est pas judicieuse, étant donné que les statistiques correspondantes ne sont pas sûres dans les pays en voie de développement.

Cela est dû aux imperfections inévitables relatives à la couverture des données et aux méthodes d'estimation.

En outre, comment peut-on estimer le produit national brut du secteur non monétaire de l'économie ? Même dans les pays africains dotés de services statistiques relativement avancés, les statisticiens s'accordent pour reconnaître que les estimations sont probablement un indicateur assez peu sûr de la valeur du produit national. Les statistiques de la comptabilité nationale n'ont qu'une valeur analytique limitée. Leur intérêt principal réside probablement dans le fait qu'elles indiquent simplement la tendance qui prévaut dans un pays donné, alors qu'elles sont d'une médiocre utilité lorsqu'on les adopte comme base de comparaison dans le domaine international.

Le Gouvernement du Libéria pense que tout barème des cotisations doit se fonder sur les critères suivants :

- a) principes adaptables aux conditions propres à l'Afrique, qui soient équitables et raisonnablement faciles à déterminer et à appliquer;
- b) données récentes, précises et comparables;
- c) faculté contributive.

Or, le critère du produit intérieur brut ne remplit pas toutes ces conditions. En effet, il constitue un calcul statistique qui ne tient compte ni du revenu de l'Etat correspondant à ses recettes, ni des revenus individuels et autres. Il peut être une mesure analytique efficace du comportement de l'économie, mais ses calculs sont médiocres et ne se prêtent pas à la comparaison pour ce qui est à la fois de la couverture et de la chronologie, son exactitude se trouvant limitée en conséquence.

La notion du revenu national brut ne remplit pas entièrement non plus les conditions énoncées ci-dessus.

Pour des raisons d'ordre théorique, le Gouvernement du Libéria ne souscrit pas aux formules proposées. En effet, même si la base statistique est digne de foi, il est fort douteux qu'elle puisse constituer une base équitable pour l'établissement du barème. Pour ce qui est des cotisations, le Gouvernement du Libéria estime

qu'elles doivent être déterminées en fonction de la faculté contributive du Gouvernement, laquelle dépend du chiffre des recettes de l'Etat et de l'aptitude de celui-ci à payer en devises étrangères. Un barème de cotisations fondé sur ces critères aura en outre l'avantage de se fonder sur des données statistiques dignes de foi. Les renseignements relatifs aux recettes de l'Etat et à l'existence d'une réserve de devises étrangères sont généralement précis et plus récents que les statistiques des comptes nationaux. Ce facteur est précis et récent, et il se prête à la comparaison. Plus que tout autre indicateur, il donne la mesure de la faculté contributive de l'Etat.

Le Gouvernement du Libéria recommande donc l'adoption des chiffres des recettes et des devises étrangères de chaque gouvernement, comme étant le meilleur indicateur en vue de l'établissement d'un barème des cotisations. Les recettes peuvent être pondérées par le facteur population, ce qui donnera un indice composé pouvant servir de base à l'élaboration du barème des cotisations; en outre, le revenu monétaire total peut être corrigé pour indiquer le revenu réel total en employant comme année de référence, l'année de la création de l'Organisation, et en exprimant le revenu monétaire total en prix constants par le recours à un indice du coût de la vie, après pondération selon la population de chaque Etat membre. Etant donné cependant l'imprécision du chiffre de la population et des statistiques relatives au coût de la vie ainsi que la complication qui pourrait résulter de l'application de ces facteurs, le Gouvernement du Libéria estime que ces facteurs ne devraient pas être considérés.

En revanche, il est nécessaire de définir soigneusement les recettes, étant donné que certains gouvernements considèrent les recettes d'exploitation des sociétés publiques comme étant des recettes de l'Etat. Il est évident que si l'on désirait inclure les recettes de ce genre, on voudrait aussi exclure les recettes qui se présentent sous la forme de prêts et de dons en provenance de l'étranger, de tirages sur le F.I., etc.

On peut définir les recettes de l'Etat comme étant la somme des fonds déposés au compte de l'autorité centrale de perception, à l'exception de l'assistance étrangère sous toutes ses formes.

Les questions de détail peuvent être réglées soit par le Secrétariat général ou, à la demande de celui-ci, par la CEA.

Une dernière question a trait à la définition des données relatives à la réserve de devises étrangères: L'OUA pourrait envisager la possibilité d'utiliser les formules du Fonds monétaire international qui pourraient convenir à la détermination de la capacité des divers Etats de payer en devises étrangères.

Le Département d'Etat de la République du Libéria saisit cette occasion pour renouveler au Secrétariat général de l'Organisation de l'Unité Africaine les assurances de sa très haute considération et de son estime.

Le 18 septembre 1967.

**ORGANIZATION OF
AFRICAN UNITY**
SECRETARIAT
P. O. Box 3243

ADDIS ABABA

**ORGANISATION DE L'UNITE
AFRICAIN**
SÉCRETARIAT
B. P. 3243

CONSEIL DES MINISTRES
Dixième Session Ordinaire
Lusaka - Février 1968.

CM/184

R A P O R T

SUR L'EXECUTION DES DECISIONS FINANCIERES
ET BUDGETAIRES DU CONSEIL DES MINISTRES

SELON LES RECOMMANDATIONS DU COMITE CONSULTATIF.

RAPPORT SUR L'EXECUTION DES DECISIONS FINANCIERES
ET BUDGETAIRES DU CONSEIL DES MINISTRES SELON LES
RECOMMANDATIONS DU COMITE CONSULTATIF.

A sa neuvième session ordinaire, le Conseil des ministres a approuvé et adopté comme décisions du Conseil la plupart des recommandations du Comité consultatif. Une de ces décisions charge le Secrétaire général administratif de présenter un rapport sur l'application des décisions prises par le Conseil sur les questions budgétaires et financières.

SECTION I

- (a) Le Conseil des ministres, sur la recommandation du Comité consultatif, a décidé que les augmentations régulières des traitements des membres du personnel de l'OUA ne devraient pas être affectées par la reconduction du budget 1966/67 pour l'exercice financier 1967/68. Les membres du personnel devraient donc voir leurs traitements augmentés, à condition que leur travail et leur conduite soient satisfaisants.

Les membres du personnel ont reçu leurs augmentations régulières, sous réserve de la condition habituelle que leur travail et leur conduite soient satisfaisants.

- (b) Le Conseil a décidé que le poste de contrôleur financier devrait être relevé au grade P3 ; un poste de contrôleur financier adjoint au grade P1 devant être créé.

Cette décision a été exécutée et il en a été tenu compte dans le projet de budget présenté. Mais le Secrétaire général administratif a jugé nécessaire de recommander dans le projet de budget qu'un grade P2 serait plus justifié pour un contrôleur financier adjoint.

- (c) Le Conseil des ministres a décidé de ne pas accepter le reclassement des postes des directeurs des départements, comme le lui avait recommandé le Comité consultatif sur les questions financières et budgétaires, et de demander à ce même Comité de réexaminer les traitements et la

structure du Secrétariat général de l'OUA dans son ensemble, compte tenu du niveau des traitements versés par les autres organisations internationales et les missions diplomatiques africaines en vue d'effectuer des économies.

Le Secrétariat général continue de recueillir les informations nécessaire à cet effet. Aussitôt que des renseignements suffisants auront été recueillis, le Secrétariat général soumettra ses conclusions au Comité consultat.

- (d) Le Conseil des ministres a décidé que les frais encourus pour les réunion du Comité spécial sur le différend frontalier algéro-marocain continueraient à être imputés au budget du Secrétariat général.

Le Secrétariat général a pris note de cette décision et a prévu des crédits à cet effet dans le projet de budget qu'il a présenté.

- (e) Le Secrétariat général a été autorisé à inclure dans le budget de l'exercice financier 1968/69, des demandes de crédits destinés à couvrir les dépenses afférentes aux réunions des deux commissions mixtes créées pour examiner la question des bureaux permanents de l'OUA.

Cela a été fait et les prévisions budgétaires figurent au chapitre pertinent du projet de budget soumis.

- (f) Par sa résolution CM/Res.110 (IX), le Conseil des ministres a décidé d'accorder une subvention de 20.000 Livres au Conseil supérieur du Sport en Afrique et a chargé le Secrétaire général administratif de prélever cette somme sur les économies de 10 pour 100 envisagées. Le Conseil a également décidé que la subvention ainsi accordée n'aura pas un caractère permanent et que les nouvelles demandes que le Conseil supérieur du sport présenteraient à l'avenir seront étudiées individuellement.

Le Secrétariat général n'a pas payé la somme de 20.000 Livres au Conseil supérieur du Sport en Afrique parce qu'on a estimé qu'il serait plus judicieux d'attendre l'écoulement des six premiers mois de l'exercice financier avant de décider de la possibilité de réaliser l'économie de dix pour 100 sur laquelle doit être prélevée la somme de 20.000 Livres

à payer au Conseil supérieur. Le Secrétariat général est suffisamment optimiste et espère qu'à l'expiration des six premiers mois de l'exercice financier, soit au 31 décembre 1967, la situation financière générale pourra se prêter à une estimation plus précise des dépenses à encourir durant l'exercice financier actuel. Le Secrétariat général sera par conséquent en mesure, au mois de janvier 1968, de payer ledit montant au Conseil supérieur, dans sa totalité ou en partie. Des efforts seront déployés toutefois pour compléter le paiement intégral de cette somme à la fin de l'exercice financier, si cela n'est pas déjà fait au mois de janvier.

- (g) Une somme de 10.000 dollars EU a été mise à la disposition du Secrétariat général pour la préparation d'un rapport par un groupe de liquidateurs chargés d'examiner l'actif et le passif de l'ex-CCTA, conformément au document CM/159 approuvé par le Conseil des ministres.

Les liquidateurs ont été proposés par l'Ethiopie et le Soudan ; ils doivent se rendre à Lagos pour entreprendre leurs investigations, vers la fin du mois de décembre au plus tard. On espère que leur rapport pourra être soumis à la prochaine session du Conseil des ministres qui se réunira en février 1968.

- (h) Le Conseil des ministres a décidé que toutes les résolutions du Conseil des ministres et de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement ayant des incidences financières qui n'étaient prévues dans aucun des budgets de l'OUA, soient accompagnées d'un exposé relatif à leur financement.

Le Secrétariat général observera rigoureusement cette décision.

SECTION II

Pour ce qui est du budget en cours, les directives suivantes ont été données au Secrétariat général :

(i) Limiter ses dépenses à ce qui a été autorisé par le Conseil des ministres.

Le Secrétariat général déploie tous ses efforts pour respecter cette directive du Conseil. Lorsque, pour des motifs d'urgence ou par suite de quelque autre décision du Conseil des ministres non accompagnée de dispositions ou d'autorisation financières, le Secrétariat général se voit obligé de dépenser, il fera rapport sur cette dépense au Comité consultatif et au Conseil des ministres. On estime que de pareils cas seront très rares si bien que la directive principale émanant du Conseil sera strictement observée. (cf. Section II, paragraphe x).

(ii) Engager autant que possible des traducteurs et des secrétaires permanents et ne pas accorder des contrats techniques de courte durée qui sont nécessairement onéreux.

Le Secrétariat général fait tout son possible pour recruter des traducteurs et des secrétaires permanents. A cet effet; le Secrétariat général a adressé des notes à tous les Etats membres pour obtenir les noms et adresses de traducteurs et interprètes qui seraient disponibles dans leurs territoires, en vue de leur nomination comme traducteurs ou, au besoin, comme fonctionnaires au titre de contrats de courte durée. Pour ce qui est des secrétaires, on espère que désormais on ne recrutera pas de secrétaires au titre de contrats de courte durée pour desservir nos réunions, car le Secrétariat a réussi à recruter dernièrement quelques secrétaires supplémentaires. Toutefois, le recrutement des traducteurs et des interprètes donne toujours lieu à des difficultés considérables que le Secrétariat général s'efforce de surmonter avec le concours des Etats membres de l'Organisation. Il ne semble pas que nous puissions réussir à avoir dans l'immédiat des traducteurs et des interprètes à plein temps.

(iii) Transférer la dépense de 10.000 \$ EU engagée et non encore réglée du compte 405 au compte 403.

Ce transfert a été dûment effectué.

(iv) Ne dépenser que 90 pour 100 des crédits budgétaires approuvés.

Le Secrétariat général a toujours eu cette directive présente à l'esprit

dans toutes ses dépenses depuis le mois de juillet de l'année en cours. Il faudra attendre la fin de l'exercice financier pour annoncer que cette économie de dix pour 100 a été réalisée. Toutefois, des efforts sont déployés pour gérer les affaires de l'Organisation dans le cadre des 90 pour 100 des crédits jusqu'à la fin de l'exercice financier.

- (v) Modifier le titre et la dénomination du compte 605 comme suit : "Livres et services pour la bibliothèque."

Cette modification apparaît dans le projet de budget.

- (vi) Entrer en contact avec le propriétaire de la résidence du Secrétaire général administratif et lui demander une réduction du loyer ; et s'il ne veut pas consentir cette réduction du loyer, une autre résidence du même standing, devra être trouvée pour le Secrétaire général administratif.

Le Secrétariat général a engagé des négociations avec le propriétaire de la résidence du Secrétaire général et les pourparlers n'ont pas encore abouti. Le résultat définitif sera porté à la connaissance du Conseil des ministres lors de sa prochaine session.

- (vii) Réduire de 1.000 \$ EU le crédit figurant à la section V, sous-section III, titre VI du budget en cours.

Cette réduction a été faite dans nos registres comptables.

- (viii) Supprimer le crédit figurant dans :

- a) La section VI-A, sous-section VI-A, titre III, sous-titre III;
- b) La section VI-C, sous-section VI-C, titre III, sous-titre IX.

Cette suppression a été effectuée dans nos registres comptables ainsi que dans le nouveau projet de budget.

- (ix) Fournir des informations sur l'amortissement, etc. des bâtiments relevant du Fonds de logement de Lagos.

Un rapport sur cette question est présenté dans un document séparé corres-

pendant au point 9 de l'ordre du jour.

- (x) Demander et faire en sorte à l'avenir que les dépenses soient approuvées ou les fonds votés pour permettre aux sous-comités, etc. créés par le Conseil et la Conférence de fonctionner.

Le Secrétariat général fera tout son possible pour informer le Conseil des ministres et la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des incidences financières de toutes les décisions et résolutions adoptées par ces deux Instances, mais l'autorité suprême qui peut faire en sorte que des fonds soient accordés pour l'application des décisions de ces deux organes, est le Conseil ou la Conférence. Toutefois, le Secrétariat général tient à souligner que les décisions antérieures du Conseil et de la Conférence, entraînant des dépenses non prévues au budget, existent toujours et doivent être exécutées par le Secrétariat général. Ainsi, la Commission de médiation, de conciliation et d'arbitrage vient de clôturer sa session à Adés-Abéba, session qui a été financée par le Secrétariat général par prélèvement sur les fonds de roulement, comme l'a demandé la Conférence. De même, le Secrétariat général a dû envoyer quelques fonctionnaires à Lagos pour la réunion du Comité consultatif de l'OUA sur la situation au Nigéria. Cette dépense n'a pas été prévue par le Secrétariat général et partant, aucun crédit prévu ne lui a été affecté au budget. Des situations d'une telle importance peuvent surgir de temps à autre et elles exigent du Secrétariat général des décisions administratives immédiates impliquant des dépenses qui pourront sembler non autorisées. Toutefois, le Secrétariat général veillera toujours, dans la mesure du possible, à ce que le Conseil des ministres ou la Conférence des Chefs d'Etat approuve les fonds nécessaires pour l'exécution de toutes décisions du Conseil ou de la Conférence.

- (xi) Eviter tout double emploi dans les chefs des dépenses du budget de la CSTR et regrouper les chefs des dépenses comme l'a demandé le Conseil.

Note a été prise de cette décision dont il a été tenu compte dans le projet de budget présenté.

- (xii) Présenter au Conseil, lors de sa prochaine session, un rapport sur l'application des décisions susmentionnées.

Le présent document est le rapport réclamé.

1968-02

Draft rapporteur's report of the Fifth Ordinary Session of the Advisory Committee on Budgetary and Financial Matters held in Addis Ababa, 18th-22nd December 1967

Organization of African Unity

Organization of African Unity

<https://archives.au.int/handle/123456789/7317>

Downloaded from African Union Common Repository